

BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

MARS 2002

N°91



BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

MARS 2002

N° 91

BANK AL-MAGHRIB
Administration Centrale
277, Avenue Mohammed V
BP. 445 - R A B A T
Tél. (212 7) 70-26-26
Direction des Relations Internationales et des Etudes
Fax. (212 7) 20-67-68
E-mail : drie@bkam.gov.ma
Site Internet : <http://www.bankalmaghrib.ma>

Dépôt légal : 7/1998
ISSN : 1114-0828

Les études ne peuvent être reproduites totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	Page
ÉTUDE	
Intervention de Monsieur le Gouverneur à la onzième réunion du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne du 12 mars 2002	7
RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE ..	19
CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB.....	47
- Circulaire relative à l'émission permanente de bons aux non-résidents	49
- Circulaire n° 1/G/2002 relative au coefficient minimum de liquidité des établissements de crédit	51
- Communiqué relatif à la baisse des taux directeurs de Bank Al-Maghrif	57
- Amendement de la circulaire n° 61/DAI/96 relative au marché des changes	59
STATISTIQUES	
. Sommaire	63
. Statistiques monétaires.....	65
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt	81
. Sociétés de financement	95
. Etablissements financiers	99
. Marché des capitaux	105
. Finances publiques	111
. Indices des prix	117
. Production	123
. Commerce extérieur	131
. Balance des paiements avec l'étranger	145
. Cours de change	149
. Comptes de la Nation	155

Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

Abréviations

Max.	: Maximum
Min.	: Minimum
N.B.	: Nota Bene
N.C.A.	: Non Compris Ailleurs
N.R.	: Non Rémunéré
P.M.	: Pour Mémoire.
T.B.B.	: Taux de Base Bancaire
T.L.	: Taux Libre
T.P.	: Taux Plafonné
T.R.	: Taux de Référence

Sigles

A.T.	: Régime d'Admission Temporaire en douane
B.A.M.	: Bank Al-Maghrib
B.N.D.E.	: Banque Nationale pour le Développement Économique
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics
C.A.F.	: Coût, Assurance et Fret
C.C.P.	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
C.D.G.	: Caisse de Dépôt et de Gestion
C.E.N.	: Caisse d'épargne nationale
C.I.H.	: Crédit Immobilier et Hôtelier
C.M.A.	: Coopératives Marocaines Agricoles
C.N.C.A.	: Caisse Nationale de Crédit Agricole
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
F.E.C.	: Fonds d'Équipement Communal
F.M.A.	: Fonds Monétaire Arabe
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.B.	: Free on Board
H.B.M.	: Habitat Bon Marché
M.R.E.	: Marocains Résidant à l'Étranger
O.F.S.	: Organismes Financiers Spécialisés
O.N.I.C.L.	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
O.P.C.V.M.	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P.M.E.	: Petites et Moyennes Entreprises
P.M.I.	: Petites et Moyennes Industries
S.C.A.M.	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
S.I.C.A.V.	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
U.E.B.L.	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
V.I.T.	: Valeur Immobilière Totale

ÉTUDE :

**Intervention de Monsieur le Gouverneur
à la onzième réunion du Conseil National
de la Monnaie et de l'Épargne du 12 mars 2002**

**INTERVENTION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR
À LA ONZIÈME RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL
DE LA MONNAIE ET DE L'ÉPARGNE
DU 12 MARS 2002**

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi, tout d'abord, de vous souhaiter la bienvenue à la onzième session du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne, et plus particulièrement aux nouveaux membres que nous avons le plaisir d'accueillir pour la première fois et qui, de par la diversité des horizons qu'ils représentent, contribueront, certainement, à enrichir le débat au sein de ce Conseil qui joue, à côté des autorités monétaires, un rôle important dans l'élaboration de la politique monétaire.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Au cours de cet exposé, je commencerai, comme à l'accoutumée, par analyser la situation monétaire ayant caractérisé l'année écoulée ainsi que la mise en œuvre de la politique monétaire qui en a été le soubassement. Je présenterai ensuite, les perspectives de l'évolution monétaire pour l'année en cours et évoquerai, enfin, les amendements à apporter au fonctionnement du marché des changes et aux instruments de la supervision de l'activité des établissements de crédit.

S'agissant du premier point, le principal événement ayant marqué l'année 2001, a été sans conteste, l'afflux sans précédent des avoirs en devises qui a résulté, comme l'a rappelé Monsieur le Ministre, de l'ouverture du capital de Maroc Télécom d'abord, et des rentrées exceptionnelles au titre du tourisme et des transferts de nos compatriotes résidant à l'étranger, ensuite.

Sur le plan monétaire, cette évolution s'est traduite par l'élévation du rythme de création de la monnaie, bien au-delà de la norme de 9 à 10 % arrêtée lors de la réunion du CNME tenue le 16 mars 2001, puisque, **la progression de l'agrégat M1**, qui recense les moyens de paiement proprement dits, s'est inscrite en définitive à 15,9 % à fin 2001. Cette hausse recouvre des progressions chiffrées à 13,5 % pour la monnaie fiduciaire et à 17,1 % pour la monnaie scripturale. **De leur côté, les dépôts à échéance fixe**, se sont accrus de 11,2 %, de sorte que l'agrégat M3, qui représente **la masse monétaire au sens large**, est ressorti en accroissement de 14,1 %, au lieu de 8,4 % au terme de l'exercice précédent. Parallèlement, les actifs composant **les agrégats de placements liquides**, bénéficiant d'un regain d'intérêt notoire, ont marqué globalement une hausse de 29,1 % alors qu'ils s'étaient inscrits en baisse de 30,5 % à fin 2000. Cette évolution, tient d'une part, à l'essor de la demande pour les bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert, dont les souscriptions nettes ont plus que doublé, en raison du relèvement de leur taux de rémunération. Elle s'explique également par l'expansion de plus de 41 % qu'ont réalisée les titres d'OPCVM obligataires, à la faveur notamment de l'effet d'attraction exercé par l'appréciation des cours, elle-même induite par la décrue des taux d'intérêt.

Au total, **les liquidités de l'économie**, constituées de la masse monétaire au sens large (M3) et du total des agrégats de placements liquides (PL), ont augmenté, sur la base de l'encours annuel moyen, de 10 % en 2001, au lieu de 5,7 % un an plutôt. Leur progression apparaît également supérieure au rythme de croissance, estimé à 7,3 %, du PIB en prix courants, ce qui témoigne d'un renforcement sensible des encaisses en attente d'utilisation. C'est la raison pour laquelle la hausse des prix, exprimée par l'indice du coût de la vie n'a pas dépassé 0,6 % en 2001 à la faveur, il est vrai, de l'évolution favorable de certains facteurs tels le tassement des prix à l'importation, notamment ceux du pétrole, la poursuite du démantèlement tarifaire, la baisse des prix des produits alimentaires et l'accentuation de la concurrence.

S'agissant **des contreparties de la masse monétaire**, leur évolution à l'issue de l'année 2001, a été caractérisée par la hausse sans précédent de 47,1 milliards de dirhams ou 86,2 % des avoirs extérieurs nets, tandis que le crédit

intérieur à caractère monétaire a quasiment stagné, en raison d'une contraction de 7,7 milliards de dirhams ou 9 % des créances sur le Trésor et d'une augmentation modérée de 9,1 milliards de dirhams ou 4,4 % des concours à l'économie.

En effet, le Trésor qui a bénéficié de recettes substantielles au titre du produit de la privatisation a réduit ses engagements de 7,5 milliards de dirhams vis-à-vis de Bank Al-Maghrib et a alimenté, à hauteur de 10 milliards de dirhams, le compte ouvert auprès de celle-ci au nom du Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social. Ainsi, il a été procédé au retrait des liquidités pour un montant de 17,5 milliards de dirhams, ce qui a facilité d'autant la régulation du marché monétaire pendant l'année 2001.

Concernant plus particulièrement **les crédits à l'économie distribués par les banques**, leur encours global s'est établi à 209,3 milliards de dirhams à fin décembre, réalisant une progression annuelle de 4,4 % au lieu de 10 % une année auparavant. L'encours des crédits consentis aux entreprises et aux particuliers, chiffré à 195,9 milliards de dirhams à fin décembre 2001, apparaît en hausse limitée de 4,8 milliards de dirhams ou 2,5 %, rythme nettement inférieur à celui de 9 % réalisé à fin 2000. Cette décélération s'explique notamment, par le paiement des arriérés du Trésor, pour près de 9 milliards, lesquels ont eu pour conséquence de modérer le recours au crédit bancaire par les entreprises.

La progression en 2001 des concours bancaires à l'économie a bénéficié essentiellement à l'immobilier, qui a reçu des crédits en hausse de 3,7 milliards de dirhams ou 13,6 %. En revanche, les crédits à l'équipement, notamment ceux accordés à la PME et PMI, ainsi qu'aux jeunes promoteurs ont quasiment stagné. Les facilités de caisse se sont inscrites, quant à elles, en baisse de 3,2 milliards consécutivement à l'amélioration des trésoreries des entreprises qui ont bénéficié du règlement, par le Trésor, des arriérés qu'il a constitués au cours des derniers mois de l'année 2000.

Concernant les facilités consenties par les banques aux sociétés de financement, elles se sont chiffrées à 12,9 milliards de dirhams à fin 2001 et continuent de représenter l'essentiel de leurs ressources. A ce sujet, je réitère à l'attention des banques mes craintes quant à cette situation, et les incite à faire preuve de prudence eu égard à l'ampleur des engagements pris sur ce secteur. De leur côté, les sociétés de financement sont appelées à diversifier leurs ressources et à faire preuve de plus de discernement dans l'évaluation du risque encouru sur leur clientèle.

Il reste cependant qu'en général, la distribution des crédits continue de pâtir de l'évolution préoccupante des créances en souffrance, puisque leur rythme de progression s'est révélé encore élevé en 2001, en atteignant 15,4 % soit 4,8 milliards de dirhams. Bien que près de la moitié de cette augmentation est le fait d'un seul établissement qui a opéré un reclassement de ses créances, la plupart des banques ont également enregistré une augmentation du volume des créances en souffrance. Aussi, la proportion de cette catégorie de créances dans leur portefeuille global s'est-elle élevée à 17 %, recouvrant un taux de 34,5 % pour les ex-OFS et 10,4 % pour l'ensemble des autres banques. Le taux de leur couverture par les provisions s'est néanmoins amélioré de 6 points en un an, pour s'établir à 69,4 % dont 68 % pour les banques spécialisées et 72 % pour les autres banques. En dépit de cet effort, cette situation ne devrait pas cesser de nous préoccuper, car elle fragilise nos établissements de crédit et altère leurs performances.

S'agissant **des marchés de capitaux**, leur évolution durant l'année 2001 a été marquée par la persistance du climat de morosité de l'activité boursière, en dépit des mesures prises pour revigorer le marché. La tendance baissière, déjà amorcée depuis deux années, a été reflétée par tous les indicateurs de la bourse. Ainsi, l'indice général s'est à nouveau affaibli pour clôturer l'année avec une perte de 7,4 % qui fait suite à celle de 15,3 % enregistrée à l'issue de l'année 2000. Parallèlement, la capitalisation boursière, qui s'est établie à 104,8 milliards de dirhams, a accusé une baisse annuelle de 8,8 %, tandis que le volume global des transactions s'est à son tour, inscrit en retrait de 29,6 % pour revenir à 25,3 milliards de dirhams.

A l'inverse, l'activité sur le marché monétaire, à l'exception du compartiment interbancaire, a été intense sous l'effet d'une demande soutenue, notamment par les besoins du Trésor, mais du fait également de l'action de Bank Al-Maghrib qui s'est abstenue de geler les liquidités excédentaires par le relèvement du taux de la réserve monétaire. De fait, le montant global des **émissions de bons du Trésor par adjudications** a atteint près de 58 milliards de dirhams, tandis que les remboursements ont été chiffrés à 31 milliards, ce qui a porté l'encours global des bons du Trésor à 143 milliards de dirhams, montant en hausse de près de 27 milliards de dirhams ou 23 % d'une année à l'autre.

Effectuées pour l'essentiel par les organismes collecteurs de l'épargne institutionnelle et les banques, les souscriptions ont été concentrées sur les échéances de courte durée, avec des taux orientés à la baisse, ceux des maturités plus longues ayant connu une quasi-stabilité.

En ce qui concerne les **transactions opérées sur le marché secondaire des bons du Trésor**, constituées pour l'essentiel de cessions temporaires, elles ont porté sur un volume mensuel moyen de 157 milliards de dirhams, qui apparaît en hausse très sensible, confirmant ainsi l'évolution remarquable constatée depuis la création, en 1996, de ce compartiment du marché monétaire.

L'encours total **des autres titres de créances négociables**, s'est chiffré à 10,8 milliards de dirhams à fin décembre 2001, réalisant une hausse de 2,7 % seulement. Cette évolution recouvre une baisse relativement importante du montant des certificats de dépôt, revenu de 5,6 milliards à 4,9 milliards de dirhams et, à l'inverse, une augmentation de 5 à 6 milliards du volume des bons émis par les sociétés de financement. Il convient de noter enfin une quasi-absence des émissions de billets de trésorerie, ce qui, à l'évidence traduit la réticence, au demeurant regrettable, des entreprises à recourir au financement désintermédié.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

S'agissant de **l'orientation de la politique monétaire**, l'accélération du rythme de progression des liquidités, au-delà de l'objectif arrêté pour l'année 2001, n'a pas appelé de la part de Bank Al-Maghrib des mesures correctives allant dans un sens restrictif. Bien au contraire, constatant que la création monétaire résulte exclusivement de l'afflux des avoirs de change, et que la contrepartie interne de la masse monétaire a stagné, la Banque centrale a appliqué une politique franchement accommodante pour soutenir la croissance, confortée dans cette voie par la quasi-stabilité aussi bien des prix que des importations. C'est ainsi qu'elle s'est attelée à infléchir les taux d'intérêt sur le marché interbancaire, en fixant à 3 % le taux de reprise des liquidités qui a constitué, ainsi, la limite inférieure des taux directeurs de la Banque centrale. Tout en cherchant à assouplir les conditions de financement de l'économie, cette action visait également à prévenir un affaissement des taux sur le marché monétaire qui aurait eu pour conséquence de défavoriser la collecte de l'épargne.

Pour consolider cette orientation, Bank Al-Maghrib a réduit, à deux reprises, en mars et en novembre, de 75 points de base au total, les taux de ses avances sur appels d'offres et des avances à 5 jours, ramenés respectivement à 4,25 % et 5,25 %. Ces mesures avaient pour but de stabiliser les anticipations des opérateurs du marché, dans un contexte marqué par l'aversion pour le risque. En effet, considérant que la baisse des taux sur le marché monétaire est éphémère, les investisseurs institutionnels et les banques ont manifesté une réticence à assouplir les conditions de leurs engagements sur le moyen et long termes, et marqué une nette préférence pour les actifs les moins risqués.

Au niveau de **l'application de la politique monétaire**, la régulation du marché a fait appel exclusivement aux instruments respectant les règles du marché. En effet, après la suppression en mai, des avances accordées aux banques dans le cadre des appels d'offres hebdomadaires, il a été procédé en avril-mai, à la cession de bons du Trésor d'un montant de 2,3 milliards de dirhams par le biais des opérations d'open market. Face à la persistance de la

surliquidité, il a fallu intervenir par des opérations de reprises des liquidités qui ont atteint le montant maximum de 5 milliards de dirhams au début du mois d'octobre.

Consécutivement à ces interventions de régulation de la liquidité bancaire, le taux du loyer de l'argent au jour le jour sur le marché interbancaire s'est inscrit en baisse, revenant de 5,4 % en moyenne durant l'année 2000 à 4,4 % en 2001. Il est toutefois regrettable de relever, que dans un environnement de plus en plus concurrentiel, aucune banque n'a annoncé une baisse de ses taux débiteurs pour relayer l'action de la Banque centrale. Cette absence de réactivité de la part des établissements de crédit, est d'autant plus déplorable que ces établissements constituent le passage obligé, et donc un vecteur décisif, dans la transmission des impulsions de la politique monétaire aux agents économiques. S'agissant plus particulièrement des taux appliqués aux PME/PMI qui continuent de se situer à des niveaux excessifs, leur détente interviendrait plus aisément si les entreprises elles-mêmes, manifestaient un réel intérêt pour les fonds de garantie et les lignes extérieures mobilisées à cet effet, notamment dans le cadre des programmes de mise à niveau.

Aussi, j'exhorte les associations professionnelles, ici présentes, à jouer un rôle actif dans la vulgarisation, parmi leurs membres, des différentes formules de financement que les autorités monétaires mettent à leur disposition.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Les perspectives d'évolution de l'activité économique pour l'année en cours, laissent entrevoir un accroissement du PIB en termes réels de l'ordre de 4,5 %. Aussi, et compte tenu d'un objectif d'une hausse des prix ne dépassant pas les 2,5 %, la norme de progression monétaire pour l'exercice 2002 peut être fixée dans une fourchette de 6,5 % à 7,5 %.

La norme monétaire ainsi retenue, compte tenu d'un nouveau renforcement du niveau des réserves de change, permettrait une progression des crédits à l'économie de 17 milliards de dirhams ou 7,6 %, d'ampleur à satisfaire, sans restriction, les besoins de financement de l'activité économique. L'évolution aussi bien des avoirs en devises que de l'endettement monétaire du Trésor est largement tributaire des opérations de privatisation prévues dans le cadre de la loi de Finance 2002 et du résultat d'un éventuel recours du Trésor au marché financier international. Comme en 2001, la politique monétaire sera conduite cette année en alliant souplesse, autant que le permettrait la maîtrise des équilibres internes et externes, et vigilance, au niveau de la régulation du marché monétaire et ce, afin de conduire à une utilisation optimale des liquidités créées.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Comme vous le savez, le dispositif prudentiel vient d'être complété récemment par la publication de la circulaire relative au coefficient de liquidité.

Les nouvelles prescriptions, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} juillet 2002, s'inscrivent dans le cadre de la modernisation de la réglementation prudentielle et visent notamment à mettre à la disposition des établissements de crédit un outil susceptible de contribuer à la prévention contre le risque d'illiquidité.

J'invite les établissements à profiter de ce délai pour mettre à niveau leurs systèmes d'information de manière à pouvoir d'une part, disposer des données nécessaires au calcul de ce nouveau coefficient et d'autre part, réaliser des simulations des positions de liquidité sur des horizons plus ou moins éloignés et selon différents scénarios.

D'un autre côté, je tiens à vous informer que les règles de classification et de provisionnement des créances en souffrance actuellement en vigueur, feront prochainement l'objet de réaménagement, en concertation avec la

profession, en vue notamment d'étendre leur champ d'application aux sociétés de financement, de revoir les critères de classification des crédits consentis aux particuliers et d'homogénéiser les pratiques en matière de passation par pertes des créances irrécouvrables.

Par ailleurs, et compte tenu de la perspective de l'entrée en vigueur, à l'horizon 2005, du nouveau ratio des fonds propres préconisés par le Comité de Bâle, j'estime qu'il y a lieu d'entreprendre, dès à présent, une réflexion approfondie sur les règles actuelles de classification et de provisionnement des risques en vue de les affiner ainsi que sur les systèmes de notation interne qui sont appelés à jouer un rôle privilégié dans le calcul des exigences en fonds propres réglementaires.

Sur un autre registre, et en vue de renforcer le contrôle prudentiel exercé sur les établissements de crédit, des dispositions nouvelles seront incessamment édictées en ce qui concerne les modalités d'agrément des auditeurs externes et la définition de leur mission ainsi que l'organisation d'échange d'informations entre ces derniers et Bank Al-Maghrib.

Je demeure, néanmoins, convaincu que les différentes mesures édictées par les autorités monétaires pour consolider le système bancaire, ne sauraient se substituer aux impératifs d'une saine gestion des risques qui relève, en premier lieu, de la responsabilité des administrateurs et des dirigeants des établissements de crédit.

Dans ce cadre, j'invite, à nouveau, les établissements de crédit à déployer davantage d'efforts pour mettre en place le système de contrôle interne, dans le respect des dispositions minimales prévues par la circulaire de Bank Al-Maghrib et de se doter des outils appropriés pour une bonne maîtrise de leurs risques, sachant que le parachèvement de ce dispositif est de nature à renforcer la qualité et la crédibilité du système bancaire marocain.

Je vous informe, par la même occasion, qu'une réflexion à laquelle seront associés les établissements de crédit, est engagée entre Bank Al-Maghrib et le Ministère des Finances, en vue de réviser les modalités de

l'octroi des crédits à taux variable. Cette révision permettra de mieux définir les bases devant régir les relations contractuelles entre les établissements de crédit et leurs clients ayant opté pour ce mode de financement. Il y a lieu également de signaler, qu'un projet de modification de la circulaire relative à la centralisation des risques a été adressé, pour examen, aux établissements de crédit, et que des simulations sont actuellement entreprises à Bank Al-Maghrib pour proposer aux banques, avant la fin de l'année, un projet de mise en place d'une centrale des bilans.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Comme vous le savez, les autorités monétaires ont procédé le 25 avril à un réaménagement du panier de cotation du dirham. Ce réaménagement s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'ancrage de notre monnaie nationale à l'euro dans l'objectif d'atténuer sa variabilité vis-à-vis de la monnaie de notre principale zone d'échange, ce qui est de nature à favoriser la compétitivité du secteur des exportations.

S'agissant du passage à l'euro fiduciaire, je tiens tout d'abord à rendre hommage à la profession bancaire pour l'esprit de coopération dont elle a fait preuve, afin que la transition s'opère dans de bonnes conditions. Comme prévu, l'ensemble des établissements de crédit qui l'ont souhaité ont été pré-alimentés en euro billet de banque avant la fin décembre 2001. D'autre part, des actions d'information du public ainsi que des séminaires de formation des caissiers des banques ont pu être organisés en concertation avec la profession. Enfin, l'opération de retrait des monnaies «in» s'est déroulée de manière ordonnée et avec la célérité et la sécurité requise par les autorités monétaires européennes et ce, en dépit du volume considérable des transactions auquel les guichets de Bank Al-Maghrib ont dû faire face durant les deux premières semaines de janvier 2002.

Le dernier point que je voudrais évoquer devant vous concerne le marché des changes. Je saisis cette occasion pour exprimer ma satisfaction quant à l'expérience acquise par les banques en matière de maîtrise des techniques de change et de gestion des risques de marché. Une telle expérience s'avère indispensable pour faire face aux exigences de l'ouverture de l'économie vers l'extérieur.

Compte tenu de cette évolution favorable, je voudrais vous annoncer que les autorités monétaires estiment qu'il est temps de donner une nouvelle impulsion à ce marché par l'introduction de quelques mesures de libéralisation. Ces mesures devraient concerner deux dispositions importantes du marché des changes :

- L'extension, de 90 jours à 1 an, de l'usage maximum des contrats de couverture des importations pour permettre le développement des instruments y relatifs. Une circulaire de Bank Al-Maghrib à ce sujet sera publiée incessamment ;

- l'autorisation des établissements de crédit à constituer des dépôts en devises auprès de leurs correspondants étrangers, alors qu'actuellement ces dépôts sont effectués uniquement entre les établissements de crédit et avec Bank Al-Maghrib. Les autorités monétaires ont approuvé le principe d'une telle mesure dont les conditions d'application seront également annoncées assez rapidement. Ceci ne signifie pas, cependant, que les infractions constatées précédemment ne seront pas sanctionnées.

Par ailleurs, les autorités monétaires examineront avec la profession les conditions d'utilisation des instruments de change dérivés pour en autoriser la pratique éventuellement. Je voudrais ici réitérer mon appel aux établissements de crédit pour que la plus grande prudence accompagne l'ouverture du marché des changes et le développement de nouveaux instruments.

Avant de clore cet exposé, permettez-moi de remercier l'ensemble des membres du CNME de leur disponibilité et de leur participation active et constructive, et souligner que leur implication et leur engagement constituent le gage de la réussite de notre action qui vise, à travers l'application d'une politique monétaire crédible et efficiente, à créer un environnement macro-économique stable, indispensable plus que jamais au développement de nos entreprises, source de création de richesses et d'emplois.

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE (*)

AGRICULTURE

Aide de l'Etat pour l'aménagement des propriétés agricoles en systèmes d'irrigation

Arrêtés conjoints du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n°s 1994-01 et 1995-01 du 23 chaabane 1422 (9 novembre 2001) fixant les modalités de l'aide de l'Etat en vue de l'aménagement des propriétés agricoles, en systèmes d'irrigation localisée et pour l'irrigation de complément. (B.O. n°4970 du 17 janvier 2002)

En vertu de ces textes, les aménagements hydro-agricoles destinés à l'équipement des propriétés agricoles en systèmes d'irrigation localisée ou de complément peuvent, à compter du 17 janvier 2002, bénéficier d'une subvention de l'Etat, sous réserve de répondre aux conditions suivantes :

- s'agissant de l'irrigation localisée, les aménagements doivent :
 - être conçus dans le cadre d'un projet global permettant l'économie de l'eau d'irrigation ;
 - présenter, en matière de choix techniques et technologiques, les meilleures options en termes d'efficacité technique et de maîtrise des coûts ;
- quant à l'irrigation de complément, les aménagements doivent être conçus dans le cadre d'un projet global permettant la maîtrise de l'utilisation de l'eau et son apport pendant la phase critique d'élaboration des rendements des cultures.

(*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours du 1^{er} trimestre 2002.

Les montants des subventions sont fixés comme suit :

- pour l'irrigation localisée, la subvention représente 30 à 40% du coût de l'opération, en fonction de la localisation des aménagements et de la nature des opérations. Toutefois, ces montants sont plafonnés à DH 12.000,00 par hectare aménagé, ce plafond pouvant être porté à DH 23.000,00 en cas de nécessité de recours à la construction de bassins pour le stockage de l'eau d'irrigation, pour s'affranchir du tour d'eau à l'intérieur d'un périmètre collectif d'irrigation ;

- pour l'irrigation de complément, la subvention qui atteint 30% du coût de l'opération d'aménagement, est toutefois plafonnée à DH 10.000,00 par hectare aménagé, ce plafond pouvant être porté à DH 20.000 en cas de nécessité de recours à la construction de bassins pour la collecte et le stockage de l'eau.

Conditions d'achat du blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée

Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts n° 1958-01 du 26 octobre 2001 complétant l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts n°1137-01 du 13 juin 2001 fixant les conditions d'achat du blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée, ainsi que les conditions de fabrication de ladite farine, de son conditionnement et de sa mise en vente. **(B.O. n°4970 du 17 janvier 2002).**

L'arrêté n° 1137-01 est complété comme suit :

«Le blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée, mis en stock par les commerçants en céréales, les coopératives agricoles marocaines et leur union, bénéficie d'une prime de magasinage de 2 DH par quintal et par quinzaine et d'une marge de rétrocession de 8,80 DH par quintal pour le blé tendre de la production nationale et de 5,40 DH par quintal pour le blé tendre d'importation».

Aide de l'Etat à la production et aux matériels agricoles

Décret n° 2-01-1424 du 12 mars 2002 portant aide à l'utilisation des filets de protection des cultures maraîchères sous serres contre les insectes et complétant le décret n° 2-85-891 du 31 décembre 1985 fixant la procédure de distribution de l'aide financière accordée par l'Etat pour l'intensification de la production agricole. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Le taux de la subvention octroyée aux producteurs maraîchers sera fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'intérieur.

Décret n° 2-01-2669 du 12 mars 2002 portant aide à la diversification des exportations d'agrumes et des tomates frais et complétant le décret n° 2-85-891 du 31 décembre 1985 fixant la procédure de distribution de l'aide financière accordée par l'Etat pour l'intensification de la production agricole. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002).**

L'aide sera versée aux exportateurs ou groupes d'exportateurs pour :

- a) la promotion de la diversification des marchés.
- b) le soutien des exportations connaissant des difficultés d'écoulement durant des périodes déterminées.

Les deux types d'aide prévus qui ne peuvent pas être cumulés pour un même produit durant la même campagne, seront accordés dans les conditions suivantes :

- la totalité des quantités d'agrumes exportées sur la Russie ;
- les quantités additionnelles par rapport à la campagne de référence pour ce qui est des exportations d'agrumes hors Union européenne et hors Russie ;
- les quantités additionnelles par rapport à la campagne de référence pour ce qui est des exportations de tomates hors Union européenne.

La campagne de référence s'entend pour les exportations effectuées durant la période allant du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001.

Décret n° 2-01-1966 du 15 mars 2002 complétant le décret n° 2-69-313 du 25 juillet 1969 réglementant les encouragements de l'Etat en vue de l'acquisition de matériel agricole. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Une aide financière, sous forme de subvention, peut être accordée pour l'acquisition de matériel agricole neuf aux :

- propriétaires fonciers exploitant en faire-valoir direct ;
- exploitants agricoles ayant la qualité de locataires lorsque le bail est établi par écrit ;
- groupements dotés de la personnalité morale et constitués en vue de l'utilisation en commun du matériel agricole ;
- personnes physiques ou morales n'ayant pas la qualité d'agriculteurs qui réalisent des investissements relatifs à la mécanisation des travaux agricoles.

BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Règlement de construction parasismique

Décret n° 2-02-177 du 22 février 2002 approuvant le règlement de construction parasismique applicable aux bâtiments fixant les règles parasismiques et instituant le Comité national du génie parasismique. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

COMMERCE EXTÉRIEUR

Marchandises éligibles au régime du drawback

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 160-02 du 1^{er} février 2002 complétant la liste des marchandises éligibles au régime du drawback. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Il s'agit des combustibles solides et gazeux, du fuel et de l'électricité consommés au cours de la fabrication des produits industriels ci-après :

- plomb, argent et cuivre ;
- radiateurs pour véhicules automobiles ;
- soude caustique ;
- polychlorure de vinyle (PVC).
- matières premières pour boissons gazeuses

COMMERCE INTÉRIEUR

Conseil de la concurrence

Décret n° 2-02-1 du 20 décembre 2001 portant nomination du président et des membres du conseil de la concurrence. **(B.O. n°4970 du 17 janvier 2002)**

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Accords relatifs aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises

Dahir n° 1-01-53 du 15 février 2001 portant publication de l'accord fait à Bonn le 25 juin 1985 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne concernant les transports routiers internationaux de marchandises. **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

Dahir n° 1-00-11 du 22 juin 2001 portant publication de l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises et du protocole établi en vertu de l'article 14 de l'accord précité fait à Rabat le 2 février 1999. **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

Prêt de la BID pour le financement de la lutte contre l'analphabétisme

Décret n° 2-01-3057 du 13 décembre 2001 approuvant la convention de crédit conclue le 23 octobre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Banque islamique de développement, au sujet d'un prêt de trois millions neuf cent vingt mille dinars islamiques (3.920.000 D.I.), pour la participation au financement du projet de lutte contre l'analphabétisme. **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

Contrats de cautionnement et de financement conclus entre le Maroc et la Banque européenne d'investissement

Décret n° 2-02-2 du 4 janvier 2002 approuvant le contrat de cautionnement conclu le 10 juillet 2001 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement pour la garantie du prêt de 90 millions d'euros consenti par ladite banque à l'Office national de l'électricité, pour le financement du projet ONE Centrale de pompage d'Afourer. **(B.O. n°4976 du 7 février 2002)**

Décret n° 2-02-11 du 14 janvier 2002 approuvant le contrat de financement d'un montant de 40 millions d'euros conclu le 9 novembre 2001 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement (BEI). **(B.O. n°4976 du 7 février 2002)**

Convention de financement entre le Maroc et l'Agence française de développement

Décret n° 2-02-34 du 21 janvier 2002 approuvant la convention de financement d'un montant de 11.288.000 euros conclue le 28 novembre 2001 entre le Royaume du Maroc et l'Agence française de développement. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

Accord relatif au transport maritime entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la république de Croatie

Dahir n° 1-01-200 du 11 décembre 2001 portant publication de l'accord relatif au transport maritime fait à Rabat le 7 juillet 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Croatie. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

Convention de coopération avec la Tunisie

Dahir n° 1-01-145 du 30 août 2001 portant publication de la convention de coopération en matière d'habitat et d'urbanisme faite à Tunis le 21 septembre 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République tunisienne. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

ÉNERGIE

Office national de l'électricité

Dahir n° 1-02-01 du 29 janvier 2002 portant promulgation de la loi n° 28-01 modifiant et complétant le dahir n° 1-63-226 du 5 août 1963 portant création de l'Office national de l'électricité. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

En vertu de ce dahir et dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, l'Office national de l'électricité peut créer des filiales ou prendre des participations dans des sociétés, tant au Maroc qu'à l'étranger, ayant pour objet toute activité entrant dans le champ de ses compétences.

FINANCES PUBLIQUES

Comptabilité publique

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 2164-01 du 15 janvier 2002 pris pour l'application des dispositions du 3e alinéa de l'article 27 du décret royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique. **(B.O. n°4976 du 7 février 2002)**

Cet arrêté fixe les conditions dans lesquelles doivent être effectuées les paiements par carte bancaire des créances publiques visées à l'article 2 de la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques.

Ainsi, les modalités de paiement des recettes par carte bancaire sont définies dans le cadre de conventions conclues entre l'administration dont relèvent les comptables assignataires des recettes et la banque partenaire sollicitée pour la mise en place du dispositif nécessaire à ce mode de paiement.

La sélection de la banque partenaire est effectuée selon les règles prévues par le décret n° 2-98-482 du 30 décembre 1998 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Le Fonds Hassan II pour le développement économique et social est érigé en établissement public

Dahir n° 1-02-02 du 29 janvier 2002 portant promulgation de la loi n°36-01 portant création du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. **(B.O. n°4976 du 7 février 2002)**

Créé sous la dénomination « Fonds Hassan II pour le développement économique et social », le Fonds est érigé en un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Ce fonds a pour objet :

- a) d'apporter son concours financier à tout projet contribuant à la promotion de l'investissement et de l'emploi, en apportant, dans le cadre de conventions, ses concours sous forme :
 - de prises de participations financières ;
 - d'avances ou de prêts remboursables ;
 - ou de contributions financières non remboursables ;
- b) d'effectuer des placements financiers en valeurs du Trésor, en titres de créances négociables et en valeurs mobilières ;
- c) de réaliser ou faire réaliser des études, soit de sa propre initiative, soit à la demande des administrations concernées en vue d'identifier des projets ou actions présentant un fort impact au regard de ses missions.

Le Fonds est administré par un Conseil présidé par le Premier ministre et comprenant, outre des autorités gouvernementales, le wali de Bank Al-Maghrib, ainsi que par un directoire composé de trois membres ayant qualité de directeur d'établissement public, dont l'un assure la présidence dudit directoire.

Décret n° 2-02-93 du 12 mars 2002 pris en application de la loi n°36-01 portant création du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Ce texte précise que le siège du Fonds est fixé à Rabat et que les règles prudentielles relatives aux placements financiers en valeurs du Trésor, en titres de créances négociables et en valeurs mobilières sont définies par arrêté du ministre chargé des finances. Il fixe également la composition du Conseil d'administration :

Président : Le Premier ministre ou l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Membres : les autorités gouvernementales chargées de l'intérieur ;
- l'autorité gouvernementale chargée de l'aménagement du territoire ;
- l'autorité gouvernementale chargée des finances ;
- l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture ;
- l'autorité gouvernementale chargée de l'industrie ;
- l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement et
- le Wali de Bank Al-Maghrib.

Assistent également aux réunions du conseil, à titre consultatif, les membres du directoire dont le président assure le secrétariat du conseil et toute personne physique ou morale, du secteur public ou privé, dont la participation est jugée utile.

Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée

Décret n° 2-01-3080 du 15 mars 2002 complétant le décret n° 2-86-99 du 14 mars 1986 pris pour l'application de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Ce texte fixe les conditions de l'exonération de la TVA au titre des prestations et opérations liées au transport international et du taux réduit de 7% au titre des achats de produits et matières entrant dans la composition des emballages des produits pharmaceutiques.

INVESTISSEMENTS

Décret n° 2-02-138 du 5 mars 2002 modifiant et complétant l'arrêté du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal. **(B.O. n°4984 du 7 mars 2002)**

Les délibérations des conseils communaux relatives aux acquisitions, cessions et échanges portant sur les immeubles du domaine privé municipal et à la gestion du domaine public municipal sont approuvées :

a) par le ministre de l'intérieur lorsque le montant de l'acquisition, de la cession ou de l'échange est supérieur à 2.500.000 DH ;

b) par le wali de la région concernée lorsque le montant de l'acquisition de la cession ou de l'échange, est égal ou inférieur à 2.500.000 DH ;

c) par le wali de la région, lorsque ces acquisitions, cessions ou échanges sont nécessaires à la réalisation d'investissements dans les secteurs industriel, agro-industriel, minier, touristique, artisanal et d'habitat, situés dans leur ressort territorial, et dont le montant est inférieur à 200 millions de dirhams.

Décret n° 2-02-185 du 5 mars 2002 modifiant et complétant le décret royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique. **(B.O. n°4984 du 7 mars 2002)**

L'acquisition et la cession d'immeubles par l'Etat sont autorisées par arrêté du ministre chargé des finances.

La vente d'immeubles du domaine privé de l'Etat a lieu par adjudication publique, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Elle peut aussi avoir lieu de gré à gré par arrêté du ministre chargé des finances au profit :

- des collectivités locales et des organismes publics ;
- des copropriétaires de l'Etat quand le partage des immeubles n'est pas viable ;
- des personnes physiques ou morales pour la réalisation de projets d'investissement lorsque la valeur vénale réelle de l'immeuble à céder ne dépasse pas 10% du coût prévisionnel global dudit projet. La cession est également autorisée par les walis des régions, lorsqu'il s'agit de la réalisation de projets d'investissement dans les secteurs industriel, agro-industriel, minier, touristique, artisanal et d'habitat dont le montant est inférieur à 200 millions de dirhams.

Décret n° 2-02-187 du 5 mars 2002 portant délégation de pouvoirs aux walis des régions. **(B.O. n°4984 du 7 mars 2002)**

Délégation de pouvoir est donnée aux walis des régions à l'effet de prendre, chacun dans la limite de son ressort territorial, les actes énumérés ci-après, nécessaires à la réalisation des projets d'investissements miniers dont le montant est inférieur à 200 millions de dirhams :

- prorogation de la durée des permis d'exploitation prévue par l'article 61 du dahir du 16 avril 1951 ;
- prorogation des délais prévue par l'article 13 du dahir du 16 avril 1951.

Lettre Royale au Premier ministre relative à la gestion déconcentrée de l'investissement (**B.O. n° 4970 du 17 janvier 2002**).

Rappelant la volonté Royale, exprimée à plusieurs reprises de promouvoir l'investissement et considérant l'intérêt que présente, à cette fin, la création d'un guichet unique au niveau de chaque région, la fixation d'un délai raisonnable pour statuer sur les dossiers des projets d'investissement et l'allègement des procédures légales ou réglementaires pour leur mise en œuvre, la Lettre Royale annonce l'institution de centres régionaux d'investissement (C.R.I), composés de deux guichets :

- un guichet d'aide à la création d'entreprises qui est l'interlocuteur unique de toutes les personnes qui veulent créer une entreprise et qui souhaitent avoir recours aux services dudit guichet qui sera appelé à ce titre, d'une part, à mettre à la disposition des demandeurs un formulaire unique dans lequel figurent tous les renseignements exigés par la législation ou la réglementation pour la création de l'entreprise et, d'autre part, à accomplir toutes les démarches nécessaires pour recueillir, auprès des administrations compétentes, les documents ou attestations nécessaires à cette création ;

- et un guichet d'aide aux investisseurs qui procure à ceux-ci toutes les informations utiles pour l'investissement régional et étudie toutes les demandes d'autorisations administratives ou prépare tous les actes administratifs nécessaires à la réalisation des projets d'investissement dont le montant est inférieur à 200 millions de dirhams et ce, afin de permettre aux Walis des régions de délivrer les autorisations ou de signer les actes administratifs afférents à ces investissements. En outre, ce guichet étudie les projets de contrats ou de conventions à conclure avec l'Etat pour les investissements dont le montant est égal ou supérieur à 200 millions de dirhams. Il est enfin habilité à proposer des solutions amiables aux différends opposant les investisseurs aux administrations.

MARCHÉS DE CAPITAUX

Règlement général de la Bourse des valeurs

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1960-01 du 30 octobre 2001 approuvant la modification du règlement général de la Bourse des valeurs. (B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)

Règlement général du Dépositaire central

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1961-01 du 30 octobre 2001 approuvant la modification du règlement général du Dépositaire central. (B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)

Emissions de bons du Trésor

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 102-02 du 23 janvier 2002 relatif à l'émission de bons du Trésor à un an. (B.O. n°4988 du 21 mars 2002)

L'émission est réservée aux banques dans le cadre de la réglementation relative aux emplois obligatoires des banques.

Les bons, dont le prix de l'émission est fixé à 95,75% de leur valeur nominale, seront remboursés au pair à dater du jour de leur échéance. Ils produiront des intérêts au taux de 4,25% payables à la souscription.

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 103-02 du 23 janvier 2002 relatif à l'émission de bons du Trésor à six mois. (B.O. n°4988 du 21 mars 2002)

Une émission de bons du Trésor à six mois d'échéance est ouverte durant l'année budgétaire 2002 auprès de toutes personnes physiques ou morales à l'exception des établissements de crédit, des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), des sociétés de bourse, des sociétés de financement, des sociétés d'investissement et des sociétés d'assurances, de réassurances et de capitalisation.

Les bons du Trésor sont inscrits en comptes courants ouverts au nom des souscripteurs dans les livres des caisses des comptables publics et des établissements bancaires. Le montant nominal de chaque souscription devra être un multiple de mille dirhams (1.000 DH).

Le taux de rémunération des ces bons sera déterminé pour chaque semestre sur la base du taux moyen pondéré des bons à 26 semaines souscrits par adjudications au cours du semestre précédent majoré de 25 points de base.

Le prix d'émission, qui devra être acquitté en un seul versement, est égal à la valeur nominale de bons diminuée de 50% des intérêts semestriels.

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 104-02 du 23 janvier 2002 relatif à l'émission de bons du Trésor à 5 ans concernant les comptes convertibles à terme. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

En vertu de cet arrêté, il sera procédé, durant l'année budgétaire 2002, à une émission permanente de bons à cinq ans réalisée en plusieurs tranches et close sans préavis.

Réservés aux personnes physiques ou morales résidant habituellement à l'étranger et possédant dans une banque inscrite au Maroc des disponibilités en dirhams non transférables au regard de la réglementation des changes, les bons, émis au pair, ont une valeur nominale de mille dirhams (1.000 DH) et porteront intérêts au taux de 6,20% l'an. Ils sont librement négociables entre non résidents et sont amortis en cinq fractions égales de deux cents dirhams (200,00 DH).

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 105-02-01 du 23 janvier 2002 relatif à l'émission de bons du Trésor par voie d'adjudication. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

D'une valeur nominale unitaire de 100.000 dirhams, les bons émis pour des échéances courtes (13, 26 et 52 semaines), des échéances moyennes (2 et 5 ans) et des échéances longues (10, 15 et 20 ans) sont négociables de gré à gré et accessibles par voie d'adjudication à toute personne physique ou morale, résidente ou non résidente. Toutefois, seules les soumissions faites à un taux inférieur ou égal au taux limite ou à un prix supérieur ou égal au prix limite sont satisfaites.

Bourse des valeurs

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1270-01 du 14 février 2002 relatif aux modalités de gestion du fonds de garantie institué par l'article 66 du dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la bourse des valeurs. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Les cotisations semestrielles que les sociétés de bourse sont tenues de verser au Fonds de garantie doivent être versées au crédit du compte ouvert à cet effet par le Conseil déontologique des valeurs mobilières et ce, avant l'expiration du deuxième mois suivant le semestre au titre duquel lesdites cotisations sont dues.

Les ressources disponibles du Fonds de garantie doivent être placées en valeurs négociables émises ou garanties par l'Etat.

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 284-02 du 14 février 2002 fixant les modalités de vente à la Bourse des valeurs des droits correspondant aux titres au porteur n'ayant pas fait l'objet d'une inscription en compte. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

La vente des droits correspondant aux titres au porteur qui n'auraient pas fait l'objet de dépôt auprès d'un teneur de comptes titres pour inscription en compte est réalisée à la Bourse des valeurs à l'initiative des personnes morales émettrices concernées.

Garantie de l'Etat aux emprunts émis par l'ONCF

Décret n° 2-02-175 du 18 janvier 2002 accordant la garantie de l'Etat aux emprunts à émettre sur le marché financier national par l'Office national des chemins de fer à concurrence d'un montant de cinq milliards de dirhams (5.000.000.000 DH). **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

La garantie porte sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts et reste attachée aux titres d'emprunts en quelque main qu'ils passent.

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 294-02 du 18 janvier 2002 fixant les modalités de l'émission par l'Office national des chemins de fer d'un emprunt obligataire d'un milliard sept cent-un millions de dirhams (1.701.000.000 DH). **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

L'emprunt sera représenté par des obligations à 15 ans et 4 mois, émises au pair par coupures de cent cinquante mille dirhams (150.000 DH). ayant comme date de jouissance le 28 janvier 2002, et portant intérêt :

- soit au taux de 6,95% l'an, payable à terme échu le 28 mai de chaque année et pour la première fois le 28 mai 2003 ;

- soit au taux de 6,45% l'an, révisable le 28 mai 2007 et le 28 mai 2012, payable à terme échu le 28 mai de chaque année et pour la première fois le 28 mai 2003 ;

- le taux révisé sera égal à la moyenne pondérée, constatée lors des 3 mois précédant la date de révision, des taux d'intérêt servis sur les bons du Trésor à 5 ans émis par voie d'adjudication, majorée de 0,25 point. L'amortissement des obligations s'effectuera en 15 annuités égales, la première tombant le 28 mai 2003.

Garantie de l'Etat à un emprunt émis par la «Royal Air Maroc»

Décret n° 2-01-3139 du 10 janvier 2002 accordant la garantie de l'Etat à l'emprunt à émettre par la Compagnie nationale « Royal Air Maroc » à concurrence d'un montant de trois cent millions de dirhams (300.000.000 DH). **(B.O. n°4976 du 7 février 2002)**

L'emprunt sera représenté par des obligations négociables à 3 ans émises au pair par coupures de 150.000 dirhams.

Les obligations ont comme date de jouissance le 25 décembre 2001 et porteront intérêt au taux de 5,8% payable à terme échu le 25 décembre de chaque année.

L'amortissement s'effectuera en trois annuités égales, la première tranche tombant le 25 décembre 2002.

La garantie porte sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts et reste attachée aux titres de l'emprunt en quelque main qu'ils passent.

Emprunt marocain 4,5% de 1952 à capital garanti

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 74-02 du 16 janvier 2002 fixant la valeur de reprise des titres de l'emprunt marocain 4,5 % de 1952 à capital garanti. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

La valeur de reprise de l'obligation de l'Emprunt 4,5% de 1952 à capital garanti admise en paiement des droits de mutation est fixée à cent quarante six mille deux cent vingt sept dirhams et cinquante centimes (146.227,50 DH).

Agrément de «Maghreb Titrisation»

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 11-02 du 2 janvier 2002 portant agrément de « Maghreb Titrisation » (Société anonyme au capital de 5.000.000 dirhams et dont le siège est à Casablanca) en tant qu'établissement gestionnaire-dépositaire intervenant dans le cadre de la loi n°10-98 relative à la titrisation de créances hypothécaires. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

Prise de participation de la Banque centrale populaire dans le capital de la chaîne de télévision par satellite dénommée « Atlas TV SAS »

Décret n° 2-02-106 du 4 février 2002 autorisant la Banque centrale populaire (BCP) à souscrire à une prise de participation de 20 % dans le capital de la chaîne de télévision par satellite dénommée «Atlas TV SAS ». **(B.O. n° 4980 du 21 février 2002)**

Cette prise de participation s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement international de la BCP.

MARCHÉ DES CHANGES

Amendement de la circulaire relative aux opérations de change à terme

Les dispositions de la **Circulaire de Bank Al-Maghrib n° 61/DAI/96, du 1er avril 1996** relatives aux opérations de change à terme ont été amendées. A compter du 13 mars 2002, l'échéance maximum des contrats d'achat des devises à terme par la clientèle pour les opérations adossées à des transactions commerciales est portée à un an au lieu de 90 jours précédemment.

MONNAIE, CRÉDIT ET BANQUE

Mise en circulation d'une pièce de monnaie commémorative

Décret n° 2-01-2846 du 19 décembre 2001 approuvant la mise en circulation d'une pièce de monnaie commémorative en or fin, de 250 dirhams, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfant. **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

Le pouvoir libératoire de la nouvelle pièce entre particuliers est fixé à 2.500 dirhams.

Retrait d'agrément à la Société "Safa crédit"

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1947-01 du 25 octobre 2001 portant retrait de l'agrément en qualité de société de financement à la société « Safa crédit ». **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

Baisse du taux de rémunération minimum des comptes sur carnets

Pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2002, le taux minimum de rémunération des dépôts en comptes sur carnets est fixé à 3,95% contre 4,72% durant le dernier semestre 2001. Rappelons que ce taux est égal, au minimum, au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par voie d'adjudication au cours du semestre précédent, diminué d'un point.

Coefficient minimum de liquidité des établissements de crédit

La Circulaire de Bank Al-Maghrib n°1/G du 27 février 2002 a pour objet de fixer les modalités d'application des dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1440-00 du 6 octobre 2000.

Cet arrêté fixe à 100% le coefficient minimum de liquidité que les établissements de crédit sont tenus de respecter de façon permanente entre :

- d'une part, leurs éléments d'actif disponibles et réalisables à court terme et les engagements par signature reçus,
- et, d'autre part, leurs exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

Bank Al-Maghrib réduit ses taux directeurs de 50 points de base

Bank Al-Maghrib a décidé, le 19 mars 2002, de réduire de 50 points de base ses taux directeurs les ramenant à 3,75% pour les avances à 7 jours sur appel d'offres et à 4,75% pour les avances à 5 jours à l'initiative des banques.

PRIVATISATIONS

Transfert au secteur privé de l'hotel "Madayek" à Boulmane du Dadès

Décret n° 2-01-3071 du 13 décembre 2001 décidant le transfert à la société « Riad Ba Ali » de l'hôtel «Madayeq» à Boumalne du Dadès, moyennant le prix de sept millions trois cent vingt mille dirhams (7.320.000 DH). **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

Transfert d'entreprises publiques au secteur privé

Dahir n° 1-02-03 du 29 janvier 2002 portant promulgation de la loi n° 47-01 complétant la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

En vertu de cette loi, sont désormais incluses dans la liste des participations directes de l'Etat et des entreprises publiques figurant au tableau annexe à la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, la Régie des Tabacs et la Société Nouvelle des Imprimeries Réunies (SONIR).

Commission des transferts des entreprises publiques au secteur privé

Dahir n° 1-02-05 du 29 janvier 2002 portant nomination de deux membres de la commission des transferts des entreprises publiques au secteur privé. **(B.O. n°4980 du 21 février 2002)**

En vertu de ce dahir, M. Abderrazak Lazrak, Secrétaire Général du Département de l'économie, des finances et de la privatisation, et M. Moulay Mustapha El Azizi, Secrétaire Général du Ministère de l'équipement, sont nommés membres de la commission des transferts des entreprises publiques au secteur privé en remplacement de M. Nouredine Omari et M. El Mehdi Benzekri.

PRIX

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du Gouvernement n°2065-01 du 19 ramadan 1422 (5 décembre 2001) modifiant et complétant l'arrêté n° 1475-00 du 3 chaâbane 1421 (31 octobre 2000) fixant les tarifs de vente de l'eau potable à la production. (B.O. n°4970 du 17 janvier 2002)

En vertu de ce texte, les prix de vente de l'eau potable à la production, hors taxe sur la valeur ajoutée, sont modifiés dans certaines localités comme suit:

LOCALITES	ANCIEN TARIF DH/M³HT	NOUVEAU TARIF DH/M³HT
Meknès	1,94	2,04
Oujda	2,27	2,97
Taza	--	3,03

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du Gouvernement n° 2066-01 du 19 ramadan 1422 (5 décembre 2001) modifiant l'arrêté n° 1476-00 du 3 chaabane 1421 (31 octobre 2000) fixant les tarifs de vente de l'eau potable à la production. (B0 n° 4970 du 17 janvier 2002)

En vertu de ce texte, la redevance de consommation de l'eau potable à la distribution, hors taxe sur la valeur ajoutée, est modifiée pour certaines localités, comme suit :

Localités	Consommation mensuelle usage domestique (DH/ m ³)								Tarif préférentiel DH/ m ³		Tarif industriel DH/ m ³	
	1 ^{ère} tranche 0-8 m ³ 20 m ³ inclus		2 ^{ème} tranche 8-20 m ³ 20 m ³ inclus		3 ^{ème} tranche 20-40 m ³ 40 m ³ inclus		4 ^{ème} tranche à 40 m ³					
	Ancien tarif	Nouveau tarif	Ancien tarif	Nouveau tarif	Ancien tarif	Nouveau tarif	Ancien tarif	Nouveau tarif	Ancien tarif	Nouveau tarif	Ancien tarif	Nouveau tarif
Meknès	0,72	1,00	2,85	3,31	3,27	3,80	3,32	3,86	1,60	1,86	1,64	1,91
Oujda	2,15	3,15	6,43	8,35	9,36	12,16	9,41	12,21	6,21	8,07	5,71	8,36
Taza	0,93	1,45	2,61	3,65	3,13	4,37	3,18	4,42	2,73	3,81	2,63	4,10

QUESTIONS SOCIALES

Modalité de fonctionnement des provisions de prévoyance et des réserves de la Caisse marocaine des retraites

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1822-01 du 10 octobre 2001 modifiant et complétant l'arrêté du ministre des finances, du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 1253-97 du 7 novembre 1997 fixant les modalités de fonctionnement des provisions de prévoyance et des réserves de la Caisse marocaine des retraites ainsi que la répartition des ressources entre les emplois autorisés. **(B.O 4988 du 21 mars 2002)**

Sont admis dans les emplois de la Caisse marocaine des retraites :

-Les valeurs de l'Etat ou bénéficiant de sa garantie, actions des Sicav et parts de fonds communs de placement dont l'objet de placement porte exclusivement sur les valeurs de l'Etat ou bénéficiant de sa garantie.

Cette catégorie de valeurs doit représenter au minimum 80% des emplois. Cependant les placements en actions et parts d'OPCVM ne peuvent excéder 10% des emplois de cette catégorie ;

-Les obligations cotées à la bourse des valeurs du Maroc, les certificats de dépôt et bons de sociétés de financement et les actions des SICAV et parts de Fonds communs de placement dont l'actif est investi en permanence à hauteur de 90% en titres de créances et ce, dans la limite de 7% des emplois.

-Les actions cotées à la bourse des valeurs du Maroc et actions des SICAV et parts des Fonds communs de placement autres que celles visées ci-dessus dans la limite de 10% des emplois.

-Les biens immobiliers sur autorisation de l'autorité de tutelle dans la limite de 3% des emplois.

Par ailleurs, pour ce qui a trait aux actions et obligations cotées à la bourse des valeurs du Maroc, aux certificats de dépôt et aux bons de sociétés de financement ainsi qu'aux actions et parts des fonds de placement, la Caisse marocaine des retraites ne peut :

-employer plus de 10% de ses ressources en valeurs émises par un même émetteur ;

-détenir plus de 10% d'une même catégorie de valeurs émises par un même émetteur.

Caisse nationale de sécurité sociale

Décret n° 2-01-2847 du 12 mars 2002 portant augmentation du montant minimum des pensions d'invalidité ou de vieillesse servies par la Caisse nationale de sécurité sociale. **(B.O 4988 du 21 mars 2002)**

En vertu de ce texte, les pensions d'invalidité ou de vieillesse servies par la Caisse nationale de sécurité sociale ont été majorées de 100 dirhams à compter du 1^{er} juillet 2001.

Décret n° 2-01-2722 du 12 mars 2002 modifiant le décret n° 2-79-691 du 18 avril 1980 fixant le taux de l'allocation familiale servie par la Caisse nationale de sécurité sociale. **(B.O 4988 du 21 mars 2002)**

Aux termes de ce décret, le droit à l'allocation n'est ouvert que si l'assuré a perçu dans le mois un salaire au moins égal à 500 dirhams. **(B.O. n°4988 du 21 mars 2002)**

Décret n° 2-01-2723 du 12 mars 2002 fixant à compter du 1^{er} avril 2002 le taux des cotisations dues à la Caisse nationale de sécurité sociale. **(B.O 4988 du 21 mars 2002)**

- La cotisation due par l'employeur à la Caisse nationale de sécurité sociale pour la couverture des dépenses relatives aux allocations familiales est fixée à 7,50% de la rémunération brute mensuelle du salarié.

- La cotisation due à la Caisse nationale de sécurité sociale pour la couverture des dépenses relatives aux prestations à court terme est fixée à 1% de la rémunération brute mensuelle du salarié, dont 0,67% est à la charge de l'employeur et 0,33% à la charge du salarié.

La cotisation due à la Caisse nationale de sécurité sociale pour la couverture des dépenses relatives aux prestations à long terme est fixée à 11,89% de la rémunération brute mensuelle du salarié, dont 7,93% est à la charge de l'employeur et 3,96% à la charge du salarié.

- La rémunération brute mensuelle servant de base à la détermination des cotisations prévues n'est prise en compte que dans la limite d'un plafond de six mille dirhams (6.000 DH).

RÉGLEMENTATION DES CHANGES

Relèvement de la dotation touristique à 15.000 dirhams

La circulaire de l'Office des changes n° 1686 du 12 janvier 2002 autorise les banques intermédiaires agréés à délivrer aux personnes physiques marocaines ou étrangères résidant au Maroc, ainsi qu'aux Marocains résidant à l'étranger, une allocation annuelle en devises de la contrevaletur de 15.000 dirhams, appelée « dotation touristique ».

Cette dotation peut être majorée de 5.000 dirhams par enfant mineur figurant sur le passeport du parent bénéficiaire et devant accompagner celui-ci lors de son voyage à l'étranger.

TOURISME

Classement des établissements touristiques

Décret n° 2-02-186 du 5 mars 2002 modifiant et complétant le décret n°2-81-471 du 16 février 1982 instituant un classement des établissements touristiques. **(B.O. n°4984 du 7 mars 2002)**

Ce décret stipule que le classement des établissements touristiques est prononcé au niveau de chaque région, par le wali après avis de la commission régionale de classement dont la composition a été fixée par ledit texte.

DIVERS

Dahir n° 1-01-298 du 9 décembre 2001 portant création de l'institution « Diwan Al Madhalim » **(B.O. n°4966 du 3 janvier 2002)**

D'après l'exposé des motifs de ce dahir, la création de l'institution Diwan Al Madhalim s'inscrit dans le cadre de la protection des droits et du redressement des iniquités et torts occasionnés par l'administration et vise, en outre, à renforcer le rôle et l'autonomie du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme et de l'appareil judiciaire dans ce domaine.

L'institution susvisée est chargée de promouvoir l'intermédiation entre, d'une part, les citoyens ou groupes de citoyens et, d'autre part, les administrations ou tout organisme disposant de prérogatives de puissance publique, et d'inciter ceux-ci à observer les règles de la primauté du droit et de l'équité.

Les prérogatives dévolues à cette institution sont exercées par le Wali Al Madhalim, nommé par dahir pour une période de six ans, renouvelable.

CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB

- **Circulaire relative à l'émission permanente de bons du Trésor à 5 ans, réservée aux non-résidents**
- **Circulaire n° 1/G/2002 relative au coefficient minimum de liquidité des établissements de crédit**
- **Communiqué relatif à la baisse des taux directeurs de Bank Al-Maghrib**
- **Amendement de la Circulaire n° 61/DAI/96 relative au marché des changes**

**BANK AL-MAGHRIB
DIRECTION DU CREDIT
ET DES MARCHES DE CAPITAUX**

Rabat, le 4 février 2002

**DEPARTEMENT DU MARCHE
FINANCIER**

LC N° 15/02

TOUS SIEGES

Objet : Emission permanente de bons du Trésor à 5 ans,
réservée aux non-résidents.

Nous vous informons que, par arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme en date du 23 janvier 2002 précisant les conditions d'émission des bons du Trésor à 5 ans souscrits par les non-résidents, le taux d'intérêt de ces titres a été fixé à 6,20%.

D'autre part, nous vous signalons que les autres caractéristiques de ces bons demeurent inchangées.

BANK AL-MAGHRIB

Signé : A. BENNANI

Signé : A. BENABDOUALLAH

**CIRCULAIRE N° 1/G/2002 RELATIVE AU COEFFICIENT
MINIMUM DE LIQUIDITE DES ETABLISSEMENTS DE
CREDIT**

L'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1440-00 du 8 reheb 1421 (6 octobre 2000) fixe à 100% le coefficient minimum de liquidité que les établissements de crédit sont tenus de respecter de façon permanente entre :

■ d'une part, leurs éléments d'actif disponibles et réalisables à court terme et les engagements par signature reçus

■ et, d'autre part, leurs exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

Les établissements de crédit doivent calculer ce coefficient à partir de la comptabilité de leur siège au Maroc et, le cas échéant, de celle de l'ensemble de leurs agences et succursales à l'étranger.

Les éléments du numérateur et du dénominateur retenus pour le calcul du rapport susvisé sont affectés de pondérations en fonction, respectivement, de leur degré de liquidité ou d'exigibilité.

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités d'application des dispositions susvisées.

*

*

*

ARTICLE 1

Les éléments du numérateur du coefficient de liquidité et les quotités à hauteur desquelles ils doivent être pris en considération sont précisés ci-après :

Quotité de 100 %

- Valeurs en caisse et assimilées ;
- Excédent des créances à vue et des créances à échoir dans au plus un mois sur Bank Al-Maghrib, le Trésor Public, le Service des Chèques Postaux, les établissements de crédit et assimilés marocains et les organismes similaires à l'étranger, par rapport aux dettes à vue et aux dettes à échoir dans au plus un mois envers ces mêmes entités ;
- Excédent des titres de créance détenus, à échoir dans au plus un mois, par rapport aux titres de créance émis, à échoir dans au plus un mois;
- Excédent des accords de financement reçus des établissements de crédit et assimilés marocains ou étrangers par rapport à ceux donnés en faveur de ces mêmes établissements ;
- Opérations diverses sur titres, lorsque leur solde est débiteur.

Quotité de 90 %

- Bons du Trésor émis par adjudication et Bons du Trésor cotés en bourse, à échoir dans un délai excédant un mois.

Quotité de 80 %

- Echéances de crédits amortissables consentis à la clientèle, dont le règlement intervient dans un mois maximum.

Quotité de 60 %

- Valeurs reçues en pension de la clientèle, à échoir dans un délai n'excédant pas un mois ;

■ Crédits non amortissables consentis à la clientèle, à l'exclusion des soldes débiteurs des comptes à vue (comptes chèques et comptes courants), dont le règlement intervient dans un mois maximum ;

■ Crédits par décaissement, autres que ceux visés ci-haut, pour lesquels la banque assujettie a obtenu l'accord de mobilisation de l'Institut d'émission ;

■ Bons du Trésor pouvant servir de garantie aux avances de l'Institut d'émission, autres que ceux pris en considération à hauteur de 100% et 90%;

■ Titres de créance négociables, à échoir dans un délai excédant un mois ;

■ Obligations cotées en bourse, à échoir dans un délai excédant un mois ;

■ Obligations non cotées en bourse, à échoir dans un délai excédant un mois, dont la liquidité peut être considérée comme assurée, compte tenu notamment de la solvabilité notoire de l'entreprise émettrice.

Quotité de 40 %

■ Actions cotées en bourse.

Quotité de 20 %

■ Crédits immobiliers répondant aux conditions fixées par la loi relative à la titrisation des créances hypothécaires, pour les établissements de crédit habilités à effectuer ces opérations ;

■ Parts des fonds de placements collectifs en titrisation des créances hypothécaires ;

■ Excédent des titres à livrer sur les titres à recevoir dans le mois à venir.

ARTICLE 2

Les éléments du dénominateur du coefficient de liquidité et les quotités à hauteur desquelles ils doivent être pris en considération, sont précisés ci-après :

Quotité de 100 %

■ Excédent des dettes à vue et des dettes à échoir dans au plus un mois envers Bank Al-Maghrib, le Trésor Public, le Service des Chèques Postaux, les établissements de crédit et assimilés marocains et les organismes similaires à l'étranger, par rapport aux créances à vue et aux créances à échoir dans au plus un mois sur ces mêmes entités ;

■ Excédent des titres de créance émis, à échoir dans au plus un mois, par rapport aux titres de créance détenus, à échoir dans au plus un mois ;

■ Excédent des accords de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés marocains ou étrangers par rapport à ceux reçus de ces mêmes établissements ;

■ Opérations diverses sur titres, lorsque leur solde est créditeur.

Quotité de 80 %

■ Dépôts à terme et autres dettes à terme envers la clientèle, à échoir dans un délai n'excédant pas un mois ;

■ Dettes en instance envers la clientèle.

Quotité de 40 %

■ Comptes à vue créditeurs des entreprises.

Quotité de 30 %

■ Comptes à vue créditeurs des particuliers.

Quotité de 20 %

■ Comptes sur carnets et assimilés ;

■ Excédent des titres à recevoir sur les titres à livrer dans le mois à venir ;

■ Engagements de financement donnés, autres que ceux pris en considération à hauteur de 100%.

Quotité de 5 %

■ Engagements de garantie donnés.

ARTICLE 3

Ne sont pas pris en considération pour le calcul du numérateur du coefficient de liquidité :

- les actifs dont l'établissement de crédit ne peut disposer librement ;
- les titres d'investissement, autres que ceux à échoir dans un délai n'excédant pas un mois et ceux pouvant servir de garantie aux avances de l'Institut d'émission ;
- les titres de participation et emplois assimilés ;
- les créances (sous forme de prêts ou de titres) impayées et en souffrance ainsi que celles dont le remboursement à l'échéance paraît incertain au vu des informations dont dispose l'établissement de crédit.

ARTICLE 4

Les crédits par décaissement et les titres de créance ne sont pris en considération que s'ils ont une échéance fixe, stipulée par un document dûment établi.

ARTICLE 5

Les accords de financement reçus des établissements de crédit et assimilés ou donnés en leur faveur doivent faire l'objet d'un contrat, dûment daté et signé, comportant des clauses d'irrévocabilité et de mise à disposition à première demande durant la période de validité.

ARTICLE 6

Les actions et les parts des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) sont retenues à hauteur de la quotité applicable aux valeurs qui les composent, conformément aux dispositions de la présente circulaire, sous réserve que l'établissement de crédit soit en mesure de le justifier.

Toutefois et au cas où un établissement de crédit le souhaite, les titres susvisés peuvent être pris en considération, globalement, à hauteur de la quotité applicable à l'élément représentant la part prépondérante de chaque OPCVM.

ARTICLE 7

La Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib (DCEC) peut procéder à la révision du calcul du coefficient de liquidité lorsque les éléments retenus dans ce calcul ne remplissent pas les conditions fixées par la présente circulaire.

ARTICLE 8

Les établissements de crédit doivent établir des échéanciers, sur une série de périodes étalées sur au moins une année, afin de déterminer, sur base individuelle et consolidée, les différentes impasses nettes de liquidité, pouvant résulter de la différence entre les actifs et les exigibilités à échoir au cours des mêmes périodes et définir les actions à mettre en œuvre pour les gérer aussi bien dans le cas d'un scénario normal que dans le cas d'un scénario de crise.

ARTICLE 9

Les banques sont tenues d'adresser, mensuellement, à la DCEC la liste des 15 déposants les plus importants.

ARTICLE 10

Les banques doivent adresser, trimestriellement, à la DCEC l'état de calcul du coefficient de liquidité de leurs filiales bancaires à l'étranger établi selon les dispositions en vigueur dans le pays d'accueil, au plus tard 30 jours après sa date d'arrêté.

ARTICLE 11

Les modalités pratiques de calcul et de déclaration du coefficient de liquidité sont fixées par la DCEC.

ARTICLE 12

Les établissements de crédit qui ne respectent pas les dispositions de la présente circulaire sont passibles des sanctions pécuniaires prévues par la circulaire de Bank Al-Maghrib n° 9/G/2001 du 19 juin 2001.

ARTICLE 13

La présente circulaire entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2002. Elle annule et remplace la Décision Réglementaire n°33 relative au même objet.

Rabat, le 19/03/2002

COMMUNIQUÉ RELATIF À LA BAISSÉ DES TAUX DIRECTEURS

de Bank Al-Maghrib

Bank Al-Maghrib, sur décision de son conseil, a décidé de réduire à compter d'aujourd'hui, mardi 19 mars 2002, ses taux directeurs de 50 points de base, les ramenant à 3,75% pour les avances à 7 jours sur appels d'offres, et à 4,75% pour les avances à 5 jours à l'initiative des banques.

Cette réduction s'inscrit dans le cadre des efforts tendant à assouplir les conditions de financement de l'économie en vue de maintenir un environnement approprié pour une croissance économique substantielle, dans un contexte caractérisé par la maîtrise des équilibres interne et externe.

L'abaissement des taux directeurs ainsi décidé vise, par ailleurs, à prévenir une forte remontée des taux d'intérêt sur le marché monétaire et à stabiliser, en conséquence, les anticipations des opérateurs économiques.

**AMENDEMENT DE LA CIRCULAIRE N° 61/DAI/96
RELATIVE AU MARCHÉ DES CHANGES**

La présente circulaire a pour objet d'amender les dispositions de la circulaire N° 61/DAI/96 du 1^{er} avril 1996 relatives aux opérations de change à terme.

Aux termes de ladite circulaire, les contrats d'achat des devises à terme par la clientèle ne peuvent avoir une échéance supérieure à 90 jours pour les opérations adossées à des transactions commerciales. A compter du 13 mars 2002, l'échéance maximum de ces contrats est portée à un an.

Toutes les autres dispositions de la circulaire N° 61/DAI/96 du 1^{er} avril 1996 demeurent inchangées.

STATISTIQUES

SOMMAIRE

	Page
I. STATISTIQUES MONÉTAIRES	65
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	67
2. Engagements de Bank Al-Maghrib	68
3. Avoirs des banques	69
4. Engagements des banques	70
5. Agrégats de monnaie	71
6. Agrégats de placements liquides	72
7. Contreparties de M 3	73
8. Avoirs extérieurs nets	74
9. Créances sur l'État.....	75
10. Concours à l'économie	76
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1981 - 2001).....	77
12. Contreparties de M 3 (1981 - 2001).....	78
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib	79
14. Mouvements des chambres de compensation.....	80
II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT	81
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	83
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	84
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	86
4. Taux du marché monétaire interbancaire	87
5. 1 Taux des dépôts chez les banques	88
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale	88
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public	88
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an	89
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication	90
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire	90
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables	91
6. 1 Taux de base bancaires	92
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums	93
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit	94
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État	94
III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	95
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation	97
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail	98
IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	99
1. Indicateurs d'activité des OPCVM	101
2. Emplois et ressources consolidés du "groupe C.D.G."	102
3. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	103
4. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	104

V. MARCHÉ DES CAPITAUX	105
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire	107
2. Encours des titres de créances négociables	108
3. Indicateurs boursiers	109
VI. FINANCES PUBLIQUES	111
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	113
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations	114
3. Encours de la dette publique directe.....	116
VII. INDICES DES PRIX	117
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières	119
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	120
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	121
4. Indice du coût de la vie (385 articles).....	122
VIII. PRODUCTION	123
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	125
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	126
3. Production minière	127
4. Production énergétique.....	127
5. Balance énergétique.....	127
6. Production de céréales et superficies cultivées	128
7. Production d'autres produits agricoles.....	128
8. Pêches maritimes.....	128
7. L'activité touristique.....	129
IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	131
1. Balance commerciale.....	133
2. Importations par groupes de produits	134
3. Importations par principaux produits	135
4. Exportations par groupes de produits	138
5. Exportations par principaux produits	139
6. Répartition géographique des échanges.....	143
X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	145
XI. COURS DE CHANGE	149
1. Cours de change des devises cotées par Bank Al-Maghrib.....	151
2. Cours indicatifs des monnaies de la zone euro.....	153
XII. COMPTES DE LA NATION	155
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants)	157
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	157
3. Compte de biens et services (prix courants)	158
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	159
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	159

I - STATISTIQUES MONÉTAIRES

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (1)	Concours financiers à l'État				Total	Comptes courants postaux	Opérations de crédit					Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves	Divers	Total général
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Total (I+II)						
					Avances aux banques						Autres avances	Total (I)				
1997 Déc.	41 172	11 334	8 049	-	19 383	22	1 210	7 395	8 605	1 100	1 060	9 705	-	2 346	979	73 607
1998 Déc.	43 435	9 691	8 583	-	18 274	28	3 381	7 390	10 771	1 881	1 767	12 652	-	2 542	1 099	78 030
1999 Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514
2000 Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592
2001 Janv.	52 221	5 500	7 328	-	12 828	26	7 661	7 498	15 159	993	862	16 152	1 766	2 699	1 767	87 459
Fév.	75 787	5 500	-	-	5 500	30	6 565	7 553	14 118	1 235	1 129	15 353	2 321	2 706	1 873	103 570
Mars	76 821	5 500	-	-	5 500	27	3 915	7 553	11 468	1 405	1 341	12 873	2 321	2 607	1 093	101 242
Avril	82 005	5 500	-	-	5 500	24	1 837	7 666	9 503	1 243	1 188	10 746	1 167	2 614	1 047	103 103
Mai	83 551	5 500	-	-	5 500	15	-	7 869	7 869	1 149	1 088	9 018	51	2 629	1 068	101 832
Juin	85 137	5 500	-	292	5 792	26	-	7 922	7 922	1 095	1 029	9 017	51	2 645	1 176	103 844
Juil.	84 767	5 500	-	-	5 500	26	2 802	7 923	10 725	2 119	2 025	12 844	-	2 649	1 157	106 943
Août	91 653	5 500	2 000	402	7 902	27	3	7 991	7 994	1 013	946	9 007	-	2 658	1 088	112 335
Sept.	93 331	5 500	-	-	5 500	34	1	8 039	8 040	694	643	8 734	-	2 745	1 247	111 591
Oct	94 645	5 500	658	-	6 158	31	-	8 044	8 044	720	672	8 764	-	2 761	1 243	113 602
Nov	96 151	5 500	2 000	882	8 382	30	131	8 274	8 405	719	656	9 124	-	2 769	1 231	117 687
Déc	100 191	5 500	636	0	6 136	26	7	8 304	8 311	1 591	1 527	9 902	0	2 787	2 286	121 328
2002 Janv.	96 906	5 500	2 000	348	7 848	26	1	8 451	8 452	721	656	9 173	-	2 798	2 096	118 847
Fév.	97 749	5 500	1 834	0	7 334	30	-	8 448	8 448	1 029	965	9 477	-	2 804	2 062	119 456
Mars	98 908	5 500	0	0	5 500	30	1	8 372	8 373	1 560	1 503	9 933	-	2 806	2 447	119 624

(1) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Billets et monnaies en circulation	Engagements en devises			Dépôts et autres engagements				Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Divers	Total général	
		Engagements envers l'étranger ⁽¹⁾	Compte de dépôt en devises des banques	Total	dont :								
					Compte courant du Trésor ⁽²⁾	Comptes des banques	Comptes de reprise de liquidités	Comptes des particuliers					
1997 Déc.	51 062	817	374	1 191	12 160	1	9 779	-	2 127	434	4 713	4 047	73 607
1998 Déc.	53 247	725	742	1 467	14 001	1	11 451	-	2 384	434	4 791	4 090	78 030
1999 Déc.	60 067	826	2 323	3 149	14 107	1	11 064	-	2 989	434	4 891	3 866	86 514
2000 Déc.	61 444	893	2 162	3 055	15 629	1	13 766	-	1 789	434	5 021	4 009	89 592
2001 Janv.	59 765	963	2 516	3 479	14 462	1	12 691	-	1 754	434	5 021	4 298	87 459
Fév.	61 466	912	2 650	3 562	28 817	12 962	13 490	-	2 351	434	5 021	4 270	103 570
Mars	61 651	952	2 889	3 841	27 281	9 867	14 221	-	2 755	434	5 266	2 769	101 242
Avril	61 558	975	3 441	4 416	24 743	7 956	13 095	-	2 948	434	5 266	6 686	103 103
Mai	61 993	974	4 218	5 192	22 513	5 072	13 095	1 400	2 932	434	5 266	6 434	101 832
Juin	62 992	952	3 978	4 930	23 393	4 001	16 432	-	2 933	434	5 266	6 829	103 844
Juil.	66 875	965	3 912	4 877	22 073	5 375	14 217	-	2 466	434	5 266	7 418	106 943
Août	68 829	914	5 090	6 004	24 858	6 001	14 860	1 500	2 480	434	5 266	6 944	112 335
Sept.	66 937	907	5 141	6 048	25 892	6 343	14 103	3 100	2 329	434	5 266	7 014	111 591
Oct.	66 740	896	4 177	5 073	28 887	8 001	14 392	4 000	2 476	434	5 166	7 302	113 602
Nov.	66 910	916	4 002	4 918	32 602	10 001	17 228	3 000	2 362	434	5 166	7 657	117 687
Déc.	69 595	927	3 257	4 184	33 116	10 001	16 535	4 000	2 569	434	5 166	8 833	121 328
2002 Janv.	68 185	943	2 977	3 920	32 615	10 001	16 169	4 650	1 786	434	5 166	8 527	118 847
Fév.	70 970	950	3 790	4 740	29 717	10 001	15 111	2 000	2 595	434	5 166	8 429	119 456
Mars	68 642	901	3 653	4 554	32 171	11 925	16 918	-	2 876	434	5 166	8 657	119 624

(1) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

(2) Y compris le compte courant du Fonds HASSAN II pour le développement économique et social.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspondants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État				Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobilisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total	
	dont :			dont :													
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	Certificats de dépôts acquis par les banques					Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations souscrits par les banques ⁽¹⁾	Bons des sociétés de financement détenus par les banques						
1997 Déc.	12 302	(291)	(9 783)	(75)	2 926	3 412	58 541	151 203	7 007	(1 344)	(826)		6 645	9 002	-	251 038	
1998 Déc.	13 937	(377)	(10 682)	(180)	3 896	4 215	58 434	167 602	8 345	(2 075)	(893)		8 216	9 377	-	274 022	
1999 Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	(133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Déc.	19 658	(582)	(13 467)	(96)	5 326	5 774	61 633	199 138	8 543	(1 751)	(977)	(5 377)	(438)	10 605	10 273	-	320 950
2001 Janv.	18 142	(402)	(12 081)	(193)	4 363	6 419	65 534	198 227	8 618	(1 922)	(915)	(5 474)	(307)	10 819	10 376	-	322 498
Fév.	19 633	(458)	(13 370)	(155)	4 291	5 122	64 575	198 678	9 993	(1 774)	(1 025)	(6 910)	(284)	10 956	10 084	-	323 332
Mars	20 593	(457)	(13 810)	(175)	3 927	5 043	63 112	200 158	10 923	(2 382)	(916)	(6 908)	(717)	11 037	9 969	-	324 762
Avril	20 281	(626)	(12 762)	(142)	3 673	5 804	62 872	199 504	11 149	(2 320)	(1 358)	(6 728)	(743)	11 028	10 083	-	324 394
Mai	22 384	(402)	(14 432)	(172)	3 859	6 220	62 245	201 484	11 071	(2 303)	(1 314)	(6 726)	(728)	10 981	10 196	-	328 440
Juin	23 148	(433)	(15 149)	(147)	3 789	5 626	60 820	204 360	11 494	(2 315)	(1 320)	(6 890)	(969)	11 096	10 162	-	330 495
Juil.	23 135	(1 038)	(14 270)	(167)	3 191	6 488	63 503	206 028	11 481	(2 301)	(1 022)	(7 221)	(937)	11 139	10 323	-	335 288
Août	27 126	(824)	(16 822)	(227)	5 857	5 294	62 985	204 696	11 004	(1 707)	(983)	(7 315)	(999)	11 435	10 433	-	338 830
Sept.	27 661	(638)	(17 760)	(245)	6 006	6 516	63 542	204 565	11 062	(1 739)	(1 039)	(7 291)	(993)	11 924	10 487	-	341 763
Oct	28 970	(588)	(18 985)	(1 229)	3 453	6 058	65 891	207 248	10 729	(1 809)	(555)	(7 363)	(1 002)	11 907	10 617	-	344 873
Nov	29 880	(494)	(20 447)	(1 431)	3 041	6 165	67 341	207 250	10 991	(1 809)	(892)	(7 314)	(976)	12 137	10 710	-	347 515
Déc	29 070	(761)	(20 528)	(843)	3 241	5 805	72 318	207 013	10 782	(1 809)	(621)	(7 339)	(1 013)	12 019	10 854	-	351 102
2002 Janv.	28 523	(410)	(20 794)	(879)	3 007	5 526	72 610	206 078	11 736	(1 809)	(1 462)	(7 438)	(1 027)	12 553	10 710	-	350 743
Fév.	25 379	(534)	(16 673)	(539)	2 952	5 561	73 945	208 245	11 956	(1 759)	(1 735)	(7 436)	(1 026)	12 566	10 774	-	351 378
Mars	25 260	(461)	(17 040)	(729)	3 070	5 515	72 779	205 884	11 668	(1 729)	(1 526)	(7 420)	(993)	12 600	10 432	-	347 208

(1) Il s'agit des bons et obligations de la B.N.D.E. , du C.I.H. de la C.N.C.A. et du F.E.C.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle				Total	Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts nets auprès des organismes financiers	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts																
1997 Déc.	50 915	(20 094)	25 754	5 329	81 998	21 430	63 527	2 874	(594)	1 206	8 206	916	2 203	13 825	14 901	1 210	12 130	23 716	2 896	#####
1998 Déc.	57 821	(22 461)	27 053	5 718	90 592	24 193	64 504	4 807	(610)	1 082	9 234	529	3 194	13 817	13 716	3 381	12 944	26 937	5 092	#####
1999 Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	#####
2000 Déc.	103 306	(26 619)	-	9 827	113 133	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 107	2 380	3 891	11 808	13 083	7 161	17 316	29 480	2 094	#####
2001 Janv.	100 597	(26 583)	-	9 599	110 196	29 486	76 227	5 314	(886)	505	10 687	4 184	3 884	11 794	13 043	7 661	17 840	29 532	2 145	#####
Fév.	102 122	(26 988)	-	8 981	111 103	29 597	76 313	5 340	(886)	481	11 545	2 949	3 889	11 759	13 121	6 565	18 411	30 601	1 658	#####
Mars	104 296	(27 555)	-	10 178	114 474	29 942	76 220	5 297	(886)	521	11 360	3 804	3 680	11 326	13 095	3 915	19 624	30 495	1 009	#####
Avril	103 176	(27 926)	-	10 563	113 739	30 374	76 800	5 200	(887)	568	11 166	5 344	4 038	11 360	13 107	1 837	19 775	30 504	582	#####
Mai	106 116	(28 856)	-	11 999	118 115	30 663	77 522	5 448	(898)	595	11 352	4 959	4 087	11 203	12 928	-	20 000	31 169	399	#####
Juin	110 309	(30 027)	-	10 921	121 230	30 829	76 034	5 486	(901)	688	11 399	4 368	4 382	11 775	12 415	-	19 983	30 812	1 094	#####
Juil.	112 419	(31 633)	-	10 633	123 052	31 247	75 786	5 485	(944)	654	11 083	3 373	3 780	11 529	12 334	2 802	19 958	31 297	2 908	#####
Août	113 634	(31 706)	-	11 396	125 030	31 489	76 445	4 891	(985)	647	13 132	5 727	3 778	11 266	12 247	3	19 993	31 294	2 888	#####
Sept.	115 147	(31 327)	-	10 288	125 435	31 831	78 333	4 941	(980)	648	13 581	6 022	3 788	11 179	12 178	1	19 992	32 293	1 541	#####
Oct	116 233	(31 549)	-	10 260	126 493	32 361	81 139	5 021	(970)	633	11 430	4 197	3 641	10 801	12 250	-	20 943	32 757	3 207	#####
Nov	117 594	(32 087)	-	10 325	127 919	32 597	83 385	5 059	(977)	784	11 132	3 788	3 518	10 533	12 108	131	20 736	32 534	3 291	#####
Déc	122 788	(32 819)	-	10 445	133 233	33 005	83 318	4 967	(976)	641	10 547	2 329	3 240	10 212	12 035	7	22 037	32 574	2 957	#####
2002 Janv.	118 878	(33 412)	-	9 786	128 664	33 422	83 648	4 956	(959)	711	10 784	3 111	3 617	10 190	12 705	1	22 045	32 586	4 303	#####
Fév.	120 256	(34 430)	-	9 030	129 286	33 770	83 045	4 923	(959)	717	10 754	2 993	3 571	10 123	12 598	-	22 423	32 593	4 582	#####
Mars	120 533	(34 019)	-	10 238	130 771	33 951	81 763	4 894	(957)	698	11 316	1 445	3 759	9 895	12 440	1	22 538	32 170	1 567	#####

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants".

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3												
	Agrégat M 2												
	Agrégat M 1							M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue			M 2 = M 1 + Placements à vue	M 3 = M 2 + Placements à terme
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale					Total		Comptes sur carnets auprès des banques	Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale	Total			Placements à terme^{(1)}
Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib		Comptes créditeurs à vue auprès des banques	Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes créditeurs à vue auprès de la Trésorerie générale	Total								
1997 Déc.	48 662	2 127	81 998	1 871	6 202	92 198	140 860	21 430	4 553	25 983	166 843	64 121	230 964
1998 Déc.	50 644	2 384	90 592	2 122	4 530	99 628	150 272	24 193	5 330	29 523	179 795	65 114	244 909
1999 Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	27 348	5 721	33 069	200 597	69 389	269 986
2000 Déc.	58 169	1 789	113 133	2 486	5 686	123 094	181 263	29 032	6 208	35 240	216 503	76 281	292 784
2001 Janv.	56 893	1 754	110 196	2 351	5 686	119 987	176 880	29 486	6 245	35 731	212 611	77 113	289 724
Fév.	58 705	2 351	111 103	3 437	5 686	122 577	181 282	29 597	6 238	35 835	217 117	77 199	294 316
Mars	58 530	2 755	114 474	3 031	5 686	125 946	184 476	29 942	6 272	36 214	220 690	77 106	297 796
Avril	58 534	2 948	113 739	3 015	5 686	125 388	183 922	30 374	6 281	36 655	220 577	77 687	298 264
Mai	59 033	2 932	118 115	3 157	5 686	129 890	188 923	30 663	6 413	37 076	225 999	78 420	304 419
Juin	59 852	2 933	121 230	3 104	5 686	132 953	192 805	30 829	6 391	37 220	230 025	76 935	306 960
Juil.	63 451	2 466	123 052	3 059	5 686	134 263	197 714	31 247	6 383	37 630	235 344	76 730	312 074
Août	65 080	2 480	125 030	3 071	5 686	136 267	201 347	31 489	6 374	37 863	239 210	77 430	316 640
Sept.	63 436	2 329	125 435	3 067	5 686	136 517	199 953	31 831	6 415	38 246	238 199	79 313	317 512
Oct	63 385	2 476	126 493	2 550	5 686	137 205	200 590	32 361	6 470	38 831	239 421	82 109	321 530
Nov	63 747	2 362	127 919	2 537	5 686	138 504	202 251	32 597	6 498	39 095	241 346	84 362	325 708
Déc	66 025	2 569	133 225	2 599	5 686	144 079	210 104	33 006	6 576	39 582	249 686	84 294	333 980
2002 Janv.	64 957	1 786	128 664	2 694	5 686	138 830	203 787	33 422	6 642	40 064	243 851	84 607	328 458
Fév.	67 276	2 595	129 286	2 556	5 686	140 123	207 399	33 770	6 681	40 451	247 850	84 004	331 854
Mars	65 479	2 876	130 674	2 600	5 686	141 836	207 315	33 951	6 723	40 674	247 989	82 720	330 709

(1) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (*)

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1				Total	Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois	Bons du Trésor négociables (1)	Billets de Trésorerie	Bons émis par les sociétés de financement		Titres émis par les OPCVM obligations	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés	Total	
1997 Déc.	8 248	11 363	-	210	19 821	2 708	2 708	3 057	3 057	25 586
1998 Déc.	7 767	10 496	-	225	18 488	9 154	9 154	6 590	6 590	34 232
1999 Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
2000 Déc.	3 988	7 307	-	125	11 420	12 722	12 722	3 214	3 214	27 356
2001 Janv.	4 059	8 279	-	147	12 485	14 930	14 930	2 796	2 796	30 211
Fév.	4 298	7 438	-	156	11 892	15 775	15 775	2 986	2 986	30 653
Mars	4 372	7 783	-	171	12 326	18 223	18 223	2 962	2 962	33 511
Avril	4 877	6 856	-	184	11 917	19 004	19 004	3 370	3 370	34 291
Mai	5 219	7 085	-	196	12 500	18 446	18 446	2 650	2 650	33 596
Juin	5 349	6 730	-	238	12 317	20 312	20 312	2 643	2 643	35 272
Juil.	5 651	6 380	-	258	12 289	19 410	19 410	2 472	2 472	34 171
Août	6 063	6 911	-	252	13 226	20 769	20 769	2 513	2 513	36 508
Sept.	6 474	5 871	-	254	12 599	19 205	19 205	2 283	2 283	34 087
Oct	7 477	5 703	-	260	13 440	17 962	17 962	1 888	1 888	33 290
Nov	8 609	6 716	-	260	15 585	18 833	18 833	1 838	1 838	36 256
Déc	9 407	6 538	-	261	16 206	17 111	17 111	1 936	1 936	35 253
2002 Janv.	9 787	5 799	-	265	15 851	20 477	20 477	1 872	1 872	38 200
Fév.	10 139	6 126	16	268	16 549	21 319	21 319	2 238	2 238	40 106
Mars	10 737	5 870	16	268	16 891	24 284	24 284	2 280	2 280	43 455

(*) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers. Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications .

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M 3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)											Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)
				Crédit intérieur global								Ressources à caractère non monétaire (à déduire)					
	Créances sur l'État				Concours à l'économie			Total (A+B+C)									
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)		de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)		Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)				
1997 Déc.	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998 Déc.	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999 Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001 Janv.	51 258	2 432	53 690	14 676	65 727	8 037	88 440	7 498	199 449	206 947	6 245	301 632	60 026	241 606	295 296	-5 572	289 724
Fév.	74 875	1 210	76 085	-4 787	64 730	9 123	69 066	7 553	199 987	207 540	6 238	282 844	60 796	222 048	298 133	-3 817	294 316
Mars	75 869	1 299	77 168	-1 483	63 287	8 717	70 521	7 553	201 791	209 344	6 272	286 137	62 026	224 111	301 279	-3 483	297 796
Avril	81 030	1 824	82 854	- 882	63 014	8 701	70 833	7 666	201 605	209 271	6 281	286 385	63 624	222 761	305 615	-7 351	298 264
Mai	82 577	1 940	84 517	777	62 417	8 843	72 037	7 869	203 526	211 395	6 413	289 845	63 966	225 879	310 396	-5 977	304 419
Juin	84 185	989	85 174	2 092	60 967	8 790	71 849	7 922	206 649	214 571	6 391	292 811	62 986	229 825	314 999	-8 039	306 960
Juil.	83 802	3 092	86 894	1 371	63 670	8 745	73 786	7 923	207 987	215 910	6 383	296 079	61 886	234 193	321 087	-9 013	312 074
Août	90 739	1 093	91 832	2 069	63 212	8 757	74 038	7 991	206 678	214 669	6 374	295 081	63 466	231 615	323 447	-6 807	316 640
Sept.	92 424	2 718	95 142	- 971	63 787	8 753	71 569	8 039	206 597	214 636	6 415	292 620	63 996	228 624	323 766	-6 254	317 512
Oct	93 749	2 372	96 121	-1 945	67 120	8 236	73 411	8 044	208 805	216 849	6 470	296 730	63 071	233 659	329 780	-8 250	321 530
Nov	95 235	2 357	97 592	-1 738	68 772	8 223	75 257	8 274	209 118	217 392	6 498	299 147	61 522	237 625	335 217	-9 509	325 708
Déc	99 264	2 685	#####	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 883	240 973	342 922	-8 942	333 980
2002 Janv.	95 963	1 608	97 571	-2 276	73 489	8 380	79 593	8 451	208 567	217 018	6 642	303 253	61 930	241 323	338 894	-10 436	328 458
Fév.	96 799	1 807	98 606	-2 477	74 484	8 242	80 249	8 448	211 006	219 454	6 681	306 384	61 957	244 427	343 033	-11 179	331 854
Mars	98 007	1 519	99 526	-5 697	73 572	8 286	76 161	8 372	208 340	216 712	6 723	299 596	60 122	239 474	339 000	-8 291	330 709

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'Etat et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib											Avoirs extérieurs nets des banques			Total des avoirs extérieurs nets	
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs				Total (I-II)	Avoirs extérieurs bruts (1)	Engagements extérieurs (2)		Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A.	devises inconvertibles	Total (I)	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total (II)						
1997 Déc.	1 950	38 161	12	761	270	18	41 172	193	624	817	40 355	3 703	3 409	294	40 649	
1998 Déc.	1 950	40 407	30	761	269	18	43 435	194	531	725	42 710	4 592	4 276	316	43 026	
1999 Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
2000 Déc.	1 955	48 742	1 268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 356	4 322	2 034	54 685	
2001 Janv.	1 955	47 433	1 255	1 294	284	-	52 221	194	769	963	51 258	6 821	4 389	2 432	53 690	
Fév.	1 955	71 018	1 235	1 294	285	-	75 787	194	718	912	74 875	5 580	4 370	1 210	76 085	
Mars	1 956	72 048	1 237	1 294	286	-	76 821	194	758	952	75 869	5 500	4 201	1 299	77 168	
Avril	1 956	77 148	1 306	1 294	301	-	82 005	194	781	975	81 030	6 430	4 606	1 824	82 854	
Mai	1 956	78 652	1 339	1 293	310	-	83 551	194	780	974	82 577	6 622	4 682	1 940	84 517	
Juin	1 956	80 282	1 299	1 293	306	-	85 137	194	758	952	84 185	6 059	5 070	989	85 174	
Juil.	1 956	80 041	1 174	1 294	302	-	84 767	194	771	965	83 802	7 526	4 434	3 092	86 894	
Août	1 956	86 968	1 136	1 294	299	-	91 653	194	720	914	90 739	6 118	5 025	1 093	91 832	
Sept.	1 956	88 641	1 140	1 294	300	-	93 331	194	713	907	92 424	7 154	4 436	2 718	95 142	
Oct	1 957	89 634	1 460	1 294	300	-	94 645	194	702	896	93 749	6 646	4 274	2 372	96 121	
Nov	1 957	91 141	1 458	1 294	301	-	96 151	194	722	916	95 235	6 659	4 302	2 357	97 592	
Déc	1 957	95 214	1 426	1 294	300	-	100 191	194	733	927	99 264	6 566	3 881	2 685	101 949	
2002 Janv.	1 957	92 023	1 330	1 294	302	-	96 906	194	749	943	95 963	5 936	4 328	1 608	97 571	
Fév.	1 957	92 866	1 331	1 294	301	-	97 749	194	756	950	96 799	6 095	4 288	1 807	98 606	
Mars	1 957	94 028	1 328	1 294	301	-	98 908	194	707	901	98 007	5 976	4 457	1 519	99 526	

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers.

Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Créances des banques				Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib									Portefeuille d'effets publics						
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)	Total créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Total (I)	Bons du Trésor en comptes courants	Emprunts d'État	Total	Dépôts des banques auprès du Trésor			Total (II)
1997 Déc.	19 383	-	1 060	22	20 465	785	19 680		19 680	57 056	1 485	58 541	75	58 616	8 073	86 369
1998 Déc.	18 274	-	1 767	28	20 069	825	19 244		19 244	56 504	1 930	58 434	180	58 614	6 652	84 510
1999 Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
2000 Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934
2001 Janv.	12 828	-	862	26	13 716	806	12 910	1 766	14 676	...	...	65 534	193	65 727	8 037	88 441
Fév.	5 500	-	1 129	30	6 659	13 767	-7 108	2 321	-4 787	...	...	64 575	155	64 730	9 123	69 066
Mars	5 500	-	1 341	27	6 868	10 672	-3 804	2 321	-1 483	...	...	63 112	175	63 287	8 717	70 521
Avril	5 500	-	1 188	24	6 712	8 761	-2 049	1 167	- 882	...	...	62 872	142	63 014	8 701	70 833
Mai	5 500	-	1 088	15	6 603	5 877	726	51	777	...	...	62 245	172	62 417	8 843	72 037
Juin	5 500	292	1 029	26	6 847	4 806	2 041	51	2 092	...	...	60 820	147	60 967	8 790	71 849
Juil.	5 500	-	2 025	26	7 551	6 180	1 371	-	1 371	...	...	63 503	167	63 670	8 745	73 786
Août	7 500	402	946	27	8 875	6 806	2 069	-	2 069	...	...	62 985	227	63 212	8 757	74 038
Sept.	5 500	-	643	34	6 177	7 148	- 971	-	- 971	...	...	63 542	245	63 787	8 753	71 569
Oct	6 158	-	672	31	6 861	8 806	-1 945	-	-1 945	...	...	65 891	1 229	67 120	8 236	73 411
Nov	7 500	882	656	30	9 068	10 806	-1 738	-	-1 738	...	...	67 341	1 431	68 772	8 223	75 257
Déc	6 136	-	1 527	26	7 689	10 806	-3 117	-	-3 117	...	...	72 318	843	73 161	8 285	78 329
2002 Janv.	7 500	348	656	26	8 530	10 806	-2 276	-	-2 276	...	...	72 610	879	73 489	8 380	79 593
Fév.	7 334	-	965	30	8 329	10 806	-2 477	-	-2 477	...	...	73 945	539	74 484	8 242	80 249
Mars	5 500	-	1 503	30	7 033	12 730	-5 697	-	-5 697	...	...	72 843	729	73 572	8 286	76 161

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créditeur du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

(3) Contrepartie des comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (*)

(en millions de dirhams)

Date	Concours à l'économie														
	Concours des banques													Crédits de Bank Al-Maghrib	Total
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques	Total			
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total					
2000 Déc	75 590	45 227	27 023	8 003	4 283	30 927	191 053	8 085	438	8 523	977	200 553	7 471	208 024	
2001 Janv.	74 519	45 006	26 978	7 950	3 160	31 795	189 408	8 819	307	9 126	915	199 449	7 498	206 947	
Fév.	74 038	45 485	27 101	8 020	3 559	31 711	189 914	8 764	284	9 048	1 025	199 987	7 553	207 540	
Mars	72 502	46 336	27 373	8 030	4 096	33 170	191 507	8 651	717	9 368	916	201 791	7 553	209 344	
Avril	72 710	44 856	26 809	8 029	3 111	35 124	190 639	8 865	743	9 608	1 358	201 605	7 666	209 271	
Mai	74 359	45 344	27 681	8 093	2 550	34 739	192 766	8 718	728	9 446	1 314	203 526	7 869	211 395	
Juin	73 036	48 023	28 181	8 162	3 261	34 901	195 564	8 796	969	9 765	1 320	206 649	7 922	214 571	
Juil.	74 811	46 557	28 523	8 319	3 887	35 139	197 236	8 792	937	9 729	1 022	207 987	7 923	215 910	
Août	73 263	45 893	29 329	8 400	3 050	35 288	195 223	9 473	999	10 472	983	206 678	7 991	214 669	
Sept.	72 199	46 457	29 798	8 384	2 972	34 929	194 739	9 826	993	10 819	1 039	206 597	8 039	214 636	
Oct	73 861	44 369	30 161	8 328	3 028	35 907	195 654	11 594	1 002	12 596	555	208 805	8 044	216 849	
Nov	73 065	44 180	30 403	8 222	3 768	36 048	195 686	11 564	976	12 540	892	209 118	8 274	217 392	
Déc	72 440	45 371	30 699	8 283	3 396	35 699	195 888	11 125	1 013	12 138	621	208 647	8 304	216 951	
2002 Janv.	71 554	45 137	31 384	8 256	3 066	35 661	195 058	11 020	1 027	12 047	1 462	208 567	8 451	217 018	
Fév.	71 854	44 695	31 722	8 274	4 308	35 836	196 689	11 556	1 026	12 582	1 735	211 006	8 448	219 454	
Mars	70 212	45 068	32 320	8 257	3 913	34 621	194 391	11 493	993	12 486	1 463	208 340	8 372	216 712	

(*) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1981 -2001) ^(*)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme	PL 1 ⁽³⁾	PL 2 ⁽⁴⁾	PL 3 ⁽⁵⁾	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue ⁽¹⁾	M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽²⁾					
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total								
1981	11 121	16 106	27 227	1 353	28 580	6 664	35 244	186	-	-	186
1982	12 023	17 584	29 607	1 735	31 342	7 654	38 996	336	-	-	336
1983	13 635	20 345	33 980	2 259	36 239	10 227	46 466	351	-	-	351
1984	14 770	22 305	37 075	2 744	39 819	11 373	51 192	359	-	-	359
1985	16 194	26 570	42 764	3 136	45 900	14 416	60 316	2 641	-	-	2 641
1986	18 694	31 361	50 055	4 160	54 215	15 851	70 066	6 229	-	-	6 229
1987	20 003	34 718	54 721	5 891	60 612	16 485	77 097	9 612	-	-	9 612
1988	21 913	40 335	62 248	7 573	69 821	18 867	88 688	10 308	-	-	10 308
1989	24 814	44 460	69 274	9 317	78 591	21 441	100 032	13 485	-	-	13 485
1990	29 543	53 115	82 658	11 491	94 149	24 883	119 032	15 739	-	-	15 739
1991	34 269	60 352	94 621	14 051	108 672	31 190	139 862	14 504	-	-	14 504
1992	35 744	64 939	100 683	14 913	115 596	37 467	153 063	15 564	-	-	15 564
1993	37 202	68 576	105 778	15 959	121 737	43 986	165 723	16 837	-	-	16 837
1994	41 021	76 163	117 184	18 685	135 869	47 464	183 333	21 849	-	-	21 849
1995	43 154	81 329	124 483	21 279	145 762	52 494	198 256	22 910	-	8	22 918
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 283	211 542	23 158	220	1 696	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	39 351
2000	58 169	123 094	181 263	35 240	216 503	76 281	292 784	11 420	12 722	3 214	27 356
2001	66 025	144 079	210 104	39 582	249 686	84 294	333 980	16 206	17 111	1 936	35 253

(*) Avoirs des personnes physiques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie).

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations .

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 (1981 - 2001)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)										Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)	
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Crédit intérieur global													
				Créances sur l'Etat				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)				
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1981	86	2	88	9 722	8 552	1 747	20 021	425	22 886	23 311	482	43 814	7 119	36 695	36 783	-1 539	35 244
1982	743	48	791	8 336	9 185	1 844	19 365	682	26 406	27 088	552	47 005	7 324	39 681	40 472	-1 476	38 996
1983	- 56	35	- 21	10 924	12 423	1 715	25 062	1 034	30 169	31 203	626	56 891	9 094	47 797	47 776	-1 310	46 466
1984	300	70	370	10 857	13 107	1 926	25 890	1 675	34 557	36 232	719	62 841	10 523	52 318	52 688	-1 496	51 192
1985	972	137	1 109	10 048	17 888	2 028	29 964	3 079	39 311	42 390	780	73 134	12 219	60 915	62 024	-1 708	60 316
1986	1 705	- 18	1 687	9 558	25 138	2 301	36 997	5 184	43 184	48 368	897	86 262	15 285	70 977	72 664	-2 598	70 066
1987	2 985	228	3 213	8 799	28 277	2 925	40 001	5 835	46 588	52 423	1 053	93 477	17 750	75 727	78 940	-1 843	77 097
1988	4 292	254	4 546	10 078	32 690	4 347	47 115	6 033	52 411	58 444	1 236	106 795	21 011	85 784	90 330	-1 642	88 688
1989	3 951	137	4 088	10 614	37 701	4 988	53 303	6 699	59 418	66 117	1 428	120 848	22 703	98 145	102 233	-2 201	100 032
1990	16 600	612	17 212	11 517	34 575	5 208	51 300	6 814	71 000	77 814	1 663	130 777	27 483	103 294	120 506	-1 474	119 032
1991	24 435	637	25 072	12 116	35 346	6 274	53 736	6 845	87 850	94 695	1 917	150 348	32 144	118 204	143 276	-3 414	139 862
1992	31 504	590	32 094	9 924	41 427	6 151	57 502	7 001	99 079	106 080	2 150	165 732	40 301	125 431	157 525	-4 462	153 063
1993	36 900	735	37 635	9 936	46 295	6 532	62 763	7 045	104 747	111 792	2 342	176 897	45 480	131 417	169 052	-3 329	165 723
1994	40 753	299	41 052	8 185	54 747	6 783	69 715	7 307	114 796	122 103	2 754	194 572	48 072	146 500	187 552	-4 219	183 333
1995	32 348	426	32 774	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 982	136 601	3 292	218 080	49 854	168 226	201 000	-2 744	198 256
1996	35 214	166	35 380	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 172	180 773	216 153	-4 610	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001	99 264	2 685	101 949	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 883	240 973	342 922	-8 942	333 980

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

	2000			2001			2002		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	3 027	5 918	-2 891	4 448	6 127	-1 679	5 706	7 127	-1 421
Février	3 647	4 528	- 881	5 547	3 846	1 701	7 017	4 230	2 787
Mars	5 820	4 225	1 595	5 603	5 415	188	4 198	6 529	-2 331
Avril	4 102	4 390	- 288	5 026	5 119	- 93			
Mai	3 920	4 758	- 838	5 490	5 057	433			
Juin	4 805	3 899	906	5 437	4 437	1 000			
Juillet	6 433	3 527	2 906	7 920	4 038	3 882			
Août	5 641	4 698	943	7 511	5 556	1 955			
Septembre	4 134	5 543	-1 409	4 186	6 417	-2 231			
Octobre	4 330	5 005	- 675	5 815	6 011	- 197			
Novembre	4 675	4 754	- 79	5 413	5 243	170			
Décembre	5 358	3 204	2 154	7 105	4 420	2 685			
Total	55 892	54 449	1 443	69 501	61 687	7 814			

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION

(en millions de dirhams)

Période	Chèques compensés (1)	Effets compensés (1)	Virements	Total
Année 1990	205 374	53 654	81 145	340 173
" 1991	236 863	55 277	85 590	377 730
" 1992	265 870	56 586	91 478	413 934
" 1993	264 973	49 945	90 541	405 459
" 1994	289 115	40 473	104 251	433 839
" 1995	312 092	41 650	112 375	466 117
" 1996	328 226	41 733	127 739	497 698
" 1997	355 284	44 073	184 724	584 081
" 1998	374 491	48 265	233 637	656 393
" 1999	416 715	49 608	294 711	761 033
" 2000	421 060	52 611	318 634	792 305
" 2001	428 089	56 758	363 438	848 285
2000 Janvier	32 869	4 891	23 178	60 938
Février	34 977	4 362	20 979	60 318
Mars	36 695	4 492	23 689	64 876
Avril	32 355	3 773	20 360	56 488
Mai	38 352	4 468	27 549	70 369
Juin	35 836	4 225	30 460	70 521
Juillet	38 353	4 475	30 874	73 702
Août	36 032	4 396	27 601	68 029
Septembre	34 967	4 808	32 790	72 565
Octobre	35 296	4 465	28 504	68 265
Novembre	34 311	4 664	26 167	65 142
Décembre	31 017	3 592	26 483	61 092
2001 Janvier	37 102	5 515	33 633	76 250
Février	35 098	4 434	26 664	66 196
Mars	32 300	3 708	27 436	63 444
Avril	38 134	5 233	25 133	68 500
Mai	37 677	4 724	31 928	74 329
Juin	32 734	3 763	28 469	64 966
Juillet	37 307	5 166	30 349	72 822
Août	36 436	4 998	32 192	73 626
Septembre	33 405	4 129	26 994	64 528
Octobre	40 197	5 858	36 117	82 172
Novembre	34 421	4 588	33 369	72 378
Décembre	33 278	4 641	31 155	69 074
2002 Janvier	38 226	4 945	33 154	76 325
Février	32 321	4 481	30 747	67 548
Mars	33 977	4 264	33 677	71 918

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT

II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB (*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾											Interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire						
	Monnaie "Banque centrale"							Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrib	Concours de Bank Al-Maghrib au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrib	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market ⁽³⁾	Reprises de liquidités ⁽⁴⁾	Total ⁽⁵⁾
	Billets et monnaies	Comptes			Comptes de dépôt en devises des banques	Autres	Sous- total											
		banques	Trésor ⁽²⁾	Total														
1998 Déc.	+418			-685		-56	-323	+253	-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398			+821
1999 Déc.	-1 185			-438		-160	-1 783	-103	-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588	+2 311	+1 994
2000 Déc.	-551			+636	-2 586	-55	-2 556	+2 869	-228	+31	-819	-703	-161	+234	-	+630	-	+703
2001																		
Jan.	-591	-384	-	- 975	-338	+19	-1 294	-652	-52	+102	-673	-2 569	+2 598	-245	-1	+242	-25	+2 569
Fév.	+640	-95	-3 827	-3 282	131	-179	-3 330	+5 702	-4 184	-3	+457	-1 358	+224	+611	-	+498	+25	+1 358
Mars	-2 552	-68	-7 530	-10 150	-183	-711	-11 044	+18 733	-5 037	+38	-231	+2 459	-2 120	-628	+12	+277	-	-2 459
Avr.	+1 110	+1 012	+2 035	+4 157	-438	-1 329	+2 390	+2 231	+68	+40	-765	+3 964	-3 504	-86	-11	-288	-75	-3 964
Mai	-293	-952	+2 613	+1 368	-1 248	+689	809	+4 511	-231	+136	-2 716	+2 509	-1 000	+98	-	-1 144	-463	-2 509
Juin	-993	-1 431	+1 834	- 590	+285	+456	151	+942	+503	+131	-139	+1 588	-650	-122	+3	-837	+18	-1 588
Juil.	-2 495	+2 507	+47	+59	+865	+231	+1 155	-1 642	-342	+61	-188	-956	+700	-13	-1	-	+270	+956
Août	-3 486	-2 544	-898	-6 928	-1 132	+161	-7 899	+5 807	+1 223	+18	+121	-730	+836	-4	-1	-51	-50	+730
Sept.	+1 111	+178	-546	+743	-171	+92	+664	+3 964	-1 116	+56	+154	+3 723	-1 536	-42	+5	-	-2 150	-3 723
Oct.	+612	-369	-1 003	- 760	+6	-92	-846	+1 479	-57	+2	-116	+462	-	-	-	-	-462	-462
Nov.	+34	-803	-1 441	-2 210	+871	+166	-1 173	+907	+278	+124	-28	+108	-	+120	+19	-	-247	-108
Déc.	-1 633	+386	-2 803	-4 050	-157	-133	-4 340	+3 650	-604	+151	-324	-1 467	-	+33	-14	-	+1 448	+1 467
2002																		
Jan.	- 541	- 425	+1 517	+ 551	+ 684	+ 143	+1 378	-1 245	+2 488	+20	+ 249	+2 890	-	-153	-7	-	-2 730	-2 890
Fév.	- 493	+456	- 273	- 310	-201	+ 68	- 443	- 291	-740	+73	-535	-1 936	-	-	+19	-	+1 917	+1 936
Mars	+215	- 449	-1 025	-1 259	-371	-607	-2 237	+1 622	-1 021	- 22	-198	-1 856	-	-	-22	+63	+1 815	+1 856

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Le signe (-) correspond à une ponction de liquidités et le signe (+) à une remise de liquidités.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrib et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrib

II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2001 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidité	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs			
29 décembre 2000 au 3 janvier 2001	5 400	1 219	-	3	-	-	6 622
4 au 11 janvier	6 400	52	-	2	-	-	6 454
12 au 17 janvier	7 200	88	-	1	-	-	7 289
18 au 24 janvier	7 200	317	-	-	-	-43	7 474
25 au 31 janvier	7 400	255	-	-	57	-	7 712
1 au 7 février	7 361	363	-	5	82	-	7 811
8 au 14 février	7 610	693	-	1	-	-	8 304
15 au 21 février	7 560	1 060	-	-	-	-	8 620
22 au 28 février	6 564	552	-	2	-	-	7 118
1 au 7 mars	6 254	37	-	2	-	-	6 293
8 au 14 mars	5 816	546	-	1	-	-	6 363
15 au 21 mars	5 700	91	-	18	-	-	5 809
22 au 28 mars	4 100	-	-	-	-	-	4 100
29 mars au 4 avril.....	3 900	-	-	7	-	-	3 907
5 au 11 avril.....	2 400	-	-	1	-171	-	2 230
12 au 18 avril.....	1 700	-	-	-	-	-107	1 593
19 au 25 avril.....	1 000	20	-	-	-	-457	563
26 avril au 2 mai.....	1 500	310	-	1	-	-	1 811
3 au 9 mai.....	2 000	274	-	1	-	-	2 275
10 au 16 mai.....	600	214	-	10	-	-214	610
17 au 23 mai.....	-	42	-	-	-149	-1 136	-1 243
24 au 30 mai.....	-	33	-	2	-15	-229	-209
31 mai au 6 juin.....	-	22	-	1	-	-1 314	-1 291
7 au 13 juin.....	-	157	-	12	-	-1 400	-1 231
14 au 20 juin.....	-	70	-	2	-	-286	-214
21 au 27 juin.....	-	-	-	-	-	-	0
28 juin au 4 juillet.....	-	-	-	1	-	-	1
5 au 11 juillet	-	-	-	-	-	-	0
12 au 18 juillet	-	-	-	3	-7	-571	-575
19 au 25 juillet	-	107	-	1	-	-	108
26 juillet au 1er août.....	2 800	40	-	2	-	-	2 842
2 au 8 août.....	4 181	70	-	1	-	-	4 252
9 au 15 août.....	3 000	40	-	1	-	-	3 041
16 au 22 août.....	500	-	-	-	-	-	500
23 au 29 août.....	-	50	-	-	-	-	50
30 août au 5 septembre.....	-	-	-	2	-	-1 500	-1 498
6 au 12 septembre.....	-	-	-	1	-	-2 371	-2 370
13 au 19 septembre.....	-	-	-	4	-	-1 686	-1 682
20 au 26 septembre.....	-	-	6	39	-	-2 086	-2 041
27 septembre au 3 octobre.....	-	-	-	2	-	-3 771	-3 769
4 au 10 octobre	-	-	-	6	-	-3 429	-3 423
11 au 17 octobre	-	-	-	8	-	-1 821	-1 813
18 au 24 octobre	-	-	-	82	-	-1 971	-1 889
25 au 31 octobre	-	-	-	1	-	-3 171	-3 170
1er au 7 novembre	-	26	4	65	-	-3 071	-2 976
8 au 14 novembre	-	124	-	1	-	-2 871	-2 746
15 au 21 novembre	-	149	-	8	-	-2 543	-2 386
22 au 28 novembre	-	147	6	3	-	-2 893	-2 737
29 novembre au 5 décembre	-	155	10	7	-	-2 136	-1 964
6 au 12 décembre	-	231	11	10	-	-1 057	-805
13 au 19 décembre	-	224	-	1	-	-1 414	-1 189
20 au 26 décembre	-	85	-	5	-	-1 493	-1 403
27 décembre au 2 janvier 2002	-	-	-	7	-	-3 429	-3 422

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2002 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidité	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes			
27 décembre au 2 janvier 2002	-	-	-	7	-	-3 429	-3 422
3 au 9 janvier	-	-	-	7	-	-4 587	-4 580
10 au 16 janvier	-	-	-	1	-	-4 157	-4 156
17 au 23 janvier	-	-	-	9	-	-3 967	-3 958
24 au 30 janvier	-	-	-	4	-	-4 471	-4 467
31 janvier au 6 février	-	-	-	2	-	-3 481	-3 479
7 au 13 février	-	-	-	15	-	-2 017	-2 002
14 au 20 février	-	-	-	27	-	-1 214	-1 187
21 au 27 février	-	-	-	2	-	-1 291	-1 289
28 février au 6 mars	-	-	-	1	-	-1 143	-1 142
7 au 13 mars	-	-	-	1	-	-336	- 335
14 au 20 mars	-	-	23	22	19	-200	- 136
21 au 27 mars	-	-	-	5	- 19	-957	- 971
28 mars au 3 avril	-	410	173	34	107	-171	553

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 3 - TAUX DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**

(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1997												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50 ⁽¹⁾	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 5 jours	8,00 ⁽¹⁾	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- 24 heures	12,00 ⁽¹⁾	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00
1998												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,00 ⁽²⁾	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
- 5 jours	8,00	7,50 ⁽²⁾	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
- 24 heures	12,00	11,50 ⁽²⁾	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
1999												
- 7 jours (appels d'offres)	6,00	6,00	5,50 ⁽³⁾	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,00 ⁽⁴⁾	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	7,50	7,50	7,00 ⁽³⁾	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽⁴⁾	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	11,50	11,50	11,00 ⁽³⁾	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	10,50 ⁽⁴⁾	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)			13,00 ⁽⁵⁾	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	12,50 ⁽⁴⁾	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités										4,50	4,50	4,50
2000												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités	-	4,50	4,50	4,50	4,50	-	-	-	-	-	-	4,00-4,70
2001												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	4,75 ⁽⁶⁾	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,25 ⁽⁷⁾	4,25
- 5 jours	6,50	6,50	5,75 ⁽⁶⁾	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,25 ⁽⁷⁾	5,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	9,75 ⁽⁶⁾	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,25 ⁽⁷⁾	9,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	11,75 ⁽⁶⁾	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,25 ⁽⁷⁾	11,25
- Reprises de liquidités	4,75	-	-	4,25 - 4,50	4 - 4,50	4 - 4,50	3,00	4,00	3 - 4,00	3,00	3,00	3,00
2002												
- 7 jours (appels d'offres)	4,25	4,25	3,75 ⁽⁸⁾									
- 5 jours	5,25	5,25	4,75 ⁽⁸⁾									
- 24 heures (à l'initiative des banques)	9,25	9,25	8,75 ⁽⁸⁾									
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	11,25	11,25	10,75 ⁽⁸⁾									
- Reprises de liquidités	3,00	3,00	3,00									

(1) A compter du 7 novembre 1996.

(2) A compter du 18 février 1998.

(3) A compter du 23 mars 1999.

(4) A compter du 22 septembre 1999.

(5) La distinction est désormais faite entre les avances à 24 heures, à l'initiative des banques, et celles accordées automatiquement pour la couverture des soldes débiteurs.

(6) A compter du 21 mars 2001, Bank Al-Maghrib a réduit de 25 points de base le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres et de 75 points de base ceux des avances à 5 jours et à 24 heures.

(7) A compter du 8 novembre 2001, Bank Al-Maghrib a réduit de 50 points de base les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(8) A compter du 19 mars 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1997												
- Taux de fin de mois	6,52	6,52	6,09	8,16	6,42	5,50	6,09	6,57	6,96	6,04	7,07	6,74
- Taux moyen	7,09	6,68	6,33	7,28	7,16	6,29	5,68	7,00	6,67	7,18	6,52	6,69
1998												
- Taux de fin de mois	6,51	6,25	5,00	6,64	5,64	5,47	5,79	6,34	5,25	6,45	6,30	6,15
- Taux moyen	6,65	6,71	5,53	6,57	6,81	5,89	5,85	6,35	6,27	5,82	6,59	6,57
1999												
- Taux de fin de mois	7,49	5,93	6,89	5,47	6,76	5,54	5,71	5,80	4,58	4,45	4,62	5,29
- Taux moyen	6,56	6,54	6,04	6,41	5,79	6,07	5,68	5,96	5,31	4,03	4,62	4,67
2000												
- Taux de fin de mois	5,01	4,46	5,29	4,73	5,51	5,21	6,50	5,20	5,10	5,58	5,34	6,32
- Taux moyen	5,42	5,22	5,20	5,48	5,24	5,29	5,70	5,71	5,49	5,31	5,57	5,35
2001												
- Taux de fin de mois	6,12	5,28	4,86	5,16	4,63	2,69	5,80	3,87	3,03	2,88	3,53	2,78
- Taux moyen	5,64	6,01	5,50	4,84	4,75	3,86	3,95	5,11	3,46	3,49	3,47	3,23
2002												
- Taux de fin de mois	2,82	3,17	1,94									
- Taux moyen	2,96	3,13	3,20									

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Juin 1999	Juillet - Déc 1999	Janvier - juin 2000	Juillet- Déc. 2000	Janvier - Juin 2001	Juillet- Déc. 2001	Janvier - Juin 2002
Dépôts chez les banques							
- Comptes à vue ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-
- Comptes sur carnets ⁽²⁾	6,00	5,56	3,89	4,48	5,11	4,72	3,95
- Autres comptes ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-

(1) Non rémunérés.

(2) Taux minimum de rémunération. À compter du 1er juillet 1999, il est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

(3) Taux libre.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Janvier - Juin99	Juillet - Déc. 99	Janvier - Juin 2000	Juillet- Déc. 2000	Janv-Juin 2001	Juillet- Déc. 2001	Janv-Juin 2002
Livrets de la Caisse d'épargne nationale ⁽¹⁾	5,00	4,75	2,80	3,30	3,95	3,75	3,70

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudication au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS DANS LE PUBLIC

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois ⁽¹⁾	Bons à 1 an ⁽²⁾	Bons à 3 ans ⁽²⁾	Bons à 5 ans ⁽²⁾
1999 1 er trimestre	6,50	6,75	7,00	7,25
2 ème trimestre	6,25	-	-	-
3 ème trimestre	6,00	-	-	-
4 ème trimestre	6,00	-	-	-
2000 1 er trimestre	5,50 ⁽³⁾	-	-	-
2 ème trimestre	5,50	-	-	-
3 ème trimestre	5,50	-	-	-
4 ème trimestre	5,50	-	-	-
2001 1 er semestre	5,80 ⁽⁴⁾	-	-	-
2 ème semestre	6,10	-	-	-
2002 1 er semestre	5,10	-	-	-

(1) Émission permanente.

(2) Titres émis dans le cadre des emprunts nationaux.

(3) À compter de février 2000.

(4) À compter de février 2001, le taux de rémunération des bons à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du semestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS
À 6 MOIS ET 1 AN**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
2000			
Janvier	4,84	5,38	5,13
Février	4,78	5,31	5,03
Mars	4,93	5,07	4,99
Avril	4,72	5,13	4,92
Mai	4,74	5,13	4,92
Juin	4,71	5,16	4,95
Juillet	4,70	5,24	5,02
Août	4,69	5,03	4,95
Septembre	4,72	5,05	4,94
Octobre.....	4,73	5,11	4,95
Novembre	4,77	5,19	5,01
Décembre	5,05	5,10	5,07
2001			
Janvier	4,77	5,12	4,96
Février	5,04	5,19	5,11
Mars	5,05	5,22	5,12
Avril	4,72	5,06	4,89
Mai	4,72	5,20	4,97
Juin	4,59	5,10	4,89
Juillet	4,82	4,97	4,90
Août	4,62	4,96	4,87
Septembre	5,00	4,94	4,96
Octobre.....	4,78	4,93	4,87
Novembre	4,56	4,93	4,76
Décembre	4,52	4,84	4,69
2002			
Janvier	4,28	4,77	4,55
Février	4,43	4,78	4,61
Mars	4,62	4,81	4,71

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR
ÉMIS PAR ADJUDICATION**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
1999 Mars	-	-	6,90	-	7,36	7,84	8,37	
Juin	-	6,15	6,25	-	6,73	6,99	7,15	
Septembre	-	-	-	-	-	-	-	
Décembre	4,50	4,61	4,83	-	5,24	-	-	
2000 Mars	-	-	5,47	-	5,76	6,23	6,64	
Juin.....	5,00	-	5,62	5,81	5,90	6,45	-	
Septembre.....	5,50	5,59	6,02	-	6,51	7,00	-	
Décembre.....	5,73	5,90	6,33	6,56	6,72	6,84	-	-
2001 Janvier	5,80	6,05	6,36	6,88	7,00	-	-	-
Février	-	-	6,16	6,53	6,75	6,99	-	-
Mars	5,25	5,35	5,58	5,85	6,13	6,61	7,09	-
Avril	4,90	5,00	5,19	5,76	5,86	6,44	7,04	-
Mai.....	4,68	4,76	4,99	5,22	5,84	-	-	-
Juin	4,57	4,69	4,92	5,19	-	-	-	-
Juillet	4,47	4,61	4,91	5,20	-	-	-	-
Août.....	4,50	4,81	4,97	-	-	-	-	-
Septembre.....	-	4,86	4,99	-	6,13	-	-	-
Octobre.....	4,58	4,89	5,10	-	6,21	6,76	-	-
Novembre.....	-	4,75	4,98	5,48	6,21	-	-	-
Décembre.....	-	-	4,64	5,30	6,18	6,74	7,13	-
2002 Janvier	-	4,28	4,61	5,28	6,20	6,76	-	-
Février	-	-	4,53	5,24	6,20	6,70	7,15	-
Mars	-	-	4,50	5,16	6,15	-	7,15	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	1998	1999	2000	2001				2002
				1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.
à 3 ans	8,00	-	-	-	-	-	-	-
à 5 ans	7,95	6,25	5,85	-	-	6,70	-	-
à 7 ans	-	8,00	4,25 ⁽²⁾	-	-	7,00	-	-
à 8 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans.....	8,40	-	6,35	-	-	-	-	-
à 15 ans.....	-	8,50	-	-	-	-	-	6,95

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Taux offert sur des obligations convertibles en actions.

II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(taux annuels en pourcentage)

	2000	2001												2001	2002		
		Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct	Nov	Déc		Janv	Fév	Mars
	Certificats de dépôt																
A 10 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus ...	4 - 6,65	-	-	-	-	-	3	5,65	4,5	-	-	-	-	3 - 5,65	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	6,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 6 mois à 12 mois non inclus	5,5 - 6,5	-	-	-	-	5	5,9	5,9	-	-	-	-	-	5 - 5,9	4,5	-	-
De 12 mois à 18 mois non inclus	5,5 - 7	-	7	6-6,3	6-6,3	5,3-6,5	6 - 6,1	6-6,15	6,1-6,35	-	6,1	5,9-6,2	5,69	5,25 - 7	5,3	-	-
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	6 - 6,12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	-	-	-	-	-	6,3	-	-	-	-	-	-	-	6,25	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,5	-	-	-
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	6,5 - 7,1	-	-	-	-	-	7,5	6,75	-	-	-	-	-	6,75 - 7,5	6,5	-	-
A 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons de sociétés de financement																	
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	-	-	7,9	5,75-7,85	-	6,3-6,5	6,25-6,8	-	-	-	-	6,7	6,5	6,25 - 7,9	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	6,1 - 8,2	6,7-7,2	8,05	5,45-6,55	6,2-7,4	6,5-7	6,23-6,7	6-6,70	6-6,55	6-7,5	6	6,9-7	6-6,84	6 - 8,05	5,80 - 7	5,76 - 7,10	5,91 - 6,5
De 5 ans à 7 ans non inclus	7,5 - 8,14	-	8,32	6,65	-	6,7-7,2	7,2-7,35	-	-	-	-	-	-	6,65 - 8,32	7,2	-	-
A 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie																	
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus ...	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-
De 6 mois à 1 an non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-
A 1 an	-	7,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,9	-	-	-

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	À partir de décembre 1999
Taux de base bancaires					
- Crédits à l'exportation	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 ⁽²⁾
- Crédits à court terme	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à moyen terme	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,50 ⁽²⁾
- Crédits à long terme	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,50 ⁽²⁾

(1) En juin 1999, une banque de la place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une autre banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et long termes.

II - 6.2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS
(taux annuels en pourcentage)

Année 1998	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	8,00	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50
- Crédits à moyen terme PME/PMI	9,00	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1999	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	10,00	7,00	10,00
- Crédits à moyen terme PME/PMI	8,25	13,25	8,00	13,25	8,00	12,25	7,50	12,00
- Autres crédits à moyen terme	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,50	8,50	13,25
Année 2000	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,25	13,50	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme PME/PMI	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2001	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2002	1er trimestre							
	Min	Max						
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00						
- Autres crédits à court terme	7,00	13,25						
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	12,00						
- Autres crédits à moyen terme	7,25	13,25						
- Crédits à long terme	8,00	13,25						

Source : Taux communiqués par les banques à Bank Al-Maghrib.

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**
(taux annuels en pourcentage)

Périodes Taux	Avril - Sept. 1998	Oct. 1998 - Mars 1999	Avril -Sept. 1999	Oct. 1999 - Mars 2000	Avril - Sept. 2000	Oct. 2000 - Mars 2001	Avril - Septembre 2001	Oct. 2001 - Mars 2002
Taux moyen des banques	11,14	10,60	10,05	9,28	9,22	9,03	9,09	9,13
Taux moyen des sociétés de financement	19,31	18,37	17,51	16,54	15,62	14,96	14,21	13,36
TMP ^(*) de l'ensemble des établissements de crédit	11,51	10,97	10,49	9,77	9,85	9,66	9,66	9,65
Taux maximum des intérêts conventionnels	19,56	18,65	17,83	15,63⁽¹⁾	15,76	15,46	15,46	15,44

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit multiplié par 1,60 (au lieu de 1,70 auparavant).

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT
(taux annuels en pourcentage)

	Déc.99	Déc. 2000	Mars 2001	Juin 2001	Sept. 2001	Déc. 2001	Mars 2002
Concours à l'État							
Avance conventionnelle ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées	5,00 ⁽³⁾	5,00	4,75	4,75	4,75	4,25	3,75

(1) Taux appliqués à l'avance conventionnelle consentie en août 1995 et remboursée en juin 1999.

(2) Concours gratuits.

(3) Ce taux a été aligné sur le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres à partir du 7 septembre 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
EMPLOIS						
Immobilisations	182	229	307	340	304	327
Crédits	7 333	10 233	14 027	16 434	17 934	18 727
Débiteurs divers et comptes de régularisation	87	228	238	326	411	386
Avoirs liquides	117	163	414	723	381	394
Total	7 719	10 853	14 986	17 823	19 030	19 834
RESSOURCES						
Fonds propres et assimilés	1 719	2 263	2 503	2 621	2 537	2 774
Provisions	766	835	1 057	1 590	2 379	2 354
Dettes de financement	1 779	3 689	5 158	6 291	6 602	8 702
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1 030	1 083	1 283	1 142	1 417	817
Comptes de trésorerie	2 425	2 983	4 985	6 179	6 095	5 187
Total	7 719	10 853	14 986	17 823	19 030	19 834

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
EMPLOIS						
Immobilisations	38	66	94	191	54	59
Crédits	4 671	5 644	6 052	7 260	9 209	10 916
Débiteurs divers et comptes de régularisation	203	253	221	196	71	196
Avoirs liquides	7	93	40	27	29	21
Total	4 919	6 056	6 407	7 674	9 363	11 192
RESSOURCES						
Fonds propres et assimilés	709	889	1 010	1 142	1 237	1 244
Provisions	280	337	421	624	690	850
Dettes de financement	2 848	3 682	3 660	4 655	5 777	6 972
Créditeurs divers et comptes de régularisation	419	507	471	583	594	704
Comptes de trésorerie	663	641	845	670	1 065	1 422
Total	4 919	6 056	6 407	7 674	9 363	11 192

Source : Bank Al-Maghrib.

IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

IV - 1 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

Situation au	Actif net (en millions de dirhams)				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Indices de performance (*)			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Moyenne
30/12/1999	4 018,5	36 542,4	4 972,9	45 533,8	5 748 703	25 026 930	4 137 814	34 913 447	161,46	136,78	156,53	141,12
30/06/2000	3 691,5	36 107,8	4 205,3	44 004,6	5 538 334	24 776 756	3 636 348	33 951 438	148,06	137,82	149,83	139,83
29/12/2000	3 208,5	28 747,8	3 515,9	35 472,2	5 124 392	15 729 433	3 151 701	24 005 526	131,93	138,03	140,97	137,77
29/06/2001	3 044,8	38 659,0	3 122,1	44 825,9	4 911 180	27 362 356	2 832 466	35 106 002	127,86	145,20	142,42	143,83
28/12/2001	3 107,8	37 748,1	2 680,5	43 536,4	4 380 945	27 221 866	2 634 656	34 237 467	123,03	147,96	139,81	145,68
25/01/2002	3 004,5	39 865,7	2 591,0	45 461,2	4 214 981	27 270 445	2 600 066	34 085 492	118,73	148,56	138,07	145,99
22/02/2002	2 954,3	42 578,3	2 538,6	48 071,2	3 932 988	28 743 937	3 008 542	35 685 467	115,71	149,21	136,61	146,49
22/03/2002	2 961,2	46 339,7	2 541,3	51 842,2	4 044 729	29 016 183	2 550 712	35 611 624	116,45	149,84	137,59	147,33

(*) Les indices de base 100 au 31 décembre 1996 représentent l'évolution de la valeur liquidative moyenne des titres émis par les OPCVM. L'indice moyen est pondéré par les actifs nets respectifs des trois catégories d'OPCVM.

Source: Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G."(*)

(en millions de dirhams)

	1997		1998		1999		2000		2001				2002
	Juin	Déc.	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	Mars	Juin	Sept.	Déc	Mars
EMPLOIS													
.Avoirs liquides	57	47	754	285	2	142	175	2	2	112	53	5	121
.Créances sur les banques	611	902	1 048	1 090	1 170	2 099	1 528	1 401	1 449	1 252	1 057	1 446	1 189
(dont: certificats de dépôts)	(480)	(880)	(990)	(1 084)	(1 151)	(1 165)	(1 012)	(982)	(975)	(875)	(875)	(846)	(976)
.Créances sur le Trésor	22 674	25 364	26 562	27 954	28 653	30 515	33 345	34 514	36 760	37 669	37 728	38 308	38 888
.Crédits à l'économie	421	358	226	522	228	304	709	565	619	599	682	777	1 273
.Titres de placement et de participation	11 990	11 828	12 178	12 522	13 658	13 050	13 610	13 446	13 132	13 727	13 510	13 098	13 834
.Titres de participation	947	923	1 219	1 167	1 493	1 539	1 990	2 344	2 325	2 719	2 719	2 893	2 893
.Titres de placement	11 043	10 905	10 959	11 355	12 165	11 511	11 620	11 102	10 807	11 008	10 791	10 205	10 941
(dont: bons des sociétés de financement)	(20)	(250)	(327)	(337)	(367)	(419)	(476)	(182)	(234)	(206)	(199)	(169)	(0)
.Emplois divers	4 067	3 720	4 281	3 739	5 090	5 117	5 025	6 269	6 471	7 373	6 948	6 365	6 200
TOTAL	39 820	42 219	45 049	46 112	48 801	51 227	54 392	56 197	58 433	60 732	59 978	59 999	61 505
RESSOURCES													
.Dépôts à la C.D.G.	22 077	24 122	24 325	25 896	25 966	27 340	27 702	27 877	28 669	29 377	28 924	29 240	29 989
.Dépôts de la C.N.S.S.	11 806	12 790	12 590	13 187	12 488	13 287	13 287	13 537	13 538	13 542	13 542	14 017	14 017
.Dépôts de la C.E.N.	4 427	5 069	5 258	5 679	5 381	5 528	5 636	5 906	5 979	6 009	5 970	6 212	6 436
.Fonds du travail	1 869	2 040	2 034	2 231	2 253	2 434	2 453	2 578	2 591	2 590	2 630	2 722	2 737
.Cautionnements et consignations	1 147	1 278	1 270	1 202	1 251	1 272	1 295	1 395	1 615	1 696	1 680	1 636	1 684
. Autres dépôts ⁽¹⁾	2 828	2 945	3 173	3 597	4 593	4 819	5 031	4 461	4 946	5 540	5 102	4 653	5 115
.Fonds et réserves techniques de la C.N.R.A. et du R.C.A.R.	11 701	12 456	13 331	14 461	15 298	17 030	17 936	19 370	19 370	19 370	19 370	20 135	19 590
.Fonds propres et provisions	2 318	2 645	2 653	3 086	3 090	3 683	3 688	5 704	5 707	5 240	5 897	5 787	5 622
.Fonds propres ⁽²⁾	2 133	2 286	2 288	2 464	2 468	2 792	2 797	3 053	3 056	3 059	3 059	3 199	3 154
.Provisions	185	359	365	622	622	891	891	2 651	2 651	2 181	2 838	2 588	2 468
.Ressources diverses	3 724	2 996	4 740	2 669	4 447	3 174	5 066	3 246	4 687	6 745	5 787	4 837	6 304
TOTAL	39 820	42 219	45 049	46 112	48 801	51 227	54 392	56 197	58 433	60 732	59 978	59 999	61 505

(*) Caisse de dépôt et de gestion (CDG), Caisse nationale de retraites et d'assurances (CNRA) et Régime collectif d'allocation et de retraite (RCAR).

(1) Déposants divers, dépôts des notaires, secrétaires greffiers, Fonds de garantie automobile, dépôts des filiales et autres dépôts et comptes bloqués

(2) Capital, dotations et réserves.

Source: BANK AL-MAGHRIB

IV - 3 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1994	2 357	2 559	2 547	2 553	2 569	2 579	2 602	2 623	2 649	2 680	2 712	2 754
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 084	6 071	6 102	6 097	6 099	6 115	6 139	6 177	6 185	6 208
2001	6 245	6 238	6 272	6 281	6 413	6 391	6 383	6 374	6 415	6 470	6 499	6 576
2002	6 642	6 681	6 723									

Source : Barid Al-Maghrib.

IV - 4 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

(en millions de dirhams)

ACTIF	1997	1998	1999	PASSIF	1997	1998	1999
ACTIF IMMOBILISÉ	30 220,88	34 860,68	43 942,33	FINANCEMENT PERMANENT	36 904,37	41 829,72	51 558,62
- Immobilisations en non-valeurs	19,44	46,60	82,26	- Capitaux propres et assimilés	4 425,36	5 833,34	10 320,99
- Immobilisations incorporelles	39,13	45,65	46,79	. Capital social ou fonds d'établissement	1 513,50	1 946,85	2 831,53
- Immobilisations corporelles	383,00	428,35	464,28	. Réserves	2 743,28	3 364,95	3 698,33
- Immobilisations financières (autres que placements)	1 764,73	1 985,97	3 426,17	. Report à nouveau	-1 041,51	-1 194,84	-1 108,06
- Placements affectés aux opérations d'assurance	28 014,58	32 354,11	39 922,83	. Résultat net de l'exercice	1 171,76	1 612,90	4 842,19
. Placements immobiliers	2 057,60	2 028,23	2 286,45	. Autres capitaux propres et assimilés	38,33	103,48	57,00
. Obligations et bons	12 816,65	11 444,83	8 673,30	- Dettes de financement	326,36	313,74	1 739,40
. Actions et parts sociales	11 513,01	16 987,85	26 765,86	- Prov.durables pour risques et charges	31,91	82,93	132,61
. Titres de créances négociables	268,50	435,48	639,19	- Provisions techniques brutes	32 120,74	35 599,71	39 365,58
. Prêts et effets assimilés	342,56	321,02	342,85	. Provisions mathématiques vie	11 942,00	13 428,37	15 419,16
. Autres placements	1 016,26	1 136,70	1 215,18	. Provisions pour sinistres à payer	17 050,20	18 313,79	20 016,61
				. Autres provisions techniques	3 128,54	3 857,55	3 929,81
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	10 099,39	11 348,28	12 409,00	PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	4 202,05	4 925,40	5 808,89
- Part des cessionnaires dans les provisions techniques	4 434,55	4 830,14	5 267,18	- Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	1 276,30	1 358,73	1 470,51
- Créances de l'actif circulant	5 519,96	6 439,30	6 902,55	- Dettes du passif circulant	2 900,75	3 549,34	4 329,23
- Titres et valeurs de placements (non affectés aux op. d'assurance)	144,88	78,84	239,27	- Autres prov. pour risques et charges	25,00	17,33	9,14
TRÉSORERIE-ACTIF	848,73	786,80	1 861,56	TRÉSORERIE- PASSIF	62,58	240,64	845,43
TOTAL ACTIF	41 169,00	46 995,76	58 212,90	TOTAL PASSIF	41 169,00	46 995,76	58 212,90

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

V - MARCHÉ DES CAPITAUX

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume moyen des transactions	Encours (fin de mois)	
1997	Décembre	2 449	2 502
1998	Décembre	2 945	3 041
1999	Janvier	2 884	3 468
	Février	2 674	2 568
	Mars	2 064	2 214
	Avril	2 208	1 460
	Mai	2 113	2 373
	Juin	2 343	3 943
	Juillet	3 202	4 838
	Août	3 335	4 496
	Septembre	3 842	4 298
	Octobre	3 161	3 753
	Novembre	2 906	3 834
	Décembre	3 269	3 600
2000	Janvier	2 397	2 347
	Février	1 832	1 463
	Mars	1 737	2 699
	Avril	2 338	2 681
	Mai	2 749	3 627
	Juin	2 916	3 624
	Juillet	3 637	2 933
	Août	2 294	2 016
	Septembre	2 404	3 388
	Octobre	2 957	2 882
	Novembre	2 694	2 565
	Décembre	2 788	2 917
2001	Janvier	3 096	3 224
	Février	2 889	3 131
	Mars	2 988	3 136
	Avril	3 142	2 822
	Mai	3 082	3 342
	Juin	3 002	3 278
	Juillet	3 708	2 657
	Août	3 145	4 062
	Septembre	2 530	3 906
	Octobre	2 673	2 427
	Novembre	2 194	2 030
	Décembre	2 692	2 418
2002	Janvier	1 601	1 378
	Février	1 523	1 460
	Mars	1 454	1 610

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables				
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables	
1997	Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011	1 854	70	4 935
1998	Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808	3 140	80	8 028
1999	Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813	4 596	20	10 429
2000	Janvier	98 790	9 618	108 408	5 811	4 638	20	10 469
	Février	98 770	9 618	108 388	6 050	4 690	20	10 759
	Mars	100 022	9 143	109 165	5 906	5 064	20	10 989
	Avril	102 002	9 061	111 063	5 856	5 064	20	10 940
	Mai	102 673	9 061	111 734	5 846	5 204	20	11 069
	Juin	102 952	8 409	111 361	5 829	5 128	20	10 977
	Juillet	106 428	8 310	114 738	5 829	5 190	20	11 038
	Août	106 919	8 310	115 229	5 994	4 945	20	10 959
	Septembre	108 588	7 481	116 069	5 998	4 923	20	10 941
	Octobre	111 617	7 481	119 098	5 770	5 060	20	10 843
	Novembre	113 794	7 481	121 275	5 734	4 932	20	10 685
	Décembre	116 359	6 965	123 324	5 596	4 959	-	10 555
2001	Janvier	121 654	6 680	128 334	5 264	4 767	25	10 056
	Février	124 016	6 680	130 696	5 241	4 736	25	10 002
	Mars	124 060	6 680	130 740	5 222	4 827	25	10 074
	Avril	124 040	6 448	130 488	5 109	4 628	25	9 762
	Mai	124 535	6 448	130 983	5 364	4 729	25	10 118
	Juin	150 020	6 393	131 413	5 081	5 550	25	10 656
	Juillet	129 401	6 255	135 656	5 379	5 647	25	11 051
	Août	128 424	6 255	135 679	4 785	5 735	25	10 545
	Septembre	130 581	6 255	136 836	4 835	5 751	25	10 611
	Octobre	132 969	5 630	138 599	4 915	5 717	25	10 657
	Novembre	136 315	5 630	141 945	4 951	5 801	25	10 777
	Décembre	143 075	4 924	147 999	4 864	5 959	25	10 848
2002	Janvier	146 221	4 924	151 145	4 853	6 154	-	11 007
	Février	151 274	4 924	156 198	4 820	6 231	30	11 081
	Mars	154 620	4 625	159 245	4 786	6 552	30	11 368

(*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation	Indice
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Janvier	3 758,5	152 589	845,71
Février	3 209,3	149 882	831,22
Mars	7 467,0	142 522	792,16
Avril	7 386,6	139 532	776,79
Mai	5 860,5	134 374	748,03
Juin	20 560,0	140 750	783,26
Juillet	9 973,5	141 237	796,12
Août	6 378,2	146 214	824,80
Septembre	8 698,6	142 774	806,08
Octobre	4 578,1	143 883	811,08
Novembre	2 564,7	140 951	794,55
Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Janvier	2 186,1	137 145	771,29
Février	2 759,5	129 535	728,37
Mars	1 587,7	127 746	737,47
Avril	5 412,6	120 349	695,31
Mai	2 900,4	125 219	722,72
Juin	2 292,1	124 294	724,15
Juillet	1 849,0	121 666	695,29
Août	2 824,2	128 617	735,05
Septembre	3 071,9	126 598	724,38
Octobre	2 349,3	123 479	706,37
Novembre	1 365,1	117 583	672,64
Décembre	6 832,5	114 881	658,43
2001 Janvier	2 832,0	110 662	634,35
Février	1 925,3	123 677	708,58
Mars	1 563,0	120 425	687,84
Avril	2 462,4	116 320	665,01
Mai	2 528,0	114 706	659,14
Juin	1 417,1	110 715	640,40
Juillet	1 016,0	103 530	613,92
Août	648,3	107 908	639,42
Septembre	2 838,8	103 829	616,42
Octobre	1 791,7	100 114	583,42
Novembre	1 242,2	104 538	608,55
Décembre	5 009,7	104 740	609,74
2002 Janvier	2 364,0	101 072	3 675,32*
Février	804,6	99 979	3 635,57
Mars	761,6	99 961	3 634,88

(*) A compter du premier janvier 2002, l'indice général de la Bourse des valeurs (I G B) a été remplacé par le MASI qui intègre toutes les valeurs cotées et a pour base 1000 au 31 décembre 1991.

Source : Bourse de Casablanca.

VI - FINANCES PUBLIQUES

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Financements extérieurs nets (2)
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398
1998	83 898	97 097	7 214	-5 985	10 722	-4 737
1999 (*)	106 538	103 497	-11 626	-8 585	12 978	-4 393
2000 (*)	92 876	113 523	12 059	-8 588	14 907	-6 319
2001 (*) Janvier	8 758	7 836	-1 419	- 497	3 167	-2 670
Février	38 839	16 925	-5 406	16 508	-12 972	-3 536
Mars	48 187	24 263	-8 223	15 701	-11 734	-3 967
Avril	55 335	39 722	-10 119	5 494	-1 251	-4 243
Mai	62 565	48 739	-10 417	7 659	-3 139	-4 520
Juin	71 286	59 126	-9 758	2 402	1 759	-4 161
Juillet	79 310	67 673	-8 530	3 107	3 630	-6 737
Août	87 950	77 089	-9 340	1 521	6 131	-7 652
Septembre	96 295	81 831	-8 813	5 651	2 903	-8 554
Octobre	104 113	91 405	-8 353	4 355	4 192	-8 547
Novembre	110 984	112 931	-8 337	-10 284	19 221	-8 937
Décembre	118 703	129 060	-8 796	-19 153	28 951	-9 798
2002 (*) Janvier	8 514	7 733	1 421	2 202	940	-3 142
Février	15 130	16 639	2 404	895	3 130	-4 025
Mars	25 234	25 022	- 477	- 265	4 628	-4 363

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001*				2002		
					Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
I. Recettes ordinaires	81 944	83 898	106 538	92 877	48 187	71 286	96 295	118 703	8 513	15 131	25 234
Impôts directs	20 642	22 991	26 571	26 843	8 173	14 153	21 499	27 915	2 603	4 171	9 035
Droits de douane	11 988	12 907	12 587	12 809	3 271	6 408	9 311	12 350	1 056	1 952	3 008
Impôts indirects	33 477	34 313	36 038	36 659	9 370	19 402	29 476	39 177	3 330	6 446	9 280
Droits d'enregistrement et de timbre	3 591	3 705	3 967	4 162	1 749	2 798	3 703	4 546	890	1 207	1 805
Recettes fiscales exceptionnelles	-	1 025	2 598	-	-	-	-	-	-	-	-
Monopoles et exploitations	3 529	4 426	8 877	5 287	527	1 596	4 317	4 904	88	250	534
Domaines	129	134	136	121	26	79	110	168	6	10	15
Autres recettes	3 647	4 002	313	1 977	743	1 798	2 421	3 352	236	412	582
Produits des privatisations	4 941	395	3 523	18	23 352	23 371	23 353	23 372	-	-	-
Reliquat 2ème licence GSM.....	-	-	6 836	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	-	-	5 092	5 001	976	1 681	2 105	2 919	304	683	975
II. Dépenses courantes	69 833	76 591	81 589	85 414	21 637	44 638	64 347	92 502	7 433	14 920	21 024
Intérêts de la dette publique	17 176	17 845	17 586	18 490	3 687	8 719	12 602	18 754	1 852	3 198	4 068
Biens et services	50 021	54 542	58 446	59 296	15 319	32 065	46 555	66 534	5 581	11 722	16 196
Compensation ⁽¹⁾	2 636	4 204	5 557	7 628	2 631	3 854	5 190	7 214	-	-	760
dont : Fonds de soutien des prix.....	-	-	4 367	3 922	464	1 261	1 613	2 322	-	-	502
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	12 111	7 307	24 949	7 463	26 550	26 648	31 948	26 201	1 080	211	4 210
IV. Dépenses d'investissement	18 922	15 548	18 922	19 249	6 505	12 329	15 914	21 253	260	3 919	6 317
dont : Fonds spécial routier.....	-	-	1 156	1 211	23	171	355	857	1	32	74
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor.....	-	-4 958	-2 986	-6 958	3 879	1 841	-1 373	-4 692	-40	2 200	2 319
Dépenses du Fonds Hassan II.....	-	-	-	1 902	-	4 000	197	10 613	-	-	-
VII. Variations des arriérés de paiement	-5 061	7 214	-11 626	12 059	-8 223	-9 758	-8 813	-8 796	1 421	2 404	-477
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-9 672	-5 985	-8 585	-8 587	15 701	2 402	5 651	-19 153	2 202	895	-265

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

(2) Les placements au titre du Fonds Hassan II sont intégrés comme dépenses à partir du mois de novembre 2001

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(suite)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999	2000	2001				2002		
					Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
IX. Financement du déficit de caisse.....	9 672	5 985	8 585	8 587	-15 701	-2 402	-5 651	19 153	-2 202	- 895	265
1. Financements intérieurs nets.....	18 070	10 722	12 978	14 907	-11 734	1 759	2 903	28 951	940	3 130	4 628
A. Bank Al-Maghrib	1 515	-1 063	-4 760	1 866	-17 407	-13 520	-16 197	-19 227	1 712	1 202	-2 556
Avances conventionnelles	244	-1 643	-4 191	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse	1 240	534	- 861	528	-8 250	-8 250	-8 250	-7 614	1 364	1 198	- 636
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-	-	-	-	-	292	-	-	348	-	-
Dépôts auprès du CCP	-	6	- 1	6	- 6	- 7	1	- 7	-	4	4
Variations des encaisses des comptables publics	31	40	293	- 274	-9 866	-4 000	-6 342	-10 000	-	-	-1 924
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	-	-	-	1 606	715	-1 555	-1 606	-1 606	-	-	-
B. Banques de dépôts	3 769	- 2	-3 697	6 812	1 558	- 762	2 092	11 294	328	1 323	347
Portefeuille d'effets publics	3 868	- 107	-3 632	6 831	1 479	- 813	1 915	10 547	292	1 627	461
Dépôts auprès du Trésor et du CCP.	- 99	105	- 65	- 19	79	51	177	747	36	- 304	- 114
C. Secteur non bancaire	12 786	11 786	21 435	6 229	4 115	16 041	17 008	36 884	-1 100	605	6 837
Obligations et bons du Trésor	6 549	11 676	13 386	1 726	8 855	14 256	17 375	18 686	5 044	8 603	13 477
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	41	-1 421	1 059	461	545	618	581	113	95	- 43	1
Autres	6 196	1 531	6 990	4 042	-5 285	1 167	- 948	18 085	-6 239	-7 955	-6 641
2. Emprunts extérieurs nets.....	-8 398	-4 737	-4 393	-6 319	-3 967	-4 161	-8 554	-9 798	-3 142	-4 025	-4 363

Sources : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

Bank Al-Maghrib.

VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE

(en millions de dirhams)

Période	Dettes intérieure ⁽¹⁾						Dettes extérieure				Total général
	Ventilation par terme ⁽²⁾			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme ⁽²⁾			Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen terme	Long terme		
1994	34 141	14 970	44 730	93 841	51 391	42 450	-	137 219	137 219	231 060	
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	-	133 272	133 272	234 405	
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	-	131 038	131 038	241 499	
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903	
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898	
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	123 955	123 955	260 623	
2000	21 745	56 939	70 536	149 220	64 802	84 418	-	118 700	118 700	267 920	
2001	36 764	68 236	70 638	175 638	73 254	102 383	-	111 500	111 500	287 138	

(1) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptes publics, du Trésor et du Service des chèques postaux.

(2) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

VII - INDICES DES PRIX

VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES MANUFACTURIERES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
1998	97,4	101,0	109,4	100,3	100,1	98,3	100,5	97,1	100,0	74,6	100,2	101,4	102,0	99,7	100,4	100,3	102,6	99,3	100,0	99,4	98,9	100,8
1999	97,9	99,9	112,0	100,9	98,9	96,9	99,0	96,7	92,1	85,5	98,1	100,8	101,4	97,8	100,0	100,7	103,9	97,4	93,9	98,6	96,8	99,9
2000	107,0	99,8	113,7	97,1	97,6	97,0	99,0	103,8	91,3	152,8	98,5	97,6	103,5	101,1	100,3	97,8	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
2001	105,1	99,2	113,4	97,4	96,8	96,3	98,5	94,5	95,5	143,1	96,6	97,6	104,9	99,8	101,1	96,4	106,9	96,9	96,8	99,1	92,8	101,7
1999 I	94,6	100,0	109,4	100,6	100,0	96,9	98,9	89,9	94,1	61,5	97,7	100,8	101,4	98,7	100,5	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	100,4
II	96,5	99,8	109,4	100,6	100,0	96,8	99,0	95,5	94,1	75,7	98,1	100,8	101,4	96,4	99,9	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	99,8
III	98,9	99,7	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	102,4	90,0	92,2	98,1	100,8	101,4	97,4	99,9	100,8	103,4	97,8	93,9	98,4	96,8	99,8
IV	101,7	99,9	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	99,0	90,0	112,5	98,3	100,8	101,4	98,6	99,5	101,0	106,0	97,8	93,9	99,0	96,8	99,5
2000 I	105,1	101,5	114,6	99,8	97,9	97,0	101,1	102,4	91,3	133,2	98,5	96,4	103,6	101,8	99,9	97,9	107,8	97,2	96,8	99,0	95,0	99,0
II	105,2	99,3	113,4	96,2	97,9	97,0	98,0	105,7	91,3	141,1	98,6	96,4	103,5	99,2	100,3	97,9	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
III	106,5	99,3	113,4	96,1	97,5	97,0	98,0	104,7	91,3	149,3	98,6	99,2	103,5	104,3	100,3	97,9	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
IV	111,3	99,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	102,5	91,3	187,7	98,4	98,5	103,5	99,1	100,8	97,4	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	98,8
2001 I	105,7	100,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	98,0	96,0	143,8	98,3	99,3	103,5	99,1	100,8	96,6	107,4	97,2	96,8	98,9	94,0	98,8
II	105,6	98,1	113,4	97,2	96,9	96,0	99,0	95,0	92,9	147,1	98,7	98,2	103,6	100,4	100,9	96,4	107,4	96,8	96,8	99,1	92,2	102,6
III	105,8	98,7	113,4	98,1	96,9	96,0	98,5	94,7	96,5	150,3	94,6	96,1	106,2	99,8	101,3	96,5	107,4	96,8	96,8	99,1	92,4	102,7
IV	103,4	99,8	113,4	98,1	96,5	96,0	97,8	90,4	96,5	131,0	94,6	96,8	106,2	99,8	101,3	96,2	105,3	96,8	96,8	99,4	92,4	102,7
2002 ^(*) I	101,4	100,4	113,4	98,1	96,5	97,4	97,6	90,4	96,5	115,1	94,6	95,9	106,1	100,6	101,4	91,0	103,2	93,4	103,2	99,2	92,4	102,7

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾

INDUSTRIES EXTRACTIVES

(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
Pondération	100,0	0,796	19,792	79,412
1998	107,1	89,8	86,4	112,4
1999	106,0	92,0	89,4	110,3
2000	113,3	109,3	96,0	117,7
2001	113,9	110,05	102,0	116,9
1999 I	104,7	87,8	85,8	109,6
II	105,6	87,8	88,9	109,9
III	106,3	92,8	90,3	110,4
IV	107,3	99,6	92,5	111,1
2000 I	111,9	108,4	88,9	117,7
II	112,9	109,6	93,3	117,8
III	105,9	99,6	85,6	111,0
IV	114,5	109,6	102,0	117,7
2001 I	114,4	109,6	102,0	117,5
II	114,6	109,6	102,0	117,8
III	114,7	110,6	102,0	118,0
IV	111,8	110,4	101,9	114,2
2002 ^(*) I	111,6	110,4	101,9	114,1

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
Pondération	100,0	72,38	27,62
1998	104,7	99,6	118,3
1999	111,7	99,1	144,8
2000	109,6	95,1	147,7
2001	103,2	82,9	156,4
1999 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	111,7	99,1	144,8
2000 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	103,2	82,9	156,4
2001 I	103,2	82,9	156,4
II	103,2	82,9	156,4
III	103,2	82,9	156,4
IV	103,2	82,9	156,4
2002 I	104,7	82,9	161,9

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 4 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1989)

Rubrique	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Équipement ménager	Soins médicaux	Transports et communications	Loisirs et culture	Autres services
Pondération	100	45,15	8,98	10,26	54,85	7,48	12,48	5,31	4,71	7,58	4,74	12,55
1995	143,4	153,9	136,1	161,0	134,8	137,3	135,8	125,8	125,1	132,7	131,8	144,3
1996	147,7	155,0	140,2	172,8	141,8	142,0	146,3	130,3	131,1	138,1	140,0	150,2
1997	149,2	153,3	139,4	171,1	145,8	147,3	148,5	133,7	133,9	144,0	146,1	154,7
1998	153,3	158,1	140,6	175,1	149,2	152,9	152,2	136,1	138,3	148,0	148,8	157,3
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,5	156,5	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
2000	157,3	159,1	141,8	162,8	155,6	161,3	159,2	138,2	140,6	158,4	154,0	163,1
2001 Janvier	158,0	158,1	142,3	171,2	157,6	162,8	161,9	138,3	140,7	162,2	157,5	164,7
Février	157,5	157,1	142,2	173,4	157,6	162,7	162,0	138,2	140,8	161,6	157,4	164,6
Mars	157,2	156,1	142,4	172,5	157,8	162,7	162,1	138,0	142,6	162,1	158,0	164,8
Avril	157,5	156,6	142,3	165,4	158,0	162,8	162,1	137,9	142,6	162,2	158,1	164,9
Mai	158,1	157,5	142,1	160,5	158,3	163,2	162,3	138,0	142,6	162,4	158,3	165,9
Juin	158,1	157,4	141,8	159,3	158,4	163,3	162,4	137,9	142,8	162,4	158,3	166,2
Juillet	157,9	156,7	142,0	158,4	158,6	163,4	162,4	137,9	143,0	162,6	158,4	166,6
Août	158,3	157,4	142,4	160,0	158,8	163,6	162,5	138,4	143,0	162,8	158,4	166,9
Septembre	158,3	156,8	142,5	161,9	159,2	164,0	162,6	138,8	143,0	162,9	161,3	167,8
Octobre	158,7	157,0	142,6	162,5	159,8	164,2	163,0	138,9	143,0	162,9	162,9	168,6
Novembre	158,8	157,0	143,0	167,8	160,0	164,4	163,1	139,0	143,2	163,1	162,8	168,9
Décembre	161,0	161,9	143,1	168,2	160,0	165,0	163,1	139,0	143,2	163,2	162,8	169,1
2002 Janvier	161,3	162,1	142,8	168,1	160,4	165,2	163,6	139,0	144,1	163,3	163,1	169,2
Février	162,4	163,9	142,9	168,8	160,9	165,5	164,6	139,1	144,1	163,3	163,3	169,7
Mars	164,2	168,0	143,4	169,7	160,9	165,6	164,7	139,2	144,0	163,4	163,4	169,6

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant des séries rétrospectives remontant à 1990 ont été établies. Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes. En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite cependant à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - PRODUCTION

VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION
MINES ET ÉNERGIE
(Base 100 = 1992)

Rubrique	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
Pondération	1000	835,0	786,5	46,4	2,1	165,0	5,5	159,5	1.000	18,0	565,7	416,3
1995	105,6	106,0	106,1	105,3	71,8	103,6	48,0	105,5	110,1	114,8	100,0	123,7
1996	108,2	108,6	108,9	104,9	74,5	106,1	14,9	109,3	110,1	89,4	96,7	129,1
1997	117,8	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	117,2	66,5	104,0	137,5
1998	116,0	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	116,4	47,6	101,8	139,3
1999	113,5	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	124,0	22,8	118,7	135,7
2000	109,6	110,9	112,1	90,7	103,5	103,2	5,6	106,6	119,9	5,1	110,7	137,4
1997 I	113,8	113,9	114,7	100,3	94,7	113,1	9,6	116,6	107,7	72,7	90,2	132,9
II	112,8	113,7	114,3	102,7	103,3	108,7	10,0	112,1	124,0	65,7	118,7	133,7
III	118,4	122,8	124,3	99,2	95,0	95,7	3,1	98,9	121,8	56,2	106,4	145,6
IV	126,4	128,3	129,1	115,2	108,3	116,7	8,4	120,4	115,5	71,4	100,6	137,6
1998 I	114,7	117,5	119,1	92,6	86,7	100,3	6,9	103,5	109,7	35,5	90,4	139,1
II	115,5	118,2	117,9	125,0	67,0	102,1	6,4	105,4	112,8	60,5	96,4	137,2
III	117,4	121,1	121,8	108,8	121,5	98,5	3,5	101,8	120,3	49,2	107,2	141,2
IV	121,7	120,4	121,0	108,8	136,2	128,4	6,0	132,7	123,0	45,1	113,2	139,6
1999 I	112,3	114,0	115,2	94,8	81,3	103,9	8,0	107,2	115,3	32,5	102,2	136,6
II	118,2	120,3	121,2	107,6	82,4	107,6	7,9	111,1	124,2	28,6	120,3	133,6
III	112,0	114,4	115,1	103,7	95,6	99,9	6,9	103,1	129,1	19,1	126,6	137,2
IV	111,5	110,9	111,5	100,0	104,7	114,9	8,6	118,6	127,5	11,1	125,5	135,2
2000 I	103,2	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	117,6	11,1	113,1	128,4
II	106,8	106,4	107,4	91,5	81,1	108,6	12,1	112,0	120,1	7,6	119,0	126,6
III	117,4	122,4	122,3	121,9	146,4	92,4	1,7	95,5	125,5	0,8	110,7	150,9
IV	111,0	111,5	113,9	72,6	73,5	108,9	2,5	112,5	116,5	0,7	100,1	143,8
2001 I	109,8	112,7	113,3	104,6	76,3	94,6	1,1	97,8	110,8	1,0	89,1	145,1
II	108,3	109,0	106,3	151,4	170,8	104,8	2,6	108,3	126,3	0,3	108,8	155,5
III	116,9	125,1	120,0	211,6	143,3	75,2	3,1	77,6	130,7	-	111,6	162,3
IV	113,8	120,1	119,9	124,0	117,6	81,4	5,9	84,0	136,0	-	119,9	163,6
2002 I	114,6	119,9	119,1	132,6	108,6	87,9	3,8	90,8	122,8	-	96,5	163,7

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES DE TRANSFORMATION
(Base 100 = 1992)

Rubrique	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. Des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure,...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1
1995	107,1	114,3	108,8	105,7	92,6	123,1	107,7	101,4	110,3	107,1	110,7	100,9	107,7	92,7	110,4	93,2	108,0	112,1	121,2
1996	110,5	116,6	111,8	111,7	91,4	130,6	118,5	104,1	117,1	114,2	108,6	100,9	96,3	106,2	110,3	82,0	109,7	119,4	118,5
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6
2000	124,9	135,3	131,1	120,8	102,0	138,7	114,8	110,8	148,2	121,3	135,3	109,0	120,5	125,5	127,1	159,6	130,0	126,3	111,7
1998 I	108,2	101,6	99,3	99,8	99,7	150,7	127,9	106,3	112,2	101,0	123,6	90,1	90,1	109,6	103,6	89,5	108,3	128,7	110,6
1998 II	120,9	120,8	116,2	132,3	105,8	166,8	102,9	111,6	136,0	110,5	123,1	100,7	103,6	122,9	130,0	105,4	118,5	121,8	103,3
1998 III	118,7	181,2	132,0	127,4	79,4	124,5	131,8	83,4	158,0	118,5	96,8	90,9	99,8	102,0	100,6	71,4	122,2	107,5	119,7
1998 IV	124,1	102,7	138,8	108,8	104,9	151,1	94,0	120,2	107,5	125,9	140,6	120,2	120,0	132,1	129,2	141,6	131,1	130,8	105,1
1999 I	109,3	94,7	100,4	97,9	96,7	149,5	120,3	106,8	112,2	99,7	132,1	93,3	103,9	109,3	117,3	111,0	116,5	128,1	116,5
1999 II	125,8	132,7	126,4	138,2	109,8	156,4	100,6	104,5	126,8	120,9	133,1	106,7	110,6	124,4	136,1	143,6	126,0	128,7	102,2
1999 III	120,2	172,2	131,9	121,7	87,0	120,5	130,0	90,6	159,2	122,7	112,6	97,9	92,8	104,7	119,5	110,7	121,4	113,8	111,1
1999 IV	127,6	108,4	141,2	107,3	100,1	142,2	93,9	122,7	142,2	125,7	162,2	123,7	129,5	142,8	132,7	182,3	139,0	140,1	104,5
2000 I	113,8	119,8	108,2	117,4	95,1	141,2	120,0	108,9	115,9	107,2	134,8	88,9	110,0	108,7	123,2	110,3	117,8	134,1	100,7
2000 II	128,3	137,9	129,6	135,5	111,8	141,3	94,8	104,3	144,0	131,0	139,1	114,9	121,5	120,9	137,2	174,9	128,6	135,4	119,1
2000 III	125,3	177,8	141,9	127,4	88,9	121,1	129,4	95,8	170,5	123,3	116,2	104,4	102,7	112,4	115,8	112,9	130,6	114,4	128,1
2000 IV	132,1	106,0	144,9	102,9	112,2	151,0	115,0	134,2	162,3	123,5	151,4	127,6	147,9	160,2	132,3	240,5	143,1	121,3	99,0
2001 I	116,4	102,6	107,3	121,1	94,4	133,5	127,8	123,7	126,4	109,4	141,1	97,6	116,7	150,9	128,6	117,4	123,8	126,9	103,0
2001 II	132,1	148,2	132,8	139,3	111,1	139,4	104,4	115,0	142,3	132,3	148,8	127,5	123,6	139,2	137,7	115,8	134,8	124,8	98,8
2001 III	130,1	186,4	148,4	138,5	85,6	114,0	134,5	101,9	180,5	129,9	126,2	112,7	93,6	121,0	118,2	90,0	140,3	116,6	126,1
2001 IV	137,2	109,1	152,1	140,6	116,7	137,9	116,8	126,7	162,5	129,8	163,2	137,5	138,8	162,3	124,9	136,2	151,7	123,2	107,3
2002 I	118,4	100,1	110,6	117,6	90,4	127,3	137,3	120,8	147,6	110,4	140,6	105,6	121,1	124,5	134,5	115,8	137,4	139,4	97,6

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1995	20 186	47 192	101 631	153 125	35 952	31 263	289 541	105 800
1996	20 792	11 842	107 577	152 580	37 623	29 466	282 537	95 900
1997	23 084	12 001	110 507	171 796	37 344	30 806	343 314	103 800
1998	22 644	9 285	115 059	216 011	31 719	28 332	353 206	105 000
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100
2000	21 463	6 462	117 353	201 692	23 150	25 830	343 557	76 991
2001	21 995	5 006	110 911	174 831	19 120	13 150	447 788	96 500

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.

VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Électricité nette en millions de kWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1995	649,6	605,0	10 105,5
1996	505,6	1 937,0	9 113,0
1997	376,3	2 062,1	9 480,0
1998	269,1	1.759,0	9 936,3
1999	129,2	817,0	10 574,9
2000	30,8	704,8	10 770,8
2001	1,9	856,3	10,809,6

Sources : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.
Office national de l'électricité.

VIII - 5 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	1999		2000		2001 ^(*)	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation primaire	9 664	100	9 655	100	10 134	100
- Charbon	2 209	22,9	2 567	26,6	3 274	32,3
- Produits pétroliers	6 730	69,6	6 236	64,6	6 139	60,6
- Gaz naturel	33	0,3	38	0,4	38	0,4
- Electricité hydraulique et importée.....	692	7,2	814	8,4	683	6,7
dont :						
Matières premières locales	329	100	267	100	325	100
- Anthracite	72	21,9	16	6,0	-	-
- Pétrole et gaz naturel.....	45	13,7	51	19,1	48	14,8
- Electricité hydraulique et éolienne	212	64,4	200	74,9	277	85,2
Déficit énergétique.....	9 335		9 388		9 809	
consommation globale.....		96,6		97,2		96,8

(*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines (Direction de l'énergie).

VIII - 6 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000	Prod. 1000 t	Superf. 1000	Prod. 1000 t
1995 - 1996	1 249	2 270	1 964	3 646	2 430	3 831	254	235	9	53	76	58
1996 - 1997	972	882	1 521	1 435	1 996	1 324	341	374	9	32	67	39
1997 - 1998	1 127	1 544	1 960	2 834	2 426	1 970	310	201	4	20	68	31
1998 - 1999	1 078	800	1 614	1 354	2 070	1 474	331	136	8	35	64	35
1999-2000	1 079	428	1 823	953	2 251	467	238	95	6	25	40	19
2000-2001	977	1 040	1 724	2 278	2 126	1 155	254	54	8	40	50	28

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts .

VIII - 7 - PRODUCTION D'AUTRES PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	dont: tomates	Légumineuses	dont: fèves	Rosacées fruitières	dont: pommes	Raisins	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1995 - 1996	1 400	745	484	273	144	595	360	193	2 750	899	800	80	130	285
1996 - 1997	1 194	775	490	214	93	638	384	262	2 613	743	550	50	115	376
1997 - 1998	1 591	855	540	245	108	553	285	262	2 823	1 283	650	60	107	297
1998 - 1999	1 303	988	556	129	55	599	303	310	3 236	1 373	400	40	85	496
1999-2000	1 400	1 010	550	80	33	565	300	253	2 824	1 326	400	40	64	299
2000-2001	979	962	446	162	82	512	228	264	3 106	1 321	550	50	77	350

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts .

VIII - 8 - PÊCHES MARITIMES

(en milliers de tonnes)

Période	Production	Pêche hauturière	Pêche côtière	Consommation de produits frais	Transformation	dont: Conserves	Exportations	dont: Crustacés et mollusques	Conserves
1996	615,9	90,9	525,0	169,4	355,3	139	200	98,3	61,6
1997	773,2	111,5	661,7	148,2	513,5	142	152	91,3	61,0
1998	694,4	87,3	607,1	182,4	422,9	147	183	119	64,2
1999	747,0	125,0	622,0	188,9	433,2	169,7	257,7	140,7	69,0
2000	896,0	130,7	765,2	203,4	557,8	180,0	317,0	167,8	82,5
2001	1101,1	122,5	978,6	197,2	769,7	210,0	366,3	124,9	98,4

Sources : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.
Office des changes.

VIII-9 - L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Indicateurs	Tourisme étranger			Nuitées du tourisme interne (*)	Nuitées globales
	Entrées de touristes de séjour	Recettes touristiques (En millions de Dh)	Nuitées (*)		
1995	1 524 119	11 071	7 780 255	2 161 085	9 941 340
1996	1 632 731	14 597	7 886 191	2 187 015	10 073 206
1997	1 823 448	13 780	8 645 002	2 263 441	10 908 443
1998	1 953 631	16 754	9 701 359	2 280 114	11 981 473
1999	2 274 814	19 112	10 844 291	2 218 314	13 062 605
2000	2 462 894	21 188	11 267 753	2 271 833	13 539 586
2001	2 249 662	28 832	10 293 124	2 402 104	12 695 228
2000 Janvier	142 758	1 426	706 097	128 975	835 072
Février	170 031	1 377	877 162	149 489	1 026 651
Mars	208 298	1 653	1 103 738	155 250	1 258 988
Avril	253 713	1 467	1 215 038	185 463	1 400 501
Mai	185 336	1 537	961 187	157 305	1 118 492
Juin	186 831	1 558	889 182	171 195	1 060 377
Juillet	302 754	2 851	895 724	266 047	1 161 771
Août	261 750	2 983	1 163 512	445 194	1 608 706
Septembre	195 781	1 746	972 101	201 519	1 173 620
Octobre	210 294	1 761	1 020 873	162 669	1 183 542
Novembre	164 239	1 413	832 979	153 881	986 860
Décembre	181 109	1 415	630 160	94 846	725 006
2001 Janvier	154 726	1 988	762 222	145 531	907 753
Février	182 112	1 504	886 979	146 298	1 033 277
Mars	232 093	1 992	1 121 015	175 636	1 296 651
Avril	257 993	2 086	1 226 164	176 572	1 402 736
Mai	205 538	2 197	972 164	166 975	1 139 139
Juin	195 130	1 770	850 307	192 147	1 042 454
Juillet	233 078	3 131	873 282	296 236	1 169 518
Août	211 347	4 419	1 103 094	471 729	1 574 823
Septembre	184 059	2 211	861 539	202 342	1 063 881
Octobre	162 207	2 235	770 922	178 118	949 040
Novembre	101 925	2 046	463 115	123 649	586 764
Décembre	129 454	3 255	402 321	126 871	529 192
2002 Janvier	118 307	1 211	497 143	172 302	669 445
Février	163 870	1 508	637 110	134 195	771 305
Mars	207 658	1 456	886 350	165 314	1 051 664

(*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Sources : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.
Office des changes.

IX- COMMERCE EXTÉRIEUR

IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE

(en millions de dirhams)

Année		Exportations FOB		Importations CAF		Soldes	
1995 ⁽¹⁾		40 240		72 869		- 32 629	
1996 ⁽¹⁾		41 356		71 963		- 30 607	
1997 ⁽¹⁾		44 554		75 021		- 30 467	
1998		68 608		98 676		- 30 068	
1999		73 617		105 931		- 32 314	
2000		78 827		122 527		- 43 700	
2001		80 440		124 081		- 43 641	
Mois		Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées
2000	Janvier	6 816	6 816	9 005	9 005	-2 189	-2 189
	Février	7 857	14 673	9 425	18 430	-1 568	-3 757
	Mars	6 126	20 799	10 227	28 657	-4 101	-7 858
	Avril	5 643	26 442	10 080	38 737	-4 437	-12 295
	Mai	6 413	32 855	10 776	49 513	-4 363	-16 658
	Juin	6 880	39 735	11 910	61 423	-5 030	-21 688
	Juillet	7 205	46 940	9 950	71 373	-2 745	-24 433
	Août	5 778	52 718	10 670	82 043	-4 892	-29 325
	Septembre	5 765	58 483	8 522	90 565	-2 757	-32 082
	Octobre	6 878	65 361	11 082	101 647	-4 204	-36 286
	Novembre	6 570	71 931	10 547	112 194	-3 977	-40 263
	Décembre	6 896	78 827	10 333	122 527	-3 437	-43 700
2001	Janvier	6 662	6 662	10 633	10 633	-3 971	-3 971
	Février	6 790	13 452	9 577	20 210	-2 787	-6 758
	Mars	6 422	19 874	9 321	29 531	-2 899	-9 657
	Avril	6 095	25 969	9 838	39 369	-3 743	-13 400
	Mai	5 828	31 797	11 647	51 016	-5 819	-19 219
	Juin	6 774	38 571	11 058	62 074	-4 284	-23 503
	Juillet	6 923	45 494	10 624	72 698	-3 701	-27 204
	Août	6 671	52 165	9 395	82 093	-2 724	-29 928
	Septembre	6 000	58 165	9 000	91 093	-3 000	-32 928
	Octobre	7 724	65 889	11 978	103 071	-4 254	-37 182
	Novembre	7 360	73 249	9 372	112 443	-2 012	-39 194
	Décembre	7 191	80 440	11 638	124 081	-4 447	-43 641
2002	Janvier	6 344	6 344	9 619	9 619	-3 275	-3 275
	Février	7 710	14 054	8 672	18 291	- 962	-4 237
	Mars	7 726	21 780	10 141	28 432	-2 415	-6 652

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001
Alimentation, boissons et tabacs.....	10 149	11 438	11 540	14 210	15 348
Blé	3 486	3 728	3 817	5 484	6 164
Sucre	844	908	871	1 458	1 535
Produits laitiers	122	592	724	674	971
Thé	1 521	1 490	1 322	740	671
Tabacs	538	642	502	614	737
Maïs	655	749	711	1 148	1 317
Orge	565	619	630	1 113	1 101
Autres produits	2 418	2 710	2 963	2 979	2 852
Énergie et lubrifiants	12 347	8 859	13 000	21 657	21 874
Huile brute de pétrole	8 389	5 412	8 941	14 710	14 488
Charbon	1 186	1 108	988	1 441	2 280
Gasoil et fuel	757	498	609	1 646	1 835
Autres produits	2 015	1 841	2 462	3 860	3 271
Produits bruts	8 192	7 678	7 465	8 055	7 646
Huiles végétales et graines oléagineuses	2 092	2 402	2 262	2 350	2 289
Bois bruts	1 784	1 647	1 870	1 828	1 554
Fibres textiles et coton	1 534	1 261	1 008	1 117	1 266
Soufre brut	1 440	1 006	988	1 326	878
Autres produits	1 342	1 362	1 337	1 434	1 659
Demi-produits	17 828	22 823	21 828	24 365	26 387
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier	654	828	860	824	912
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	939	1 151	924	771	765
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants	4 801	5 411	4 921	5 192	5 582
Matières plastiques artificielles	2 315	2 462	2 463	2 841	3 171
Fils de fibres et de coton	961	1 103	1 114	990	1 172
Papiers et cartons	1 367	1 651	1 549	1 747	1 755
Fer et acier	1 594	1 813	1 350	2 003	1 919
Autres produits	5 197	8 404	8 647	9 997	11 111
Biens d'équipement	15 815	24 651	27 775	25 418	22 907
Agricoles	648	869	749	724	888
Industriels	15 167	23 782	27 026	24 694	22 019
Biens de consommation	10 690	23 227	24 323	28 822	29 919
Voitures de tourisme	1 656	1 446	1 816	1 690	2 136
Tissus de fibres et de coton	1 543	7 877	7 565	7 866	8 899
Ouvrages en matières plastiques	600	1 003	1 083	1 086	1 220
Médicaments	1 183	1 283	1 346	1 302	1 651
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	534	530	575	624	606
Autres produits.....	5 174	11 088	11 938	16 254	15 407
Total.....	75 021	98 676	105 931	122 527	124 081

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	2 549 113	3 997 072	1 568	477 669	1 319 677	2 763	245 440	1 363 758	5 556	
1996 ⁽¹⁾	2 240 101	4 136 625	1 847	512 628	1 348 777	2 631	289 312	1 427 897	4 935	
1997 ⁽¹⁾	2 054 828	3 485 502	1 696	586 487	1 520 687	2 593	239 698	1 280 446	5 342	
1998	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145	
1999	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757	
2000	3 441 238	5 492 418	1 596	558 962	1 458 210	2 609	323 199	1 347 380	4 169	
2001	3 441 200	6 201 800	1 802	512 100	1 534 800	2 997	360 892	1 452 319	4 024	
2000 ⁽²⁾	Janvier	265 384	387 248	1 459	61 118	173 587	2 840	48 801	175 478	3 596
	Février	571 444	854 561	1 495	120 647	347 971	2 884	76 203	277 133	3 637
	Mars	793 902	1 164 177	1 466	181 000	518 400	2 864	99 800	360 100	3 608
	Avril	1 057 707	1 572 416	1 487	211 603	613 718	2 900	129 167	462 088	3 577
	Mai	1 409 928	2 142 122	1 519	243 200	715 500	2 942	164 000	594 700	3 626
	Juin	1 766 799	2 671 560	1 512	274 100	814 500	2 972	190 600	695 800	3 651
	Juillet	1 976 018	3 013 488	1 525	333 677	999 823	2 996	201 867	753 116	3 731
	Août	2 315 767	3 541 071	1 529	333 700	1 000 000	2 997	333 710	1 000 140	2 997
	Septembre	2 616 735	4 008 477	1 532	363 900	1 092 200	3 001	363 885	1 092 371	3 002
	Octobre	3 006 038	4 695 300	1 562	418 700	1 255 300	2 998	418 748	1 255 506	2 998
	Novembre	3 246 712	5 164 608	1 591	481 300	1 446 100	3 005	481 361	1 446 362	3 005
	Décembre	3 441 238	5 492 418	1 596	512 100	1 534 800	2 997	360 892	1 452 319	4 024
2001 ⁽²⁾	Janvier	277 012	484 292	1 748	61 118	173 587	2 840	48 801	175 478	3 596
	Février	631 265	1 117 802	1 771	120 647	347 971	2 884	76 203	277 133	3 637
	Mars	894 200	1 563 700	1 749	181 000	518 400	2 864	99 800	360 100	3 608
	Avril	1 255 901	2 228 730	1 775	211 603	613 718	2 900	129 167	462 088	3 577
	Mai	1 485 800	2 749 000	1 850	243 200	715 500	2 942	164 000	594 700	3 626
	Juin	1 812 900	3 392 300	1 871	274 100	814 500	2 972	190 600	695 800	3 651
	Juillet	1 903 844	3 557 225	1 868	333 677	999 823	2 996	201 867	753 116	3 731
	Août	2 084 500	3 910 500	1 876	333 700	1 000 000	2 997	333 710	1 000 140	2 997
	Septembre	2 436 800	4 552 900	1 868	363 900	1 092 200	3 001	363 885	1 092 371	3 002
	Octobre	2 853 600	5 423 700	1 901	418 700	1 255 300	2 998	418 748	1 255 506	2 998
	Novembre	3 031 100	2 710 700	894	481 300	1 446 100	3 005	481 361	1 446 362	3 005
	Décembre	3 441 200	6 201 800	1 802	512 100	1 534 800	2 997	360 892	1 452 319	4 024
2002 ⁽²⁾	Janvier	307 405	607 243	1 975	60 603	177 337	2 926	35 562	181 980	5 117
	Février	566 801	1 021 307	1 802	123 980	368 094	2 969	64 318	316 381	4 919
	Mars	877 520	1 568 678	1 788	158 078	466 774	2 953	70 096	352 825	5 033

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	6 751 486	6 721 218	996	2 804 571	1 585 230	565
1996 ⁽¹⁾	5 743 317	7 397 314	1 288	2 600 129	1 234 324	475
1997 ⁽¹⁾	6 014 215	8 388 981	1 395	2 962 081	1 440 008	486
1998	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408
1999	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
2000	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001	7 258 800	14 490 700	1 996	2 195 568	878 285	400
2000 ⁽²⁾ Janvier	670 636	1 313 839	1 959	207 330	99 054	478
Février	1 086 243	2 169 297	1 997	393 014	189 698	483
Mars	1 796 720	3 717 307	2 069	606 123	289 042	477
Avril	2 342 184	4 696 635	2 005	660 868	318 852	482
Mai	2 886 667	5 728 735	1 985	963 539	466 424	484
Juin	3 859 784	7 911 850	2 050	1 170 833	571 644	488
Juillet	4 132 931	8 499 675	2 057	1 562 769	764 102	489
Août	4 947 751	10 228 206	2 067	1 796 747	883 283	492
Septembre	5 499 227	11 529 506	2 097	1 979 530	977 613	494
Octobre	5 902 315	12 450 792	2 109	2 353 493	1 167 618	496
Novembre	6 434 291	13 705 206	2 130	2 497 172	1 241 664	497
Décembre	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001 ⁽²⁾ Janvier	653 613	1 321 442	2 022	194 919	83 425	428
Février	922 560	1 878 576	2 036	438 434	173 611	396
Mars	1 461 900	2 910 200	1 991	588 300	218 000	371
Avril	1 984 400	3 926 997	1 979	747 880	286 287	383
Mai	2 655 400	5 460 900	2 057	934 000	382 500	410
Juin	3 357 700	7 147 300	2 129	1 098 400	458 700	418
Juillet	3 770 255	8 051 340	2 135	1 325 114	540 366	408
Août	4 468 200	9 478 300	2 121	1 526 494	623 762	409
Septembre	5 156 000	10 920 400	2 118	1 798 282	734 495	408
Octobre	5 852 900	12 191 200	2 083	1 958 000	786 100	401
Novembre	6 556 600	13 375 400	2 040	2 100 649	841 029	400
Décembre	7 258 800	14 490 700	1 996	2 195 568	878 285	400
2002 ⁽²⁾ Janvier	546 390	956 701	1 751	144 677	41 317	286
Février	920 594	1 574 051	1 710	393 837	118 512	301
Mars	1 342 648	2 363 219	1 760	681 341	244 227	358

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
1995 ⁽¹⁾	1 496 416	659 187	974 091
1996 ⁽¹⁾	1 496 204	1 558 925	1 007 292
1997 ⁽¹⁾	1 543 303	1 656 113	1 183 094
1998	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001	8 898 660	2 136 169	1 650 724
2000 ⁽²⁾			
Janvier	535 696	151 266	83 784
Février	1 139 835	246 328	182 788
Mars	1 743 335	407 235	314 293
Avril	2 355 716	517 037	414 488
Mai	3 141 315	668 162	521 547
Juin	3 907 013	828 005	634 575
Juillet	4 598 053	988 936	751 994
Août	5 048 771	1 118 868	849 597
Septembre	5 570 216	1 231 463	947 080
Octobre	6 333 139	1 385 123	1 079 305
Novembre	7 135 719	1 567 981	1 202 307
Décembre	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001 ⁽²⁾			
Janvier	777 531	171 392	119 921
Février	1 452 657	324 958	239 511
Mars	2 064 700	495 800	368 700
Avril	2 794 494	652 729	469 121
Mai	3 693 100	865 800	610 600
Juin	4 573 000	1 077 200	722 500
Juillet	5 353 316	1 320 930	891 107
Août	5 798 461	1 504 312	1 039 633
Septembre	6 326 124	1 624 894	1 191 474
Octobre	7 196 141	1 849 279	1 373 345
Novembre	8 135 593	1 993 551	1 527 387
Décembre	8 898 660	2 136 169	1 650 724
2002 ⁽²⁾			
Janvier	530 435	140 178	111 133
Février	1 082 334	236 990	254 900
Mars	1 743 857	422 295	390 322

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001
Alimentation, boissons et tabacs.....	13 090	14 256	14 853	16 751	16 185
Agrumes	2 377	2 590	2 613	2 050	2 026
Primeurs	1 497	1 692	2 049	1 645	1 755
Poissons en conserve	1 664	1 826	1 961	2 141	2 543
Poissons frais	969	876	947	1 361	1 396
Crustacés, mollusques et coquillages	3 843	4 357	4 422	6 742	4 954
Conserves de légumes et de fruits.....	1 397	1 143	1 249	1 061	1 189
Autres produits	1 343	1 772	1 612	1 751	2 322
Énergie et lubrifiants	866	1 002	1 990	2 882	3 098
Produits bruts d'origine animale et végétale.....	1 859	1 370	1 839	1 803	1 363
Pâte à papier	409	266	488	625	238
Plantes et fleurs	266	259	233	223	222
Agar-agar	170	163	183	213	202
Autres produits	1 014	682	935	742	701
Produits bruts d'origine minérale	5 880	6 136	5 979	5 766	6 179
Phosphates	4 141	4 412	4 462	4 578	4 687
Minerai de plomb	165	178	176	112	97
Minerai de cuivre	180	91	88	102	73
Sulfate de baryum	148	155	88	137	190
Autres minerais	1 246	1 300	1 165	837	1 132
Demi-produits	11 588	12 503	13 711	17 063	17 763
Acide phosphorique	5 534	4 786	5 777	5 365	5 380
Engrais naturels et chimiques	3 353	3 290	3 107	3 430	4 017
Plomb et argent bruts	716	792	675	706	715
Fils de fibres et de coton	287	119	127	154	133
Autres produits	1 698	3 516	4 025	7 408	7 518
Biens d'équipement	1 421	5 260	6 790	4 809	4 460
Diodes	-	1 141	1 362	307	-
Fils et câbles pour l'électricité	822	1 134	1 633	2 074	2 512
Autres produits	599	2 985	3 795	2 428	1 948
Biens de consommation	9 850	28 081	28 455	29 753	31 392
Vêtements confectionnés	3 323	16 637	16 172	16 195	17 164
Articles de bonneterie	3 237	7 475	8 070	8 935	8 861
Tapis	238	211	206	179	175
Chaussures	741	1 134	1 162	1 163	1 326
Tissus de fibres et de coton	349	358	324	474	680
Autres produits	1 962	2 266	2 521	2 807	3 186
Total.....	44 554	68 608	73 617	78 827	80 440

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	414 398	1 715 514	4 140	156 220	612 324	3 920	83 031	1 097 866	13 222
1996 ⁽¹⁾	632 393	2 700 251	4 270	153 046	718 604	4 695	77 625	1 167 010	15 034
1997 ⁽¹⁾	516 054	2 377 480	4 607	188 653	865 404	4 587	90 824	1 222 703	13 462
1998	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417
1999	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962
2000	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188
2001	421 175	2 026 453	4 811	194 352	877 884	4 517	72 350	1 023 867	14 152
									#DIV/0!
2000 ⁽²⁾ Janvier	89 525	457 553	5 111	35 089	175 475	5 001	5 903	74 769	12 666
Février	171 070	805 451	4 708	66 423	316 599	4 766	13 599	162 290	11 934
Mars	241 683	1 042 884	4 315	90 749	452 672	4 988	20 068	249 013	12 408
Avril	297 412	1 242 099	4 176	96 905	491 990	5 077	26 638	328 252	12 323
Mai	352 677	1 426 173	4 044	102 671	522 373	5 088	34 831	429 570	12 333
Juin	366 791	1 470 388	4 009	102 796	522 699	5 085	41 485	508 395	12 255
Juillet	366 871	1 470 816	4 009	102 797	522 702	5 085	48 117	589 079	12 243
Août	366 957	1 471 193	4 009	102 810	522 821	5 085	52 913	639 273	12 082
Septembre	367 028	1 471 681	4 010	103 161	524 875	5 088	59 332	709 873	11 964
Octobre	371 992	1 503 137	4 041	114 227	587 915	5 147	65 250	784 014	12 016
Novembre	423 658	1 799 554	4 248	138 459	721 272	5 209	70 211	851 412	12 126
Décembre	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188
2001 ⁽²⁾ Janvier	57 899	294 784	5 091	36 169	162 172	4 484	5 704	77 109	13 518
Février	118 965	552 370	4 643	62 723	275 425	4 391	12 084	161 858	13 394
Mars	206 400	867 000	4 201	94 500	387 700	4 103	18 500	247 000	13 351
Avril	243 738	990 338	4 063	106 094	435 683	4 107	26 635	354 248	13 300
Mai	258 000	1 044 500	4 048	111 100	453 400	4 081	34 200	459 200	13 427
Juin	260 200	1 053 100	4 047	111 500	453 700	4 069	40 800	552 300	13 537
Juillet	261 769	1 061 724	4 056	111 964	455 202	4 066	48 504	663 309	13 675
Août	270 718	1 097 020	4 052	112 724	459 035	4 072	52 524	718 213	13 674
Septembre	270 848	1 097 601	4 052	113 697	463 306	4 075	57 311	784 779	13 693
Octobre	300 084	1 283 300	4 276	123 740	505 066	4 082	62 268	865 500	13 900
Novembre	351 377	1 589 731	4 524	160 553	688 979	4 291	66 997	939 653	14 025
Décembre	421 175	2 026 453	4 811	194 352	877 884	4 517	72 350	1 023 867	14 152
2002 ⁽²⁾ Janvier	83 005	459 188	5 532	23 640	127 084	5 376	6 035	85 699	14 200
Février	102 404	541 627	5 289	54 716	300 491	5 492	11 657	171 283	14 694
Mars	190 476	929 845	4 882	85 854	479 902	5 590	20 001	285 316	14 265

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits de la pêche

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	111 310	4 309 862	38 719	28 943	762 560	26 347	68 028	1 541 788	22 664	
1996 ⁽¹⁾	98 332	4 110 295	41 800	30 140	811 119	26 912	61 613	1 535 065	24 915	
1997 ⁽¹⁾	91 271	3 842 718	42 102	34 935	968 643	27 727	61 053	1 663 810	27 252	
1998	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 440	
1999	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408	
2000	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055	
2001	126 300	4 848 100	38 386	52 300	1 405 500	26 874	98 100	2 538 000	25 872	
2000 ⁽²⁾	Janvier	15 642	697 195	44 572	2 362	65 337	27 662	5 568	147 346	26 463
	Février	36 478	1 821 953	49 947	6 023	144 296	23 957	11 389	306 021	26 870
	Mars	49 041	2 182 693	44 508	8 953	199 610	22 295	17 543	462 987	26 392
	Avril	56 409	2 351 181	41 681	11 698	268 355	22 940	25 952	678 664	26 151
	Mai	69 528	2 724 662	39 188	14 770	390 684	26 451	30 892	821 243	26 584
	Juin	88 531	3 245 649	36 661	18 411	498 297	27 065	37 884	1 001 093	26 425
	Juillet	105 819	3 792 844	35 843	22 497	596 054	26 495	43 113	1 140 180	26 446
	Août	116 013	4 138 655	35 674	26 144	710 577	27 179	51 210	1 368 001	26 714
	Septembre	130 834	4 701 309	35 933	31 388	1 039 087	33 105	57 043	1 521 462	26 672
	Octobre	135 117	5 430 880	40 194	35 384	1 123 233	31 744	63 721	1 692 539	26 562
	Novembre	152 902	5 938 634	38 839	39 639	1 197 333	30 206	71 870	1 894 581	26 361
	Décembre	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055
2001 ⁽²⁾	Janvier	18 356	634 000	34 539	4 357	101 277	23 245	5 226	135 282	25 886
	Février	27 547	885 937	32 161	8 307	181 798	21 885	11 446	292 706	25 573
	Mars	32 700	1 085 100	33 183	10 400	232 900	22 394	18 100	466 600	25 779
	Avril	41 309	1 331 820	32 240	14 473	410 754	28 381	25 288	643 674	25 454
	Mai	46 400	1 469 200	31 664	18 200	525 200	28 857	32 200	826 300	25 661
	Juin	51 500	1 618 100	31 419	23 200	760 000	32 759	40 600	1 048 000	25 813
	Juillet	60 388	1 987 884	32 919	27 621	850 646	30 797	50 029	1 293 738	25 860
	Août	75 200	2 681 900	35 664	30 900	917 700	29 699	59 800	1 543 400	25 809
	Septembre	93 500	3 472 500	37 139	37 700	1 081 600	28 690	68 900	1 779 700	25 830
	Octobre	106 500	4 003 900	37 595	43 100	1 196 200	27 754	78 700	2 033 900	25 844
	Novembre	116 000	4 388 900	37 835	47 800	1 307 100	27 345	87 600	2 271 800	25 934
	Décembre	126 300	4 848 100	38 386	52 300	1 405 500	26 874	98 100	2 538 000	25 872
2002 ⁽²⁾	Janvier	8 262	345 336	41 798	3 250	77 223	23 761	7 817	206 256	26 386
	Février	39 474	1 725 043	43 701	6 179	148 750	24 073	15 536	408 959	26 323
	Mars	58 751	2 587 989	44 050	9 366	227 116	24 249	23 373	613 997	26 269

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Phosphates et dérivés

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	9 419 666	2 426 428	258	1 722 957	4 699 334	2 727	1 784 149	3 075 632	1 724
1996 ⁽¹⁾	10 139 919	3 030 179	299	1 618 433	4 598 384	2 841	1 884 573	3 321 168	1 762
1997 ⁽¹⁾	11 669 340	4 141 313	355	1 759 628	5 533 899	3 145	1 831 513	3 352 529	1 830
1998	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824
1999	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
2000	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553
2001	10 572 000	4 626 100	438	1 649 300	5 384 600	3 265	2 414 500	3 900 900	1 616
2000 ⁽²⁾ Janvier	949 038	373 264	393	118 231	400 664	3 389	198 181	304 664	1 537
Février	1 709 917	654 772	383	220 742	713 745	3 233	474 623	737 420	1 554
Mars	2 650 981	1 019 176	384	346 893	1 164 630	3 357	604 789	926 281	1 532
Avril	3 274 212	1 265 272	386	465 408	1 540 949	3 311	727 481	1 117 940	1 537
Mai	4 002 754	1 533 324	383	652 328	2 167 662	3 323	897 205	1 377 499	1 535
Juin	5 012 968	1 956 583	390	781 637	2 601 544	3 328	1 053 508	1 601 850	1 520
Juillet	5 740 471	2 271 096	396	923 084	3 045 078	3 299	1 324 919	2 004 056	1 513
Août	6 739 648	2 764 854	410	1 065 688	3 500 760	3 285	1 549 164	2 341 524	1 511
Septembre	7 512 337	3 170 085	422	1 181 201	3 875 221	3 281	1 696 380	2 570 816	1 515
Octobre	8 626 591	3 705 638	430	1 350 236	4 413 922	3 269	1 879 552	2 874 053	1 529
Novembre	9 418 335	4 107 721	436	1 518 453	4 972 734	3 275	2 015 427	3 106 477	1 541
Décembre	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553
2001 ⁽²⁾ Janvier	801 980	392 200	489	148 544	441 570	2 973	172 704	250 539	1 451
Février	2 113 904	1 068 354	505	286 187	897 718	3 137	424 646	653 860	1 540
Mars	3 010 000	1 538 000	511	379 500	1 184 800	3 122	631 300	994 600	1 575
Avril	3 660 520	1 884 069	515	469 307	1 469 947	3 132	770 404	1 292 600	1 678
Mai	4 413 200	1 889 900	428	580 000	1 841 000	3 174	839 100	1 377 300	1 641
Juin	5 310 200	2 277 900	429	737 100	2 308 900	3 132	976 500	1 623 500	1 663
Juillet	5 827 476	2 523 205	433	890 980	2 845 167	3 193	1 263 623	2 078 065	1 645
Août	6 947 700	3 059 000	440	1 036 600	3 335 900	3 218	1 539 500	2 518 600	1 636
Septembre	7 842 300	3 472 600	443	1 085 700	3 545 400	3 266	1 705 600	2 771 700	1 625
Octobre	9 007 200	3 959 700	440	1 280 700	4 233 600	3 306	1 937 200	3 159 600	1 631
Novembre	9 981 200	4 385 100	439	1 502 200	4 873 800	3 244	2 233 400	3 606 900	1 615
Décembre	10 572 000	4 626 100	438	1 649 300	5 384 600	3 265	2 414 500	3 900 900	1 616
2002 ⁽²⁾ Janvier	726 558	321 166	442	101 351	347 523	3 429	145 428	252 163	1 734
Février	1 935 180	835 993	432	227 210	767 011	3 376	279 759	487 840	1 744
Mars	2 677 251	1 186 615	443	376 553	1 240 099	3 293	435 639	755 342	1 734

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
1995 ⁽¹⁾	3 639 985	2 856 017	606 848
1996 ⁽¹⁾	3 412 467	3 046 352	634 885
1997 ⁽¹⁾	3 322 896	3 237 062	741 278
1998	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001	17 163 850	8 860 893	1 326 128
2000 ⁽²⁾ Janvier	1 295 672	620 104	107 201
Février	2 849 134	1 368 113	241 401
Mars	4 200 685	2 011 278	341 920
Avril	5 525 031	2 591 245	426 537
Mai	6 741 893	3 296 021	506 991
Juin	8 155 253	4 144 048	613 978
Juillet	9 898 068	5 560 667	744 755
Août	11 160 001	6 229 170	845 742
Septembre	12 137 235	6 858 567	922 838
Octobre	13 473 507	7 548 271	996 368
Novembre	14 772 545	8 209 020	1 075 187
Décembre	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001 ⁽²⁾ Janvier	1 492 808	707 440	111 499
Février	2 949 681	1 352 678	233 935
Mars	4 523 800	2 012 300	346 800
Avril	5 955 780	2 647 259	439 888
Mai	7 259 000	3 390 000	530 800
Juin	8 845 200	4 314 600	641 100
Juillet	10 577 844	5 270 170	784 421
Août	11 924 816	5 933 248	910 742
Septembre	13 059 258	6 570 908	1 031 137
Octobre	14 552 237	7 368 569	1 118 897
Novembre	15 844 615	8 130 098	1 215 061
Décembre	17 163 850	8 860 893	1 326 128
2002 ⁽²⁾ Janvier	1 332 344	671 682	134 382
Février	2 809 600	1 373 395	271 037
Mars	4 107 453	2 027 956	410 945

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 6 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

(en millions de dirhams)

	Importations C.A.F.					Exportations F.O.B.					Soldes				
	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001
EUROPE	44 832	68 775	72 291	78 868	80 833	29 248	52 702	56 185	61 506	61 776	-15 584	-16 073	-16 106	-17 362	-19 057
Union européenne	39 064	61 829	64 237	70 941	70 480	27 024	50 005	53 883	58 868	59 377	-12 040	-11 824	-10 354	-12 073	-11 103
France	15 556	25 956	27 275	29 439	29 854	12 002	23 839	26 309	26 392	26 392	-3 554	-2 117	- 966	-3 047	-3 462
Espagne	6 773	10 160	11 771	12 093	12 807	4 813	7 026	7 867	10 220	12 274	-1 960	-3 134	-3 904	-1 873	- 533
Allemagne	3 751	6 699	6 401	5 978	6 251	1 537	4 145	4 187	3 917	3 361	-2 214	-2 554	-2 214	-2 061	-2 890
Italie	4 582	5 871	5 634	5 810	6 262	2 847	3 417	3 728	5 616	4 599	-1 735	-2 454	-1 906	- 194	-1 663
Royaume-Uni	2 119	5 658	5 981	7 559	7 699	1 710	6 807	6 827	7 560	6 909	- 409	1 149	846	1	- 790
Pays-Bas	1 639	2 219	1 893	2 068	1 948	1 203	1 384	1 420	1 316	2 184	- 436	- 835	- 473	- 752	236
U.E. Belgo-luxembourgeoise	1 580	2 035	1 867	1 952	1 762	1 494	2 108	1 980	2 223	2 036	- 86	73	113	271	274
Autres pays de l' U.E.	3 064	3 231	3 415	6 042	3 897	1 418	1 279	1 565	1 624	1 622	-1 646	-1 952	-1 850	-4 418	-2 275
Autres	5 768	6 946	8 054	7 927	10 353	2 224	2 697	2 302	2 638	2 399	-3 544	-4 249	-5 752	-5 289	-7 954
ASIE	13 095	13 377	17 254	24 399	23 768	8 455	8 341	9 160	9 036	8 718	-4 640	-5 036	-8 094	-15 363	-15 050
Pays arabes du Moyen-Orient	6 558	4 796	6 501	11 731	11 088	971	1 039	1 049	1 081	1 580	-5 587	-3 757	-5 452	-10 650	-9 508
Autres pays d'Asie	6 537	8 581	10 753	12 668	12 680	7 484	7 302	8 111	7 955	7 138	947	-1 279	-2 642	-4 713	-5 542
Japon	1 982	1 964	2 360	2 070	1 889	2 470	2 641	2 680	3 010	2 041	488	677	320	940	152
Inde	348	432	498	570	757	3 681	3 062	3 550	3 298	2 894	3 333	2 630	3 052	2 728	2 137
Chine	1 762	2 125	2 420	2 846	3 151	426	519	398	370	387	-1 336	-1 606	-2 022	-2 476	-2 764
Autres	2 445	4 060	5 475	7 182	6 883	907	1 080	1 483	1 277	1 816	-1 538	-2 980	-3 992	-5 905	-5 067
AMÉRIQUE	10 673	11 673	11 653	13 145	12 244	3 108	3 713	4 244	4 467	5 379	-7 565	-7 960	-7 409	-8 678	-6 865
États-Unis	4 888	6 182	6 930	6 836	4 558	1 570	1 889	2 512	2 694	3 246	-3 318	-4 293	-4 418	-4 142	-1 312
Canada	1 607	1 285	1 355	2 404	2 534	290	389	435	327	332	-1 317	- 896	- 920	-2 077	-2 202
Brésil	1 961	2 377	2 044	1 821	3 025	398	483	474	730	916	-1 563	-1 894	-1 570	-1 091	-2 109
Mexique	125	111	72	80	84	559	714	578	534	500	434	603	506	454	416
Autres	2 092	1 718	1 252	2 004	2 043	291	238	245	182	385	-1 801	-1 480	-1 007	-1 822	-1 658
AFRIQUE	5 984	4 286	4 281	5 659	6 779	3 199	3 318	3 505	3 167	3 599	-2 785	- 968	- 776	-2 492	-3 180
Pays de L'U.M.A.	1 776	1 400	2 070	3 023	3 466	1 751	1 578	1 706	1 508	1 534	- 25	178	- 364	-1 515	-1 932
Algérie	1 097	723	1 364	2 024	2 179	32	103	81	78	97	-1 065	- 620	-1 283	-1 946	-2 082
Tunisie	363	434	376	359	509	381	412	384	614	589	18	- 22	8	255	80
Libye	310	240	330	640	778	1 242	969	1 130	669	660	932	729	800	29	- 118
Mauritanie	6	3	-	-	-	96	94	111	147	188	90	91	111	147	188
Autres	4 208	2 886	2 211	2 636	3 313	1 448	1 740	1 799	1 659	2 065	-2 760	-1 146	- 412	- 977	-1 248
Océanie	437	565	452	456	457	544	534	523	651	968	107	- 31	71	195	511
Total	75 021	98 676	105 931	122 527	124 081	44 554	68 608	73 617	78 827	80 440	-30 467	-30 068	-32 314	-43 700	-43 641

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000*			2001**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES ...	121 052	122 432	- 1 380	128 051	129 688	- 1 637	141 630	146 676	- 5 046	170 950	152 308	+ 18 642
Biens	68 611	90 883	- 22 271	73 621	97 619	- 23 998	78 827	113 201	- 34 374	80 440	114 282	- 33 842
- Marchandises générales	44 546	74 554	- 30 008	47 493	79 811	- 32 318	51 457	96 087	- 44 629	52 760	95 875	- 43 115
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	23 787	16 235	+ 7 553	25 920	17 712	+ 8 207	27 183	17 019	+ 10 164	27 551	18 303	+ 9 247
- Achats de biens dans les ports	278	94	+ 184	209	96	+ 113	187	95	+ 92	129	104	+ 26
Services	27 149	18 852	+ 8 297	30 542	19 636	+ 10 905	32 238	20 019	+ 12 219	45 197	23 582	+ 21 615
- Transports	4 285	5 450	- 1 165	4 683	6 143	- 1 460	5 153	6 586	- 1 433	7 450	8 840	- 1 390
- Voyages	16 754	4 067	+ 12 687	19 112	4 433	+ 14 679	21 666	4 521	+ 17 145	28 832	4 006	+ 24 827
- Services de communication	821	344	+ 477	1 109	288	+ 821	1 206	180	+ 1 026	1 908	194	+ 1 714
- Services d'assurance	255	364	- 109	250	361	- 111	320	309	+ 11	327	429	- 102
- Redevances et droits de licence	63	1 655	- 1 592	59	1 971	- 1 912	407	2 230	- 1 823	250	2 898	- 2 649
- Autres services aux entreprises	2 385	2 351	+ 35	2 269	1 874	+ 395	1 568	2 243	- 675	3 681	2 543	+ 1 139
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A. ⁽¹⁾	2 585	4 621	- 2 036	3 060	4 566	- 1 506	1 918	3 951	- 2 033	2 749	4 673	- 1 924
Revenus	1 859	11 785	- 9 926	1 829	11 492	- 9 664	2 934	12 206	- 9 272	3 685	13 084	- 9 399
- Revenus des investissements privés	54	1 573	- 1 520	95	2 273	- 2 179	143	2 992	- 2 849	155	4 541	- 4 387
- Revenus des investissements et des emprunts publics	1 806	10 212	- 8 406	1 734	9 219	- 7 485	2 791	9 213	- 6 422	3 530	8 543	- 5 013
Transferts courants	23 432	912	+ 22 520	22 060	941	+ 21 120	27 630	1 250	+ 26 380	41 629	1 361	+ 40 268
- Publics	888	393	+ 495	464	369	+ 95	1 511	441	+ 1 069	734	509	+ 225
- Privés	22 544	519	+ 22 025	21 596	571	+ 21 025	26 119	809	+ 25 311	40 894	852	+ 40 043

(1) N.C.A. : non compris ailleurs.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000*			2001**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	23 396	21 178	+ 2 219	44 076	27 612	+ 16 464	31 487	32 070	- 583	45 883	23 363	+ 22 520
1. Capital	1	98	- 96	2	86	- 84	1	64	- 63	-	101	- 101
Transferts de capital	1	98	- 96	2	86	- 84	1	64	- 63	-	101	- 101
2. Opérations financières	23 395	21 080	+ 2 315	44 073	27 526	+ 16 547	31 486	32 006	- 520	45 883	23 262	+ 22 621
Secteur privé.....	8 223	2 846	+ 5 377	28 756	7 665	+ 21 091	21 933	14 377	+ 7 557	37 743	3 894	+ 33 849
- Crédits commerciaux	2 750	518	+ 2 232	8 507	3 451	+ 5 056	8 525	4 101	+ 4 424	3 496	-	+ 3 496
- Prêts et investissements	5 473	2 328	+ 3 145	18 503	4 214	+ 14 289	12 652	10 276	+ 2 376	33 136	3 894	+ 29 242
- Autres capitaux privés	-	-	-	1 746	-	+ 1 746	757	-	+ 757	1 111	-	+ 1 111
Secteur public	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298	9 134	17 463	- 8 329	7 080	19 242	- 12 162
- Prêts	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298	9 134	17 463	- 8 329	7 080	19 242	- 12 162
Autres	362	258	+ 105	106	352	- 246	419	166	+ 253	1 060	126	+ 934
C. ÉCART STATISTIQUE	1 539	-	+ 1 539	1 238	-	+ 1 238	1 223	-	+ 1 223	2 330	-	+ 2 330
TOTAL	145 987	143 610	+ 2 377	173 365	157 300	+ 16 065	174 340	178 746	- 4 406	219 162	175 671	+ 43 491

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes

XI - COURS DE CHANGE

XI-1 - COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES

PAR BANK AL-MAGHRIB

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 euro ⁽¹⁾		1 dollar E.U.		1 dollar canadien		1 livre sterling		100 couronnes danoises		100 couronnes norvégiennes		100 couronnes suédoises		1 franc suisse		100 yens japonais	
	EUR		USD		CAD		GBP		DKK		NOK		SEK		CHF		JPY	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995			8,4350	8,5028	6,1989	6,2487	13,098	13,204	152,207	153,429	133,509	134,581	127,270	128,292	7,3346	7,3936	8,1807	8,2465
Déc. 1996			8,7731	8,8259	6,4026	6,4411	14,901	14,990	147,626	148,513	136,343	137,163	127,235	128,000	6,4998	6,5388	7,5414	7,5867
Déc. 1997			9,6850	9,7432	6,7538	6,7944	16,024	16,120	141,975	142,828	131,766	132,558	122,534	123,271	6,6565	6,6965	7,4399	7,4846
Déc. 1998	10,852 ⁽²⁾	10,917 ⁽²⁾	9,2274	9,2828	5,9474	5,9831	15,442	15,535	145,298	146,171	122,375	123,110	114,772	115,462	6,7539	6,7945	8,0085	8,0566
Déc. 1999	10,0910	10,1520	10,057	10,117	6,9309	6,9725	16,248	16,345	135,570	136,390	124,940	125,690	117,850	118,560	6,2910	6,3288	9,8475	9,9066
Déc. 2000	9,8376	9,8968	10,587	10,650	7,0700	7,1125	15,787	15,882	131,820	132,610	118,930	119,650	111,370	112,040	6,4612	6,5000	9,2134	9,2688
2001 Janv.	9,8747	9,9341	10,584	10,648	7,0558	7,0982	15,473	15,566	132,350	133,150	120,270	120,990	111,640	112,310	6,4500	6,4887	9,1049	9,1596
Fév.	9,8395	9,8986	10,664	10,728	6,9709	7,0128	15,403	15,496	131,850	132,640	119,610	120,330	108,740	109,390	6,3830	6,4214	9,0927	9,1474
Mars	9,6913	9,7495	10,952	11,018	6,9706	7,0125	15,623	15,717	129,880	130,660	120,280	121,000	106,050	106,690	6,3445	6,3826	8,7499	8,8025
Avril	10,2050	10,2660	11,514	11,583	7,4866	7,5316	16,457	16,556	136,710	137,530	126,310	127,070	112,050	112,720	6,6380	6,6779	9,3025	9,3584
Mai	10,0820	10,1430	11,932	12,004	7,7093	7,7556	16,903	17,004	135,220	136,030	126,860	127,620	110,670	111,330	6,6331	6,6730	10,0560	10,1160
Juin	10,0910	10,1510	11,902	11,974	7,8111	7,8581	16,732	16,833	135,550	136,370	127,930	128,700	109,530	110,190	6,6238	6,6636	9,5773	9,6349
Juil.	10,1770	10,2380	11,620	11,689	7,5990	7,6446	16,558	16,658	136,600	137,420	127,380	128,140	109,650	110,310	6,7352	6,7757	9,3065	9,3624
Août	10,2860	10,3470	11,237	11,304	7,2749	7,3186	16,392	16,490	138,120	138,950	127,540	128,310	107,810	108,460	6,7819	6,8226	9,4562	9,5131
Sept.	10,2770	10,3390	11,265	11,333	7,1414	7,1843	16,516	16,616	138,210	139,040	126,990	127,760	105,460	106,100	6,9682	7,0101	9,4472	9,5040
Oct.	10,2510	10,3120	11,357	11,425	7,1615	7,2045	16,510	16,610	137,710	138,540	128,150	128,920	106,620	107,260	6,9801	7,0221	9,3011	9,3570
Nov.	10,2130	10,2740	11,484	11,553	7,2751	7,3188	16,375	16,473	137,230	138,060	128,590	129,360	107,820	108,470	6,9384	6,9801	9,2856	9,3414
Déc.	10,2010	10,2620	11,525	11,595	7,2464	7,2899	16,697	16,798	137,200	138,020	128,150	128,920	109,910	110,570	6,8940	6,9354	8,7742	8,8270
2002 Janv.	10,1380	10,1990	11,741	11,811	7,4041	7,4486	16,596	16,699	136,480	137,300	129,340	130,120	110,510	111,180	6,8759	6,9172	8,8173	8,8703
Fév.	10,1400	10,2010	11,735	11,806	7,3154	7,3594	16,605	16,705	136,440	137,260	131,500	132,290	111,930	112,600	6,8727	6,9140	8,7529	8,8055
Mars	10,1630	10,2240	11,656	11,727	7,3104	7,3544	16,586	16,686	136,710	137,530	131,890	132,680	112,530	113,200	6,9264	6,9681	8,8060	8,8589

(1) Voir cours des monnaies de la zone euro dans le tableau XI - 2 .

(2) Cours du 4 janvier 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

XI-1 -(suite) COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB
- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	10 dinars algériens		1 dinar tunisien		1 dinar libyen		100 ouguiyas mauritanienne		1 dinar koweïtien		1 rial saoudien		1 dirham E.A.U.	
	DZD		TND		LYD		MRO		KWD		SAR		AED	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,6187	1,6349	8,9085	8,9981	24,130	24,372	6,1955	6,2577	28,222	28,448	2,2491	2,2671	2,2964	2,3148
Déc. 1996	1,5633	1,5727	8,8097	8,8627	24,077	24,221	6,2288	6,2662	29,283	29,459	2,3395	2,3536	2,3892	2,4036
Déc. 1997	1,6591	1,6691	8,4705	8,5214	24,803	24,952	5,6716	5,7057	31,780	31,971	2,5824	2,5979	2,6372	2,6531
Déc. 1998	1,5360	1,5452	8,4674	8,5183	20,481	20,604	4,5699	4,5974	30,605	30,789	2,4601	2,4749	2,5124	2,5275
Déc. 1999	1,4501	1,4588	7,9964	8,0445	21,775	21,906	4,5041	4,5312	33,054	33,253	2,6818	2,6979	2,7383	2,7548
Déc. 2000	1,4082	1,4166	7,6462	7,6921	19,621	19,739	4,2186	4,2439	34,650	34,858	2,8224	2,8394	2,8823	2,8996
2001 Janv.	1,4041	1,4125	7,6807	7,7269	19,414	19,531	4,2486	4,2741	34,587	34,795	2,8222	2,8392	2,8818	2,8992
Fév.	1,4058	1,4143	7,7005	7,7468	19,539	19,656	4,2385	4,2639	34,768	34,976	2,8435	2,8606	2,9035	2,9209
Mars	1,4013	1,4097	7,6253	7,6711	19,726	19,845	4,3332	4,3593	35,513	35,726	2,9202	2,9378	2,9817	2,9996
Avril	1,4845	1,4934	8,0515	8,0999	20,843	20,968	4,5467	4,5740	37,426	37,651	3,0699	3,0883	3,1347	3,1535
Mai	1,4932	1,5022	8,0329	8,0811	21,285	21,413	4,6770	4,7051	38,727	38,960	3,8160	3,2007	3,2488	3,2683
Juin	1,4864	1,4953	7,9478	7,9956	18,250	18,360	4,6635	4,6915	38,642	38,875	3,1735	3,1926	3,2406	3,2600
Juil.	1,4815	1,4904	7,9271	7,9748	17,923	18,030	4,5439	4,5712	37,835	38,063	3,0982	3,1168	3,1636	3,1826
Août	1,4762	1,4851	7,9230	7,9707	17,668	17,774	4,3908	4,4172	36,855	37,077	2,9963	3,0143	3,0594	3,0778
Sept.	1,4791	1,4880	7,9243	7,9719	17,835	17,942	4,3983	4,4247	36,963	37,185	3,0032	3,0212	3,0670	3,0854
Oct.	1,4802	1,4891	7,9282	7,9758	17,777	17,884	4,3982	4,4247	37,166	37,389	3,0282	3,0464	3,0919	3,1105
Nov.	1,4773	1,4862	7,8939	7,9413	17,750	17,857	4,3583	4,3844	37,482	37,707	3,0624	3,0808	3,1267	3,1455
Déc.	1,4810	1,4899	7,9009	7,9483	17,713	17,819	4,3573	4,3834	37,522	37,748	3,0733	3,0917	3,1380	3,1569
2002 Janv.	1,4828	1,4917	7,9035	7,9510	8,8840	8,9370	4,3972	4,4237	38,121	38,351	3,1306	3,1494	3,1965	3,2157
Fév.	1,4735	1,4823	7,8992	7,9467	8,8573	8,9105	4,3147	3,3406	38,097	38,326	3,1290	3,1478	3,1949	3,2141
Mars	1,4531	1,4618	7,8316	7,8786	8,8531	8,9063	4,2858	4,3115	37,929	38,157	3,1082	3,1269	3,1737	3,1928

Source : Bank Al-Maghrïb.

XI-2 - COURS INDICATIFS DES MONNAIES DE LA ZONE EURO (*)

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 franc français		1 deutschemark		1 florin hollandais		100 francs belges		1000 liras italiennes		100 pesetas espagnoles		100 escudos portugais		100 shillings autrichiens		1 mark finlandais	
	FRF		DEM		NLG		BEF		ITL		ESP		PTE		ATS		FIM	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,7251	1,7355	5,8925	5,9399	5,2632	5,3054	28,679	28,909	5,3338	5,3766	6,9581	7,0139	5,6509	5,6963	83,756	84,428	1,9440	1,9596
Déc. 1996	1,6752	1,6853	5,6473	5,6813	5,0318	5,0621	27,414	27,578	5,7369	5,7713	6,6991	6,7394	5,6109	5,6446	80,258	80,740	1,8906	1,9020
Déc. 1997	1,6163	1,6260	5,4081	5,4406	4,7985	4,8274	26,218	26,376	5,5030	5,5360	6,3875	6,4259	5,2880	5,3198	76,863	77,325	1,7857	1,7965
Déc. 1998	1,6500	1,6599	5,5332	5,5664	4,9107	4,9402	26,826	26,987	5,5889	5,6225	6,4991	6,5381	5,3987	5,4312	78,648	79,121	1,8201	1,8311
Déc. 1999	1,5384	1,5477	5,1594	5,1906	4,5791	4,6068	25,015	25,166	5,2116	5,2431	6,0648	6,1015	5,0334	5,0638	73,334	73,777	1,6972	1,7074
Déc. 2000	1,4997	1,5088	5,0299	5,0602	4,4641	4,4910	24,387	24,534	5,0807	5,1113	5,9125	5,9481	4,9070	4,9365	71,493	71,923	1,6546	1,6645
2001 Janv.	1,5054	1,5144	5,0489	5,0792	4,4809	4,5079	24,479	24,626	5,0999	5,1305	5,9348	5,9705	4,9255	4,9551	71,762	72,194	1,6608	1,6708
Fév.	1,5000	1,5090	5,0309	5,0611	4,4650	4,4918	24,391	24,538	5,0817	5,1122	5,9137	5,9492	4,9079	4,9374	71,506	71,936	1,6549	1,6648
Mars	1,4774	1,4863	4,9551	4,9848	4,3977	4,4241	24,024	24,168	5,0051	5,0352	5,8246	5,8596	4,8340	4,8630	70,429	70,852	1,6300	1,6397
Avril	1,5557	1,5650	5,2177	5,2489	4,6308	4,6585	25,298	25,449	5,2704	5,3019	6,1333	6,1700	5,0902	5,1207	74,163	74,606	1,7164	1,7266
Mai	1,5370	1,5463	5,1548	5,1860	4,5750	4,6027	24,993	25,144	5,2069	5,2384	6,0594	6,0961	5,0289	5,0593	73,269	73,712	1,6957	1,7059
Juin	1,5384	1,5475	5,1594	5,1901	4,5791	4,6063	25,015	25,164	5,2116	5,2426	6,0648	6,1009	5,0334	5,0633	73,334	73,770	1,6972	1,7073
Juil.	1,5515	1,5608	5,2034	5,2346	4,6181	4,6458	25,228	25,379	5,2560	5,2875	6,1165	6,1532	5,0763	5,1067	73,959	74,402	1,7116	1,7219
Août	1,5681	1,5774	5,2591	5,2903	4,6676	4,6953	25,498	25,650	5,3123	5,3438	6,1820	6,2004	5,1306	5,1611	74,751	75,195	1,7300	1,7402
Sept.	1,5667	1,5762	5,2545	5,2862	4,6635	4,6916	25,476	25,630	5,3076	5,3396	6,1766	6,2139	5,1261	5,1571	74,686	75,136	1,7285	1,7389
Oct.	1,5628	1,5721	5,2413	5,2724	4,6517	4,6794	25,412	25,563	5,2924	5,3257	6,1610	6,1976	5,1132	5,1436	74,497	74,940	1,7241	1,7344
Nov.	1,5570	1,5663	5,2218	5,2530	4,6345	4,6621	25,317	25,469	5,2746	5,3061	6,1381	6,1748	5,0942	5,1246	74,221	74,664	1,7177	1,7280
Déc.	1,5551	1,5644	5,2157	5,2469	4,6290	4,6567	25,288	25,439	5,2684	5,2999	6,1309	6,1676	5,0882	5,1187	74,134	74,577	1,7157	1,7259
2002 Janv.	1,5455	1,5548	5,1835	5,2147	4,6004	4,6281	25,131	25,283	5,2358	5,2673	6,0931	6,1297	5,0568	5,0872	73,676	74,119	1,7051	1,7153
Fév.	1,5458	1,5551	5,1845	5,2157	4,6013	4,6290	25,136	25,288	5,2369	5,2684	6,0943	6,1309	5,0578	5,0882	73,690	74,134	1,7054	1,7157
Mars	1,5493	1,5586	5,1963	5,2274	4,6118	4,6394	25,193	25,345	5,2488	5,2803	6,1081	6,1447	5,0693	5,0997	73,857	74,301	1,7093	1,7196

(*) Cours calculés sur la base des taux de conversion arrêtés par le Conseil Européen le 31 décembre 1998.
(voir note circulaire N°7.255/DAI/98 de Bank AL-Maghrib publiée dans le Bulletin Trimestriel N°81).

Source : Bank Al-Maghrib.

XII - COMPTES DE LA NATION

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix constants de 1980)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Activités primaires	23 280	17 120	21 901	18 251	15 576	19 823
Agriculture, sylviculture et pêche	23 280	17 120	21 901	18 251	15 576	19 823
Activités secondaires	36 463	38 484	39 358	40 421	41 447	43 668
Industrie extractive.....	3 544	4 088	3 951	3 905	3 701	3 977
Énergie et eau ⁽¹⁾	5 849	6 225	6 544	6 753	6 722	7 265
Industrie manufacturière.....	22 058	22 806	23 277	23 906	24 749	25 785
Bâtiment et travaux publics.....	5 012	5 365	5 586	5 857	6 276	6 641
Activités tertiaires	45 992	46 824	50 005	51 924	54 553	55 730
Transports et communications.....	7 777	7 961	8 655	9 358	10 234	10 333
Autres services ⁽²⁾	13 747	14 200	14 795	14 948	15 157	15 260
Commerce ⁽³⁾	24 468	24 663	26 555	27 618	29 162	30 137
Produit intérieur brut marchand	105 735	102 428	111 264	110 596	111 576	119 220
Administrations publiques	21 292	21 769	22 465	23 027	23 351	24 428
Produit intérieur brut	127 027	124 197	133 729	133 622	134 927	143 648

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Activités primaires	61 634	49 140	59 211	52 905	49 570	60 546
Agriculture, sylviculture et pêche	61 634	49 140	59 211	52 905	49 570	60 546
Activités secondaires	99 120	104 975	108 669	110 553	112 867	118 238
Industrie extractive.....	5 603	7 132	7 335	7 464	7 036	7 446
Énergie et eau ⁽¹⁾	25 568	26 867	27 462	27 159	25 264	26 589
Industrie manufacturière.....	54 500	56 212	58 400	59 582	62 267	64 851
Bâtiment et travaux publics.....	13 449	14 764	15 472	16 348	18 300	19 352
Activités tertiaires	117 848	120 836	128 891	132 712	141 142	145 975
Transports et communications.....	17 980	18 555	19 795	21 678	24 700	26 367
Autres services ⁽²⁾	38 372	40 212	42 992	44 695	45 759	46 713
Commerce ⁽³⁾	61 496	62 069	66 104	66 339	70 683	72 895
Produit intérieur brut marchand	278 602	274 951	296 771	296 170	303 579	324 759
Administrations publiques	40 738	43 391	47 234	49 424	50 489	58 138
Produit intérieur brut	319 340	318 342	344 005	345 594	354 068	382 897

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES
(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
R E S S O U R C E S						
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	344 005	345 594	354 068	382 897
Déficit en ressources.....	12 376	11 998	15 782	14 880	22 188	14 125
Importations de biens et services non facteurs	82 020	85 553	93 500	99 543	115 693	119 560
Exportations de biens et services non facteurs	69 644	73 555	77 718	84 663	93 504	105 435
Total des ressources disponibles	331 716	330 340	359 787	360 474	376 256	397 022
E M P L O I S						
Consommation finale nationale	269 179	264 439	283 570	280 562	292 573	309 627
Ménages résidents.....	215 361	207 831	221 569	214 416	224 883	235 008
Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 146	67 689	74 619
Investissement	62 537	65 901	76 217	79 912	83 684	87 396
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	75 739	81 896	85 312	85 264
Variation des stocks.....	+596	+115	+478	-1 984	-1 629	+2 131
Total des emplois	331 716	330 340	359 787	360 474	376 256	397 022

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE
ET SON AFFECTATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	344 005	345 594	354 068	382 897
Revenus nets de l'extérieur.....	12 682	11 167	14 402	13 243	16 981	32 767
Revenu national brut disponible	332 022	329 509	358 407	358 837	371 049	415 664
Consommation finale nationale	269 179	264 439	283 570	280 562	292 572	309 627
- Ménages résidents.....	215 361	207 831	221 569	214 416	224 883	235 008
- Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 146	67 689	74 619
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	74 837	78 275	78 477	106 037
Affectation du revenu national brut disponible.....	332 022	329 509	358 407	358 837	371 049	415 664

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	74 837	78 275	78 477	106 037
Transferts nets en capital reçus	+639	-43	-96	-84	-63	-101
Besoin de financement	-	874	1 476	1 720	5 271	-
Total des ressources	63 482	65 901	76 217	79 912	83 684	105 936
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	75 739	81 896	85 312	85 264
Variation des stocks	+596	+115	+478	-1 984	-1 629	+2 131
Capacité de financement	945	-	-	-	-	18 540
Total des emplois	63 482	65 901	76 217	79 912	83 684	105 936

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)